

8°V

26948

Conservée la Couverture

ARTHUR HEULHARD

LA FINANCE A L'EXPOSITION DE 1900

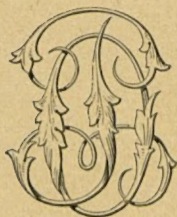
263

La

Ville de l'Or

[LE PONT-AU-CHANGE]

*Projet et Plan d'une Exposition financière
internationale*

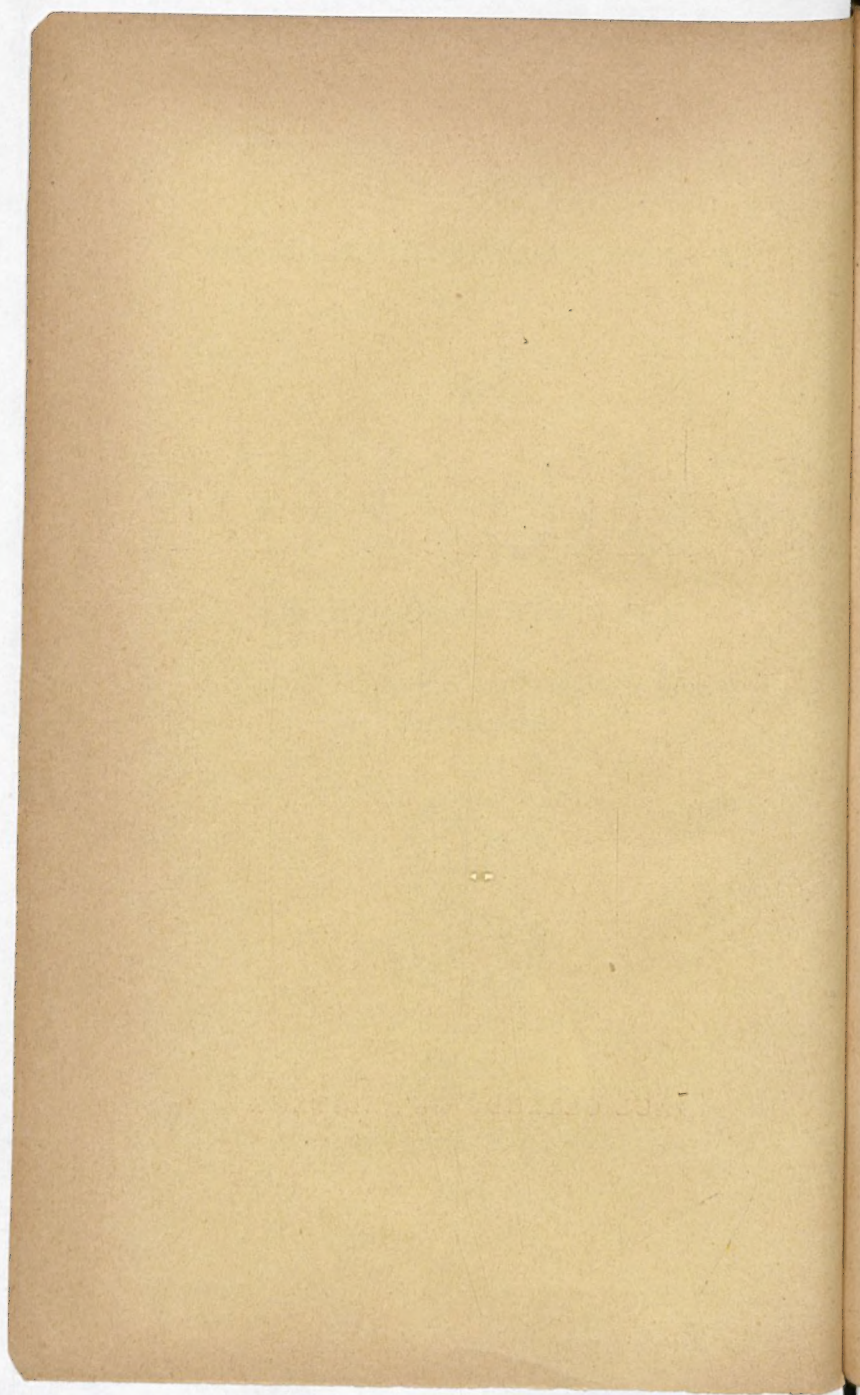


PARIS

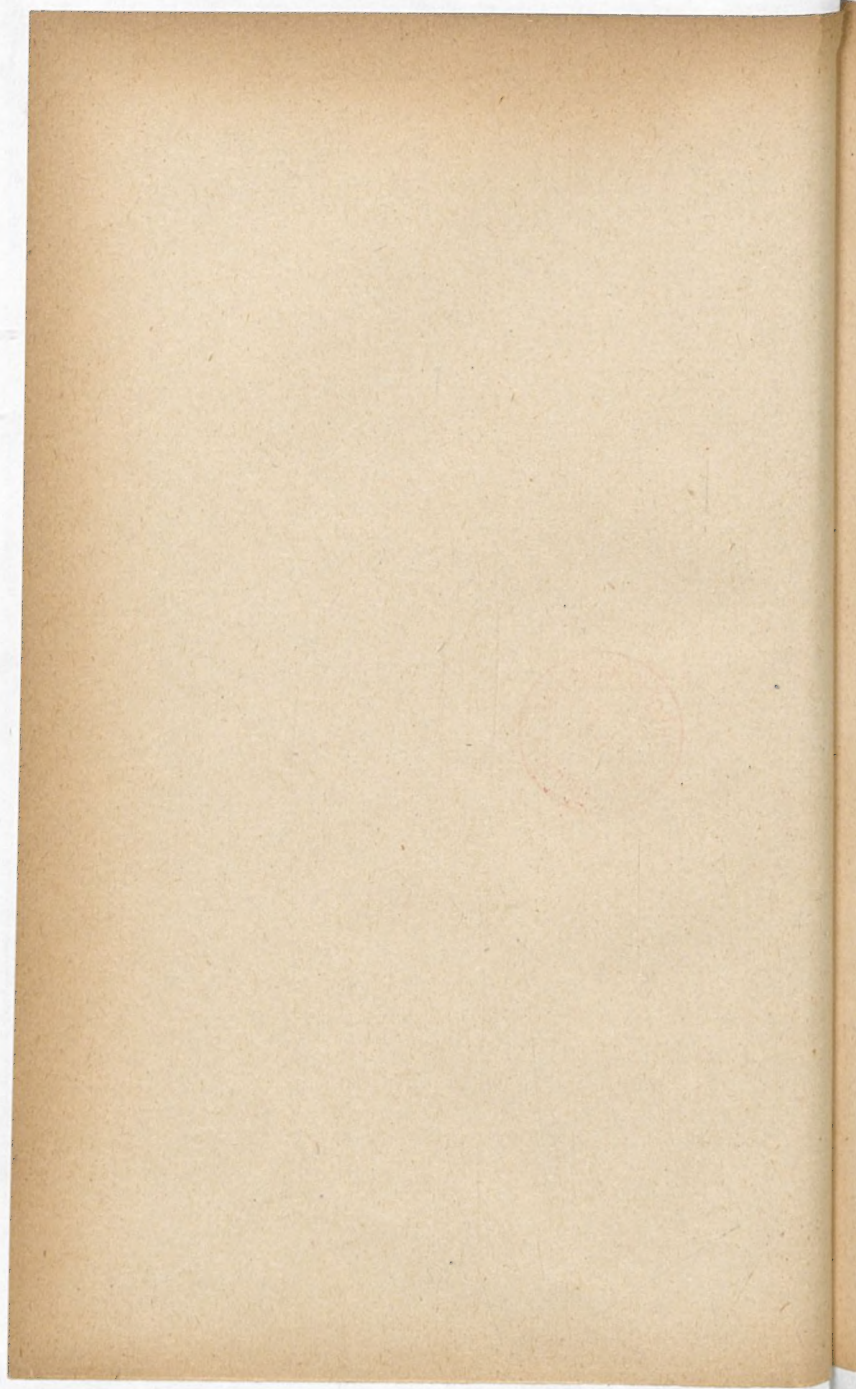
PAUL OLLENDORFF, ÉDITEUR

28^{bis}, RUE DE RICHELIEU

—
1896

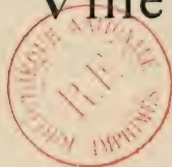






La

Ville de l'Or



DU MÊME AUTEUR

Étude sur une Folie à Rome, avec un avant-propos par Albert de Lasalle et portrait de F. Ricci à l'eau-forte. (Bachelin-Deflorenne, 1870, in-12).

La Fourchette harmonique, histoire de cette société musicale, littéraire et gastronomique. (Lemerre, 1872, in-12).

La Foire Saint-Laurent, son histoire et ses spectacles, avec plans et estampes. (Lemerre, 1878, in-8°).

Jean Monnet, vie et aventures d'un entrepreneur de spectacles au XVIII^e siècle, avec deux estampes. (Lemerre, 1884, in-8°).

Rabelais et son maître. (Lemerre, 1884, in-8°).

Pierre Corneille, ses dernières années, sa mort, ses descendants. (Librairie de l'Art, 1884, in-12).

Scènes de la vie fantaisiste. (Charpentier, 1884, in-12).

Rabelais chirurgien, avec quatre figures. (Lemerre, 1885, in-12).

Bravos et sifflets, aggravés d'une préface. (Dupret, 1886, in-12).

Rabelais légiste, avec deux fac-similés. (Dupret, 1887, in-18).

Entre deux stations, avec dessins de Robida. (Librairie illustrée, 1887, in-12).

François Rabelais, ses voyages en Italie, son exil à Metz, avec portrait à l'eau-forte, autographes, nombreuses gravures. (Librairie de l'Art, 1891, grand in-8°).

LA CHRONIQUE MUSICALE, *Revue de l'art ancien et moderne*, 1873-1876, 11 volumes grand in-8° avec gravures et musique.

LE MONITEUR DU BIBLIOPHILE, *Gazette littéraire et anecdotique* (en collaboration avec Jules Noriac), 1878-1880, 11 vol. grand in-8°, parmi lesquels :

L'Anglais mangeur d'opium, traduit de l'anglais et augmenté par Alfred de Musset.

Le Journal de Colletet, premier « Petit Journal » parisien.

POUR PARAÎTRE FIN OCTOBRE :

Villegagnon, roi d'Amérique (1510-1572). *Un homme de mer au XVI^e siècle*, 1 vol. in-4° (Leroux, éditeur.)

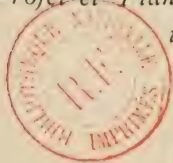
ARTHUR HEULHARD

LA FINANCE A L'EXPOSITION DE 1900

La
Ville de l'Or

[LE PONT-AU-CHANGE]

*Projet et Plan d'une Exposition financière
internationale*

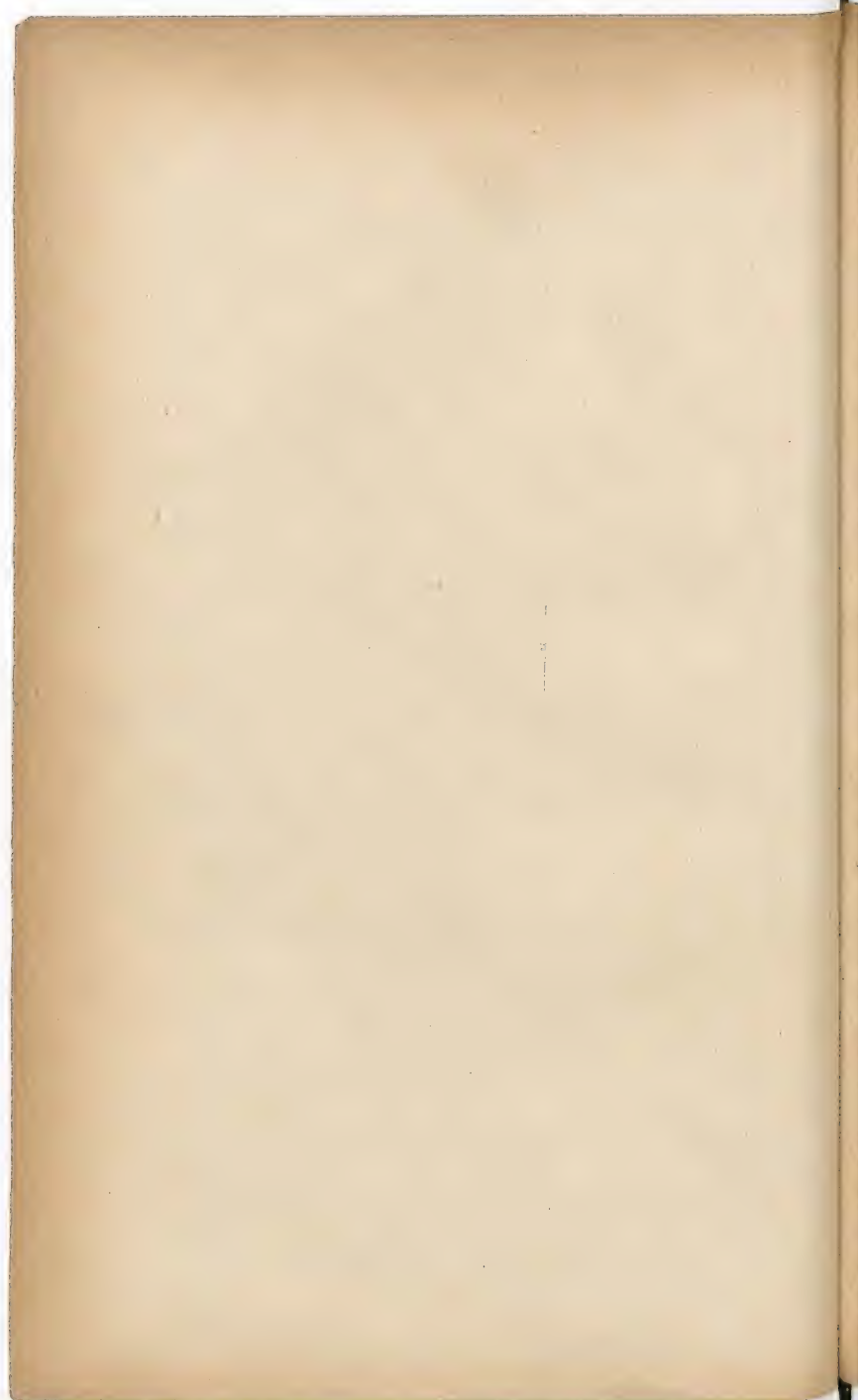


PARIS

PAUL OLLENDORFF, ÉDITEUR

28 bis, RUE DE RICHELIEU

1896





UN MOT



*U*n mot d'abord, nécessaire en tête de ce volume qui s'adresse à un public spécial où je suis totalement inconnu.

Je n'appartiens d'aucune manière au monde de la finance, et, chose assez rare pour un homme qui habite Paris depuis trente ans, je n'ai jamais mis le pied à la Bourse.

C'est dire que mon projet n'est pas une thèse pour ou contre l'Argent: qu'il n'a pas de « dessous », et que, dans l'exécution, il ne doit servir aucun intérêt particulier.

L'Argent, comme la parole, est à la fois ce qu'il y a de meilleur et ce qu'il y a de pire. Tout dépend de l'usage qu'on en fait.

Je ne discute pas avec l'Argent, je l'expose.

Une Exposition n'a personnellement aucune opinion sur les « questions », sur le bi-métallisme, sur les privilèges et monopoles, les

conversions, les prédominances accidentelles ou héréditaires de religion ou de race.

Elle montre simplement et classe une matière déterminée, qu'elle transforme en une leçon de choses.

Les philosophes, moralistes et économistes, à quelque parti qu'ils appartiennent, en tireront telles conclusions qu'il leur plaira.

Ma besogne me paraît beaucoup plus difficile que la leur. Mais il n'y a point d'obstacles qu'on ne surmonte avec de la bonne volonté dans l'action commune.

C'est à la bonne volonté — avant toute aide matérielle — que je fais appel auprès des hommes compétents. Si ce sentiment est aussi fort chez eux que chez moi, ils m'aideront à monter et à mettre en scène un spectacle comme on n'en a jamais vu dans aucune Exposition universelle.






LA FINANCE

A L'EXPOSITION DE 1900

EXPOSITION FINANCIÈRE INTERNATIONALE

I

 E 19 juillet 1894, j'ai eu l'honneur de déposer entre les mains de M. le Commissaire général de l'Exposition de 1900, un projet qui avait alors pour titre : *Le Pont-au-Change*. Il aurait pu avoir pour sous-titre : *Exposition financière internationale*.

Comment il est devenu *La Ville de l'Or*, on va le savoir.

Examiné par la sous-commission compétente, il a été classé et retenu, sur le rapport de M. Bassinet, président du Conseil général de la Seine, pour être porté devant la Com-

mission supérieure, qui l'a pris en considération.

Je résume ici les arguments qui ont été soumis aux deux Commissions. A mon plan j'ajoute des chapitres entiers de l'histoire financière pour en établir plus fortement l'intérêt, insoupçonné des spécialistes eux-mêmes, et je termine par les appréciations des différents journaux qui se sont prononcés sur mon projet dans une sorte de consultation librement ouverte.

Ce projet peut se définir ainsi : Une Exposition de la Bourse, du Change, de la Banque, de la Monnaie, des Mines d'or et d'argent, de tout ce qui se rattache actuellement et rétrospectivement aux finances publiques et privées.

C'est une Exposition sans précédent.

Sur un point toutefois les États-Unis lui ont apporté la sanction de la pratique américaine en célébrant par une *Exposition monétaire* (fin de 1894) le Centenaire du Dollar.

[Ce fut en 1794 que la Monnaie de Philadelphie frappa en dollars d'argent, pour une valeur totale d'environ un demi-million de francs, les pièces d'argent françaises qui lui

avaient été remises par la Banque de Maryland pour obéir à la loi constitutive du système monétaire de la jeune République. Un premier lot de 1758 dollars, livré à la circulation au mois d'octobre, fut la source de ce fleuve d'argent qui roule aujourd'hui sur les États-Unis.]

L'Exposition du Centenaire du Dollar a obtenu un succès de bon augure pour mon projet dont les bases sont autrement vastes.

Ce projet a pris en mûrissant des proportions qui excèdent de beaucoup le cadre que j'avais primitivement rêvé pour lui.

En dépit de son caractère spécial, ce projet ne repose sur aucune préméditation de spéculation. Il part de la constatation que j'ai faite d'une anomalie incompréhensible.

Alors que les commerces les moins fortunés prennent part aux Expositions universelles, depuis leur création, un seul s'abstient, et c'est précisément le plus riche : le commerce de l'argent ; celui qui les contient tous, et qui peut le plus facilement donner l'exemple.

La Haute-Banque n'expose pas ;

Les Établissements de Crédit n'exposent pas ;

La Monnaie, la Banque de France n'exposent pas ;

Les Agents de change et Changeurs n'exposent pas ;

La Coulisse n'expose pas ;

Aucun de ceux qui font commerce d'argent à la Bourse ou ailleurs n'a jamais exposé.

Est-ce égoïsme, indifférence à tout ce qui n'est pas chance de gain ou réalisation de bénéfices ? Je ne le crois pas. Je crois plutôt que c'est faute d'avoir trouvé une formule. Il semble bien en effet, que la matière financière, constitue, en face de la matière manufacturée, une abstraction qui ne peut être rendue sensible ou tangible au gré du public ordinaire des Expositions. C'est là un simple préjugé.

Une Exposition financière internationale est non seulement réalisable, mais encore elle doit être un « clou » de première grandeur pour l'Exposition universelle de 1900.

Ainsi que je l'ai dit dans une lettre adressée au *Temps*, mon point de départ a été celui-ci : L'Argent, qui est une industrie comme une autre, est exposable comme les autres, et pourtant il n'a jamais exposé.

Que lui a-t-il manqué pour cela ? Une formule d'Exposition.

Cette formule, je l'apporte.

Qui me l'a fournie ? Le passé, toujours très près de nous, et parfois plus voisin de l'avenir que le présent.

Il existe dans le passé une admirable et suggestive expression de l'industrie financière impondérable et impalpable en apparence, alors qu'en réalité c'est elle qui fait et défait les nations modernes. Et non seulement cette expression est exacte et amusante, mais le cadre qui l'enferme est d'un art tout à fait merveilleux.

Je n'exagère pas. Ce n'est pas moi, c'est notre vieux Paris qui parle. Le change, la banque, le commerce des matières d'or et d'argent, tout cela a pris naissance sur le Pont-au-Change. Pendant des siècles, il n'y a pas eu d'autre Bourse que ce « Pont » dont les « kracks » ont été, eux aussi, très nombreux. Je n'en ferai pas l'histoire. Je rappellerai simplement ce qui peut être utile à l'économie du projet actuel, à savoir que le Pont-au-Change, bâti des deux côtés, offrait l'aspect d'une rue sur l'eau, et qu'à raison de son affectation spéciale,

c'était la rue la plus fréquentée par le beau monde et par le monde des affaires. Des changeurs de tous pays y tenaient boutique, et la finance y avait déjà le caractère international qui est allé s'accroissant avec les temps. Autour des changeurs et des banquiers beaucoup d'industries s'étaient groupées, qui par nature aiment à voisiner avec celle-là. Le Pont-au-Change, par la richesse de ses étalages, par la variété de ses façades, par le pittoresque de ses constructions était — nos vieilles estampes en font foi — un des « miracles » de la grand'ville.

Reconstituer le Pont-au-Change, le plus vivant, le plus curieux, le plus précieux entre tous les ponts du vieux Paris, c'est un projet qui se soutient par l'intérêt archéologique et par la couleur pittoresque, mais on arriverait presque au même résultat en reconstituant le Pont-Notre-Dame et le Pont-aux-Meu-niers.

Ce qui fait sa valeur, son originalité, sa nouveauté, c'est qu'il fournit aux organisateurs de l'Exposition de 1900, le moyen d'y introduire un facteur, une section, une classe qui n'ont jamais figuré dans aucune autre. Ce

sera la première « Exposition Financière » tentée dans une Exposition Universelle.

Qu'était le Pont-au-Change dans l'ancienne vie parisienne, avec ses boutiques de Lyonnais, de Lombards, de Florentins, d'Orientaux, de Flamands, etc., gens venus de tous les coins d'Europe pour faire commerce des matières d'or et d'argent, troquer les monnaies, négocier les lettres de change ? Il était l'image naïve des grandes banques actuelles, de la Monnaie, de la Bourse, des Syndicats d'Agents de Change, etc. Il était l'âme financière de Paris et, par les objets qu'on y rencontrait, il avait quelque chose d'une Exposition permanente, mais toujours renouvelée.

II

C'est cette image qu'il s'agit d'évoquer, de faire revivre en ramenant dans un cadre historique, archéologique et artistique, la Finance internationale actuelle avec son formidable outillage. Une Exposition financière dans un décor entièrement moderne serait pour ainsi dire impossible, à force de monotonie ; dans un décor ancien d'abord, puis, progressive-

ment moderne, elle devient le « clou » cherché, avec cette différence que ce « clou » conserve un caractère utilitaire très marqué, par les services qu'il est appelé à rendre au public et aux exposants.

Voilà donc la formule initiale de l'Exposition financière : le Pont-au-Change, berceau de la banque, de la bourse, du change et du marché financier à Paris. Mais l'Argent a pris une telle place dans le monde, que ce vieux cadre n'a pu suffire à contenir le tableau. Il faudra nécessairement construire toute une petite ville : la Ville de l'Or, dans le genre de ce « vieil Anvers » qui aura été une des curiosités du siècle. Je garde le Pont-au-Change comme une des expressions amusantes de la vie financière rétrospective, mais ce n'est qu'une des rues de la Ville de l'Or, une de ces rues pittoresques par lesquelles on accède au Panthéon de la finance moderne.

On voit qu'un pont — pour mieux dire une rue sur la Seine — n'eût pas suffi à loger une Exposition particulière qui a un caractère si général.

D'autre part, le plan de l'Exposition de 1900 est conçu de manière à proscrire sur

le cours de la Seine toute construction autre que le grand Pont de l'Esplanade¹.

Mon projet est bien conforme à l'esprit de classification moderne qui veut que toute Exposition se transforme en une leçon de choses.

Après l'exposition de la finance rétrospective, nous avons celle de la finance pratique, l'une servant de lever de rideau à l'autre.

Pour la première, le cadre ancien permet de lui donner une couleur de vérité saisissante. Et d'abord il y aurait lieu de ne point adopter l'unité de style dans la construction des édifices. Telle rue, telle boutique serait du

1. Dans mon projet primitif, le Pont-au-Change devait faire retour à la Ville de Paris. J'aurais demandé au Conseil municipal d'en agréer l'hommage au nom de la finance internationale, en souvenir de la première Exposition financière. Il eût été édifié sous le contrôle des Ponts-et-Chaussées d'accord avec la Ville, dans des conditions de solidité d'autant plus grandes qu'il eût supporté des constructions (légères, il est vrai), et il eût été donné, sans aucuns frais, à la Ville en 1901, libre de toutes constructions, à l'usage de pont ordinaire.

Le plan général de l'Exposition comportant un pont de 60 mètres de large qui doit assurer la circulation pendant et après 1900, ce projet n'a plus de raison d'être.

xv^e siècle, telle autre du xvi^e siècle, telle autre du xvii^e, et ainsi de suite, étape par étape, et jusqu'à nos jours; l'une serait du genre flamand pour les Flamands, florentine ou vénitienne pour les Italiens, russe pour les Russes, américaine pour les Américains, etc. On obtiendrait ainsi des contrastes très piquants, et l'Exposition financière aurait en même temps l'intérêt d'une exposition architecturale rétrospective limitée à quelques siècles. Nous sommes d'autant moins tenus à l'unité d'époque et de style que chaque habitant du Pont-au-Change — pour nous en tenir à Paris, — avait imprimé à sa maison la marque de son pays d'origine. Les bannières, les enseignes, les armoiries d'une quantité de villes étrangères flottaient au-dessus des boutiques et accusaient le caractère cosmopolite de ce Pont extraordinaire où l'air était pour ainsi dire habité. Cette physionomie doit être restituée. Même variété dans les costumes, longues houpelandes, bonnets de velours, etc. Aux yeux du public les exposants de la partie rétrospective sont comme des personnages d'histoire. Les hommes les plus haut placés d'Anvers n'ont pas craint de circuler dans le « Vieil

Anvers » sous le costume de l'emploi qu'ils avaient choisi ou qui leur était dévolu. Et si l'on objecte que de hauts financiers ne voudront pas endosser les vêtements, celui-ci d'un fermier général du xvii^e siècle, celui-là d'un juif de Francfort du xviii^e, je répondrai que leurs bureaux sont peuplés de jeunes employés et de garçons qui ne demanderont pas mieux. Il est indispensable pour l'effet, qu'à part les visiteurs, tout le monde, jusqu'à la police, soit en costume.

Une étude attentive des éléments de vie qui composaient le Pont-au-Change suggérera une foule d'idées attractives.

[Dans la partie du Pont consacrée au xvi^e siècle on rétablirait les fameuses décorations qui y furent placées pour l'entrée de Henri II, (1549, je crois). C'est un chef-d'œuvre de sculpture et de peinture, créé pour un jour par la fantaisie des Jean Goujon, des Germain Pilon et autres maîtres, les dessins existent, et, pour comble de bonheur, ils se prêtent admirablement à la reproduction.]

La bonne moitié des maisons était occupée par des marchands d'objets précieux :

Marchands de fourrures venus du Nord ;

Modistes ; lingères ;

Marchands de pierreries ;

Marchands de curiosités d'or et d'argent, de monnaies rares, etc.

[Il y avait également une quantité de petits métiers ambulants et la circulation était d'autant plus facile que le Pont avait la forme d'un Y dont les deux branches s'ouvraient sur la rive droite de la Seine.

Dans l'entre-deux seraient de vastes rôtisseries « A la Fortune » ou « Au Veau d'Or », devant lesquelles il y aurait une « parade », des montreurs de singes, des marchands d'orviétan, égyptiennes diseuses de bonne aventure, etc., tout le grouillement de l'ancienne vie parisienne.]

Par une conséquence toute naturelle, le commerce de la Curiosité serait appelé à occuper une partie des boutiques disponibles. Ce commerce considérable, qui commence au bibelot pour finir à l'objet d'art, joue un rôle considérable dans une société comme la nôtre. Il aurait là un moyen de se produire sous la forme la plus expressive, et, par l'éclat de ses vitrines, il contribuerait singulièrement à l'animation de la rue. En dehors des objets anciens

qui orneraient la montre et la boutique, il pourrait exposer des « imitations de l'ancien » en or et en argent dont l'achat pourrait être réalisé hors l'enceinte de l'Exposition. Cela tiendrait, pour l'effet, du Pont-au-Change et de la fameuse Galerie du Palais.

Les amateurs, toujours très nombreux à Paris en temps d'Exposition, trouveraient là, réunies dans un espace restreint, quelques-unes des maisons de curiosité les plus connues par le goût et l'honnêteté de leurs propriétaires.

Tels sont les éléments essentiels de la partie rétrospective.

Après avoir assisté à toutes les étapes historiques de l'Argent, le public verra fonctionner la machine financière actuelle dont il ignore les rouages les plus simples, et dont il parle avec une méfiance que la finance actuelle peut dissiper, en dissipant le mystère même dont elle s'enveloppe.

L'Exposition financière contemporaine doit donc comprendre toutes les étapes de la matière brute avant sa conversion en espèces sonnantes (extraction de l'or, tri, fusion, essayage, etc.), cette conversion elle-même,

la création des valeurs fiduciaires, la fabrication et l'émission du billet, l'organisation du crédit et ses formes, l'ordre de bourse transmis et exécuté, etc.

Elle est appelée à rendre tous les jours des services d'ordre pratique :

1^o Aux exposants de toutes les classes

En effet, dans mon projet, tous les Exposants doivent avoir l'accès gratuit dans la Ville de l'Or pour faire leurs opérations de change, déposer et retirer leur argent, envoyer leurs chèques, faire vendre leurs valeurs mobilières, donner leurs ordres de bourse, etc., aux conditions officielles ordinaires. Les principaux établissements de crédit de la France et de l'étranger, les grands banquiers qu'il n'est pas besoin de nommer, les banques d'État, les syndicats d'agents de Change, les batteurs d'or, etc., etc., sont appelés à fonctionner là dans des maisons qui sont de véritables « succursales ».

La Monnaie y frappe des pièces sous l'œil du public, ainsi qu'il est dit plus loin. De même la Banque de France y émet des billets.

Le téléphone et le télégraphe y fonctionneront, reliant la Ville de l'Or avec la Bourse, les Banques, les principaux centres financiers du monde. Cette organisation rendra d'autant plus de services qu'on trouvera très facilement dans chaque pays une Banque et un Syndicat d'Agents de Change qui voudront figurer dans cette exposition. Les exposants pourront donc, chacun selon sa nationalité, s'adresser à des établissements qui ont déjà leur confiance dans leurs pays respectifs. Exemple : Les Autrichiens iront à la maison de la Banque de Vienne et à celle du Syndicat des Agents de Change de Vienne; les Allemands à celle du Disconto Gesellschaft; les Italiens à la Banca Nazionale, etc., etc., avec liberté absolue d'aller ailleurs si bon leur semble.

2° *Aux visiteurs*

Moyennant le prix d'entrée qui sera fixé pour la visite de la Ville de l'Or, le public sera admis à faire, aux termes de la loi et aux cours officiels, les mêmes opérations de bourse, de banque et de change qu'en ville.

Je suis convaincu que lors des négociations

avec les intéressés, les idées pratiques surgiront d'elles-mêmes et en nombre.


L'essentiel, en ce moment, est que j'établisse clairement le principe utilitaire de cette « Exposition en action » et qui, je le répète à ceux qui sont en quête d'éléments neufs, n'a encore eu de précédents nulle part.





PLAN

D'EXPOSITION FINANCIÈRE

 'EXPOSITION Financière doit être conçue de manière à représenter l'histoire de la Finance et de l'appareil financier, dans toutes leurs transformations jusqu'à nos jours : elle doit donc remonter aux sources géologiques.

L'Histoire politique et sociale des relations de l'Homme et de l'Argent n'a été faite dans aucun pays. Il n'existe notamment aucune Histoire fiscale et financière de la France. Il y a des essais, des fragments, des études par périodes, point de corps documentaire depuis la genèse de l'Argent jusqu'à son épanouissement dans la Société moderne.

Appelés à apporter leurs concours aux Expositions Universelles de ce siècle, les gouvernements n'ont point senti l'intérêt puis-

sant qui s'attacherait à une Exposition financière montrant aux yeux la naissance de la question d'Argent, les diverses postures de l'Argent et de l'Homme placés l'un en face de l'autre, l'éternel drame et l'éternelle comédie, les crises qui ont jailli de ce heurt énorme, les évolutions du fisc, le fonctionnement comparé de l'impôt, les kracks et les relèvements, les abus et les bienfaits, l'appareil des Finances publiques, le monnayage, la création des valeurs fiduciaires, l'Histoire de France enfin contée avec l'Histoire de l'Argent.

L'idée semble quelque peu philosophique au début, mais on a vu déjà que sa réalisation sous les espèces sensibles est un problème facile à résoudre.

Le plan qui suit en apporte la preuve. Il est digne de tenter des hommes instruits et désireux d'instruire. Et non seulement la matière n'est ni aride ni rebutante, mais au contraire elle est, au premier chef, « matière d'Exposition », c'est-à-dire neuve, attractive, riche en spectacles et en leçons de tout genre.

Dans ce plan, je m'en tiens plus particulièrement à la France. Aux Finances étran-

gères d'adopter le même plan dans ses parties essentielles.

L'internationalisme étant le principe des Expositions universelles, l'Exposition financière de 1900 doit être internationale.

Dans quelle mesure chaque pays doit-il intervenir? Dans quelle mesure la Belgique et les Pays-Bas, l'Angleterre, l'Espagne, l'Orient, les Indes, les Amériques, l'Australie, le Transvaal, etc?

Il est impossible de fixer une règle. (La Cité de Londres, avec son organisation et ses vieux usages, peut jouer un rôle énorme, presque prépondérant.) Mais en substance, je répondrai :

1^o Dans la mesure de la participation industrielle et commerciale de chaque pays à l'Exposition universelle, de manière que chacune des sections étrangères soit en quelque sorte doublée de sa section financière.

2^o Dans la mesure de la contribution de chaque pays au mouvement financier universel.

Si la Belgique fournit mille exposants, par exemple, il semble logique que sa représen-

tation financière soit proportionnelle à ce chiffre.

Il peut arriver cependant que tel pays relativement petit, mais dont les finances offrent un caractère de tenue et de prospérité bien marqué — la Roumanie, par exemple — tienne à honneur de le prouver dans une exhibition particulièrement importante.

Ce que j'entrevois comme plan architectural, c'est une série de rues contant l'histoire anecdotique de la Finance ancienne, à raison d'une rue par nationalité exposante, et convergeant vers un vrai Palais de la finance moderne.

La Russie aurait sa rue.

L'Angleterre, sa rue.

Les Pays-Bas, leur rue.

La Suisse, sa rue.

L'Amérique, sa rue, et ainsi de suite.

Certains pays, liés par une histoire commune, pourraient être groupés dans une rue unique où ils auraient qui deux maisons, qui trois, qui quatre.

Chaque rue aurait son caractère prolongé jusque dans le temps présent : la rue d'Amérique serait en majeure partie occupée par les

Cies d'Assurances-vie qui sont le plus puissant organe de la vie financière aux États-Unis.

Le passé de la finance américaine n'est pas très ancien : mais en moins de deux siècles l'industrie de l'Argent a fait de tels progrès aux États-Unis, elle s'y est affirmée d'une manière si caractéristique, par des procédés si neufs et si hardis, qu'elle peut passer pour l'expression la plus originale de la jeune finance. C'est à elle surtout que serait réservée la démonstration du système des Assurances.

A coup sûr rien ne serait plus curieux que cette marche foudroyante de progrès accomplis depuis les coquillages qui avaient cours légal, il y a deux cents ans, au Massachussets, jusqu'à ces actes étonnants par lesquels les Américains font de leur mort même une spéculation heureuse pour leur postérité.

La Hollande, qui a donné des leçons de comptabilité à l'Europe entière et qui a été profondément remuée par les « systèmes », doit conserver ce double aspect dans son exhibition financière.

La Belgique, qui a bâti les Bourses les plus anciennes, Bruges, Gand, etc., peut prétendre aux restitutions les plus suggestives.

A chaque pays, à ses Établissements les plus sérieux de m'aider à rechercher la formule la plus instructive et la plus pittoresque.

EXPOSITION FINANCIÈRE CONTEMPORAINE

La réalisation de mon projet, en ce qui touche la finance moderne, offre, je le sais, des parties délicates. Non qu'il gêne l'exercice du monopole des agents de change, par exemple, ni qu'il porte atteinte aux privilèges de la Monnaie et de la Banque ! Mais il dérange des habitudes. J'espère démontrer, avec l'appui des bonnes volontés administratives, que la nouveauté n'est pas, en France, un si grand défaut qu'on le dit.

Je répète que je n'appartiens pas au monde de la finance, ce que je considère, en l'espèce, comme une garantie de succès auprès des financiers.

L'Exposition contemporaine comprend, dans ses grandes lignes :

- 1^o Une ou plusieurs mines d'or et d'argent en exploitation ;
- 2^o La frappe de la monnaie ;

3^o L'émission du billet de banque;

4^o Les opérations ordinaires de Bourse, de Banque, d'Assurances, etc., etc.

1^o LES MINES D'OR ET D'ARGENT

La rue des mines d'or aurait un caractère très tranché : elle serait souterraine. Ce serait proprement l'enclos minier où se feraient la manipulation et le traitement de l'or avant la frappe.

Les Sociétés dont les titres circulent sur le marché, y seraient représentées par leurs produits mêmes. Cette mine communiquerait avec la Monnaie, à qui les Sociétés fourniraient à tour de rôle, soit à raison d'un jour par semaine ou d'une semaine par mois, les lingots à convertir en espèces.

Ainsi, il serait dit et affiché que l'or frappé du 1^{er} au 8 mai serait fourni par telle mine du Transvaal, du 8 au 17 par telle mine de Californie, du 17 au 23 par telle mine d'Australie, etc.

Les sociétés minières sérieuses auraient ainsi le moyen de prouver autrement que par des prospectus la richesse de leur possession, la

valeur de leurs procédés de traitement, et la plasticité de la matière extraite.

On peut être assuré qu'un tel spectacle ferait courir le monde entier.

2^o FRAPPE DE MONNAIES

La plupart des Français se croient encore au temps où la frappe de la monnaie constituait un droit régalien auquel le citoyen ne pouvait prétendre. C'est une erreur.

Tout le monde a le droit d'acheter des métaux précieux et d'en battre monnaie, à la condition de s'adresser à l'usine nationale investie du monopole de la fabrication, c'est-à-dire à la Monnaie.

Exception est faite pour la monnaie de billon et la monnaie divisionnaire (2 fr., 1 fr., 50 c., 20 c.) dont la production est réservée à l'Etat.

De même, par une disposition de 1877, le droit de faire monnayer l'argent est suspendu pour les particuliers. Je dis : « suspendu » ; cette disposition peut être rapportée.

En fin de compte, la Société constituée pour l'exploitation de l'Exposition financière de

1900 a le droit de faire frapper les pièces d'or de tout module par la Monnaie. C'est l'intérêt de la Monnaie elle-même qui fait payer sa main-d'œuvre en conséquence.

On se demande pourquoi elle refuserait de transporter une partie de son matériel et de son personnel à l'Exposition pendant six mois, si elle est défrayée de ses débours.

Ce qui est possible au quai Conti serait-il impossible au Champ-de-Mars ou à l'Esplanade des Invalides ?

Y aurait-il dans cette exhibition publique du vrai monnayage une leçon de choses pour le faux ? Cela est impossible à soutenir, car il n'y a point de « secrets de fabrication », il y a simplement un ensemble de garanties et de contrôles successifs dont la vue est plus propre à désespérer le contrefacteur qu'à l'inspirer.

A ma connaissance il n'existe dans la loi monétaire française aucune disposition qui interdise aux États étrangers de battre monnaie dans une Exposition.

En effet, de deux choses l'une, ou ces États font partie, comme la Belgique, la Grèce, l'Italie et la Suisse, de l'union monétaire dite latine, et alors leurs monnaies ont la même

force circulatoire que les nôtres. Ou ils n'en font pas partie, et en ce cas leurs monnaies n'ayant point cours légal en France, les visiteurs les acceptent ou les refusent, suivant leur libre arbitre et selon qu'elles gagnent ou perdent au change.

En conséquence et sauf erreur, la Monnaie d'Angleterre, par exemple, peut exposer son outillage et frapper des livres sterlings sous l'œil du public. C'est à moi, particulier, de voir si je dois les prendre ou non en échange de 25 francs d'or français. Même conséquence pour le dollar américain, le florin d'Autriche, etc.

Ce sont là des marchés purement privés, faits en vertu de la liberté de l'échange avec ou sans soulté.

Cependant, ayant compris que son avenir est dans la supériorité de l'outillage et de la fabrication, et ayant fait en ce sens des progrès considérables, la Monnaie de Paris aurait intérêt à soutenir devant le public international ses prétentions au titre de première usine monétaire du monde.

[C'est en 1880 que la dernière de nos Monnaies de province a disparu et que, à la Mon-

naie de Paris, la régie a été substituée à l'entreprise. A cette double réforme avait succédé une période d'inactivité relative, si bien qu'en 1889-1890 la production annuelle était tombée à 7 millions de pièces, valant 24 millions de francs et pesant 35,600 kilogrammes.

Mais une vive reprise se manifesta vers 1893, et M. de Foville, directeur de la Monnaie, se fait fort d'accroître dans des proportions considérables, 50 o/o peut-être, les moyens d'action de la Monnaie. Un crédit extraordinaire a été obtenu à cet effet. Un grand atelier tout neuf pour les médailles et les locaux qui leur étaient antérieurement réservés seront désormais affectés au travail monétaire. On y a installé, avec de nouveaux moteurs, des fourneaux supplémentaires, des laminoirs puissants, etc. En attendant l'achèvement intégral de ces aménagements nouveaux, l'administration des Monnaies a déjà élevé sa productivité à un niveau sans précédent, le travail de nuit venant au besoin s'ajouter au travail de jour.

Voici, en effet, les résultats effectifs des années 1894-95, avec les résultats probables de l'exercice en cours ;

OR, ARGENT ET BRONZE

Années	Nombre de pièces	Valeur	Poids
	millions	millions fr.	milliers kil.
1894.	46	33	226
1895.	54	158	351
1896 (prévision). .	59	275	800

Les besoins de la Banque de l'Indo-Chine, de la Russie sont tels que la Monnaie, à leur gré, ne marche pas assez vite. Il a fallu cependant de grands efforts pour arriver à fournir des quantités de monnaies qui auraient paru absolument irréalisables il y a quelques années, et qui seront facilement dépassées quand les installations nouvelles seront complètement achevées.

Si l'on compare nos productions probables de 1896 en or et argent à celles des Monnaies étrangères en 1895, on voit que la France est au premier rang.

	OR millions	ARGENT millions	TOTAL millions
Etats-Unis, 4 hôtels monétaires.	228	47	275
France, 1 hôtel monétaire	125	140	265
Russie, 1 hôtel monétaire	200	19	219
Australie, 2 hôtels monétaires	174	»	174
Japon, 1 hôtel monétaire.	9	160	169
Allemagne, 6 hôtels monétaires.	133	9	142
Angleterre, 1 hôtel monétaire.	96	107	203
Autriche-Hongrie, 2 hôtels mon.	88	45	133
Espagne, 1 hôtel monétaire.	»	45	45

Comme poids, l'argent à valeur égale pesant 15 fois $1/2$ autant que l'or, la Monnaie de Paris l'emporterait sur toutes les Monnaies étrangères, sauf peut-être celle du Japon. Et il ne faut pas oublier qu'il y a deux hôtels des monnaies en Autriche-Hongrie et en Australie, quatre aux Etats-Unis, six en Allemagne].

3^o FABRICATION ET ÉMISSION DE BILLETS

L'émission de billets à l'Exposition ne diminue en rien les conditions de sécurité dont la Banque de France s'entoure à son siège social. Ce ne serait pas la première fois que ce grand Établissement fait des infidélités de cette nature à la rue de La Vrillière. C'est rue d'Hauteville, sur des presses fournies par M. Marinoni et dans un local improvisé, qu'elle a fabriqué et tiré les fameuses coupures de 1870.

S'il est telle phase de la fabrication qui doive rester secrète, rien de plus facile que de lui conserver ce caractère.

La Banque d'Angleterre et certaines Banques d'Etat étrangères ont des procédés de fabrication spéciaux, notamment en ce qui touche

le papier. Il est à souhaiter que les plus importantes participent à l'Exposition financière. Le crédit de la Banque d'Angleterre est connu, un billet d'elle inspire confiance au monde entier, il est accepté partout.


4^o OPÉRATIONS ORDINAIRES DE BOURSE,
DE BANQUE, D'ASSURANCES, ETC.

Se reporter aux pages 14, 15 et 16, où l'on a vu que chaque exposant de toutes classes ainsi que chaque visiteur pourraient faire leurs affaires à l'Exposition, sans être obligés d'aller en ville.





PRINCIPALES SECTIONS

ASSONS aux sections qui pourront se subdiviser, le cas échéant. L'Exposition financière, formant une classe spéciale, comporte quatre sections :

- 1^o *Matières brutes.*
- 2^o *Conversion en espèces sonnantes.*
- 3^o *Valeurs fiduciaires, équivalences, valeurs de circulation.*
- 4^o *Organes des finances publiques et privées.*

SECTION I

MATIÈRES BRUTES

Provenance de l'or, de l'argent, et du cuivre chez les anciens. Reproduction des principaux monuments, bas-reliefs, peintures, inscriptions, sénatus-consultes, ayant trait à l'extraction et au transport.

Condamnés aux mines.

Découverte successive des mines utilisées par l'Espagne, le Portugal, la France et généralement les pays d'Europe. Les chercheurs d'or. La Californie.

Tous les documents qui s'y rattachent. Ordonnances royales. Concessions.

Etat actuel des mines utilisées par la République Française.

La recherche de l'or au Moyen-Age. Alchimistes. Le grand Œuvre. La pierre philosophale.

Vues photographiques et autres des mines en exploitation.

Spécimens de minerais. Pépites.

Reconstitution d'un filon de chaque métal.

Modes de tri, de transport et de contrôle, jusqu'à la conversion en espèces.

Les plus gros blocs d'or, d'argent et de cuivre extraits en 1899.

Les principales mines d'or du Transvaal, de l'Amérique et de l'Australie mises en concurrence au point de vue de la richesse de production et des procédés de traitement.

Cartes par zones.

Comptes rendus de l'exploitation des diverses Sociétés.

Les batteurs d'or.

Les opérations préalables à la frappe, telles que les triage, lavage, criblage, fusion, essayage, etc., doivent passer successivement sous les yeux du public, de manière qu'on puisse se rendre un compte exact et rapide de toutes les transformations que subit la matière avant sa conversion en espèces.

SECTION II

CONVERSION EN ESPÈCES SONNANTES

Appareil monétaire chez les anciens.

Numismatique réduite aux monnaies ayant cours et ayant eu cours, depuis les drachmes et les sesterces jusqu'aux taëls.

Anciens modes de fabrication.

La fonte.

La frappe.

Le moule et le marteau.

Les ouvriers monétaires (Vitrail de l'église Saint-Georges de Bocherville, Loire-Inférieure, XI^e siècle).

Coins servant à la frappe.

Coffres à monnaie.

Invention du balancier (sous Henri II). Aubry Olivier ou Brucher?

Le balancier de Nicolas Briot en Angleterre.

Poinçons des ateliers monétaires de l'ancien régime.

Balances.

Documents relatifs aux Hôtels des Monnaies des anciennes provinces.

Gardes des Monnaies.

Variations de poids et de valeur subies par les monnaies.

Altération des monnaies.

Thibaut le tricheur, Philippe le Bel.

Nicolas Oresme et sa théorie rationnelle des monnaies (1370).

Ordonnances royales sur le fait des Monnaies.

Crises monétaires.

Accapareurs.

Fausse monnaie et faux monnayeurs.

Procès, sentences, supplices.

Monnaies frappées par les particuliers, tels que Monneron, Clémanson, etc...

Unification monétaire.

Ordres de la Convention sur la conversion

des cloches et des matières d'or et d'argent en monnaies.

Le change des monnaies étrangères au commencement du XIX^e siècle et sous le Premier Empire.

[Le marché fut très actif, on devinera pourquoi rien qu'en consultant ce tableau :

Tableau de l'évolution des monnaies effectives d'or et d'argent, de Russie, d'Allemagne et de Hollande avec celles effectives de France, vers 1800.

Russie	En coopecks	Fr. et cent.
Le Florentin courant de Riga..	28	1 25
Le Poltinick	50	2 20
Le Polupoltinick	25	1 00
Le Daler de Revel.	65	2 90
L'Impérial	500	24
Le Rouble	1000	48
Le Ducat	225	10 68
Le Rouble d'or.	100	4 66
Le demi	50	2 28
Le Rouble d'argent.	100	4 40
La Livonaise	96	4 25
La Lowendaler.	96	4 25
Le Rixdaler de Revel.	80	3 40
— de Riga	85	3 45

Allemagne	En kreutzers et florins	Fr. et cent.
Le thalaris d'Empire	—	5
Le florin courant.	60	2 55
La pièce de 20 kr.	20	87
La pièce de 10 kr.	10	4 ³
Le souverain	6 1/5	15 50
Le double.	12 2/5	31
Le carolin.	9 1/2	25 15
Le frédéric	7 1/2	20 20
Le ducat	4 1/6	11 25
Le thaler	2	5 10
La rixdaler courante	1 1/2	3 75
Le batz	4	18
Le kreutzer.	1	4

Hollande	En sous de Hollande	En fr. cent.
Le florin	20	2
La pièce de 6 sous	5 5/2	55
La pièce de 28 »	28	2 80
La pièce de 30 »	30	3
La pièce de 52 »	52	5 10
La pièce de 60 »	60	6
La pièce de 63 »	63	6 30
Le ducat	120	11

L'hôtel des Monnaies (Antoine, architecte).

Le Musée monétaire.

La Monnaie actuelle.

Son fonctionnement.

Ses procédés de fabrication.

Appareil monétaire contemporain. La presse monétaire.

[Il serait frappé sous l'œil du public des monnaies d'or et d'argent au millésime de 1900 avec un monogramme spécial qui en ferait un souvenir caractéristique de l'Exposition Universelle. Un jeu de lettres serait disposé de manière que chaque visiteur pût se retirer avec une pièce à ses initiales. Au cas où la Monnaie de Paris, par des raisons de circulation monétaire, se refuserait à frapper des pièces de dix ou de vingt francs or, ou des pièces de cinq francs argent, il serait frappé des médailles, jetons de présence à l'Exposition, marques de whist, etc., d'une valeur réelle de... selon le métal, et gravés spécialement pour la circonstance].

Piles monétaires comparatives : un million en sous, en argent, en or, etc.

SECTION III

VALEURS FIDUCIAIRES, ÉQUIVALENCES, VALEURS DE CIRCULATION

Les procédés de circulation chez les anciens.

Les couteaux-monnaie, sabres-monnaie, cloches-monnaie, etc.

[Le *Petit Journal* me fournit sur ce sujet une amusante causerie de M. Ernest d'Hervilly, accompagnée de dessins amusants aussi :

« Cette reconstitution du Pont-au-Change, en 1900, au Champ-de-Mars, dont le *Petit Journal* parlait dimanche¹, serait certes une infiniment curieuse et très inédite exposition rétrospective avec ses maisons contenant tout ce qui, depuis des siècles, se rapporte... à la monnaie.

Les collections françaises et étrangères grouperaient là, les galeries d'État collaborant avec les musées particuliers, des spécimens de la plus empoignante originalité, lesquels disséminés, sont tout à fait inconnus.

(1) On trouvera plus loin, au chapitre : *Le projet et la presse*, l'article de M. Pierre Giffard.

Je ne crois pas qu'on y verrait figurer les *talents* que le père de Tobie envoyait réclamer à Gabélus, ni les monnaies de fer de Lycurgue, mais pour des *drachmes* de l'ancienne Grèce et des *sesterces* de la vieille Rome, on en trouverait des sacs chez nos grands numismates.

En fait de monnaies, je ne sais si la France pourrait offrir les monnaies en *cuir*, dont quelques rois bretons ont fait des émissions, ou les sous de cuir que frappait, dit-on, le roi d'Yvetot, mais la Russie doit avoir encore, dans ses collections, et nous enverrait les monnaies de cuir qui ont été longtemps en usage chez elle.

Les grains de cacao qui servaient parfaitement de monnaie, au Mexique, avant et même après sa conquête par les Espagnols, ne seraient pas exposés au Pont-au-Change de 1900, mais les pains de sel gemme, mais les sacs de coquillages (*câuris*), mais les noix de kola et autres noix qui servent encore de monnaie dans l'Afrique noire, y trouveraient place à côté des spécimens précieusement conservés et rares des billets de la banque de Law, des assignats et des *coupures* en papier employées après la guerre de 1870.

Nous y verrions aussi ces fameux *jetons* de commerce, et des *Blanques* lombardes, d'un maniement si compliqué que *savoir s'en servir* était compté, dans la bourgeoisie, comme un apport sérieux de la part d'une fiancée, dans les contrats de mariage au xvii^e siècle.

Les comptes faits avec ces jetons, je le répète, étaient si compliqués, qu'à la Cour des comptes jadis il y avait de jeunes membres nommés spécialement pour écouter les nombres et chiffres annoncés, et les répéter, en disant : *J'ai entendu*. D'où leur nom qui est resté, d'*auditeurs à la Cour des comptes*.

Et que de singuliers objets destinés, dans des pays lointains, en Chine aux temps antiques, par exemple, à représenter... «la galette», nous verrions encore dans les collections du Pont-au-Change de 1900 !

Dans la Chine antique, il y a eu de la monnaie-couteau, de la monnaie-sabre, de la monnaie-cloche, de la monnaie-rasoir.

C'est-à-dire qu'on y a fondu et frappé de caractères indiquant leur valeur et le nom du prince lors régnant, de petits sabres, de petits couteaux, de petites cloches plates, de bronze, ou de cuivre pur, qui circulaient comme au-

jourd'hui les *sapèques*, et qu'on enfilait de même, car leur manche était troué d'une ouverture *ad hoc*.

Beaucoup de ces monnaies bizarres ont plus tard servi d'*ex-votos* et furent suspendues dans les temples.

Les mandarins Chinois qui sont de grands collectionneurs, comme les Japonais du reste, ont recueilli un grand nombre de ces curiosités. Le musée Guimet en possède de très beaux échantillons. A l'Exposition de 1889, la collection, dont on n'a pas parlé, de l'amiral Tchéou, montrait, et nous les reverrons certainement en 1900 à Paris, des trésors étonnants de ce genre de monnaie, à côté des premiers *billets de banque* chinois d'une antiquité extrême, et les aïeux, croit-on, de tous les billets de banque du monde.

Sur les notes prises pour mon instruction personnelle, en 1889, je lis que la monnaie en forme de cloche pouvait servir, au nombre de 4,000 pièces, au rachat d'un condamné à mort et que ce groupe équivalait à 52 onces d'argent.

Dans la collection de l'amiral Tchéou se trouvait aussi une monnaie en forme de *bateau* provenant de l'ancien Siam et de Laos.

Comme vous le voyez par ce rapide aperçu, les collections de tout ce qui a rapport « à l'argent » seront d'un rare et intense intérêt dans les boutiques reconstituées du Pont-au-Change].

Le papier-monnaie (sur soie) des Chinois.

[Il en existe un daté de 1399 au Musée asiatique de l'Académie des sciences de Russie].

Origines de la Banque. Les Juifs, les Lombards (Voir le livre de M. Piton). Les Lucquois, les Florentins, les Pisans.

Création de la lettre de change. Lettres de change sur parchemin, sur papier.

Souvenirs des Strozzi, des Médicis, des Gaddagne, de tous les grands financiers, en passant par Zamet, Ouyrard, Laffitte, Mirès, Rothschild, etc.

[Matteo Strozzi et la Banque florentine.

Philippe Strozzi l'Ancien (1426-1491).

Le Palais Strozzi : influence de la finance sur l'architecture.

Le buste de Strozzi, chef-d'œuvre de B. da Majano, au Louvre.

J.-B. dit Philippe Strozzi, dit aussi le suicidé : ses connaissances en histoire naturelle, il épure les textes anciens, Pline, Suétone, etc.

C'est d'ailleurs une mine inépuisable. Songez à ce qu'on peut faire, rien qu'avec les souvenirs des Fuggers, d'Augsbourg.

Cette famille est encore populaire à Augsbourg. C'était de simples tisserands qui, la fortune aidant, devinrent banquiers, caissiers, commanditaires de tous les souverains d'Allemagne, grands et petits.

On fait visiter à Augsbourg la « chambre d'or », cabinet de travail d'Ulrich Fugger, mort en 1510.

Jacques II Fugger, possédait toutes les mines d'or de l'Innthal, les mines d'argent de Falkenstein et Schwartz.

Georges et ses frères firent construire à Augsbourg, en 1519, six rues composées de cinquante-trois maisons, cent six logements loués 2 florins par an à de pauvres familles catholiques. C'est le quartier de « Fuggerei », une des curiosités d'Augsbourg.

A Madrid, où il existe une rue du nom de Fugger, on disait : « Rico como uno Fucar ». Augsbourg est plein de leurs souvenirs, de leurs statues, de leurs collections. Les fresques de leur hôtel consacrent leurs bienfaits, leurs fondations civiles et religieuses. La « Fuggerei »

conserve la destination voulue par eux; elle a quatre rues, trois portes, une église, une fontaine et la maison de l'administrateur. Aucune restitution ne conviendrait mieux à l'Exposition de la finance allemande].

La circulation en Angleterre.

[Les bons d'orfèvres. Les bijoutiers-banquiers jusqu'en 1746].

Les jetons fiduciaires anglais.

Les foires de Lyon, qui furent le premier grand marché financier de France.

Les premiers billets.

« Billets de monnaie ».

Desmarets. Chamillart.

La chambre de justice de 1716.

L'Hôtel du Change à Lyon (Soufflot architecte).

Le système de Law.

Les premières grandes Compagnies françaises. La Compagnie des Indes.

La rue Quincampoix. Le Bossu.

Les assignats du grand Frédéric de Prusse.

Assignats. Faux assignats.

Les banques d'émission.

Création de la Banque de France (l'arrière grand-père de M. Casimir-Périer, fondateur).

Documents relatifs au développement et au fonctionnement de la Banque de France.

Types successifs des billets.

Billets de banque de tous les pays.

Appareils de fabrication des billets.

Les billets de 5,000 francs.

A l'Exposition particulière de la Banque de France, il serait tiré sous les yeux du public et à son usage, moyennant le prix ordinaire, des billets de 50, 100, 500, et 1,000 francs avec cette mention spéciale intercalée dans le billet : « Tiré le (ici le jour, mois et an) en souvenir de la visite de M. (ici les noms, prénoms, et domicile) à l'Exposition Universelle de 1900 ».

Au premier abord on est déconcerté par la nouveauté de la chose, mais si on y réfléchit bien, on voit que cette mention particulière est une garantie d'authenticité de plus, et que le billet lui-même, constituant un de ces « documents » qu'on encadre ou qu'on se lègue de père en fils, ne serait mis en circulation qu'à la dernière extrémité. Cela est absolument humain.

Au cas où la Banque de France ne croirait pas pouvoir tirer de forts billets, elle pourrait

être autorisée à fabriquer des billets de cinq francs seulement pendant la durée de l'Exposition, l'essentiel étant de montrer au public le mécanisme de la fabrication sans en révéler le secret, si tant est que ce soit un secret.

Au cas même où ces coupures paraîtraient encore trop fortes, elle pourrait fabriquer des billets de un franc qui seraient acceptés aux guichets de l'Exposition comme prix d'entrée, etc. On a le choix des combinaisons, car il n'y a point de raisons valables pour que la Banque de France se refuse à une émission sans danger pour le crédit public.

Faux billets de banque.

Fraudes photographiques.

Supercheries anodines, Sainte-Farce.

SECTION IV

1^o LES FINANCES PUBLIQUES ET PRIVÉES

Tous documents authentiques, chartes, tapisseries, ordonnances, miniatures, peintures, sculptures, autographes, quittances, estampes, caricatures, affiches, etc... relatifs aux finances publiques et privées jusqu'à nos jours.

Tous les livres, brochures, libelles, journaux spéciaux pouvant servir à dresser une bibliographie (inédite) de la matière financière publique et privée.

Finances sous les précédents régimes.

Les Argentiers.

Révolutions dues aux crises fiscales. Etienne Marcel.

Iconographie et souvenirs des trésoriers royaux.

Secrétaires d'Etat aux Finances.

Ministres, Surintendants, Contrôleurs généraux des Finances jusqu'à nos jours.

Fonctionnement de l'impôt, tailles, dîmes, aides, gabelles, corvées, etc.

[Le sujet, le seigneur, le Roi].

Doléances.

Remontrances du Parlement.

Comparaison par documents authentiques des différentes phases et modes divers de la perception de l'impôt.

Impôts singuliers, le Pape Jean XXII.

Un budget sous l'ancien régime :

La maison du Roi.

Les trésoreries de l'Epargne, des Guerres, de la Marine, etc...

Colbert, la Dîme, Vauban.

Levées de deniers extraordinaires.

Mécanisme des fermes générales. Les fermiers généraux.

Jetons des généralités.

L'escompte commercial.

Les idées financières de Théophraste Renaudot : warrants. (V. Gilles de la Tourette, *Théophraste Renaudot*).

La Caisse d'escompte du sieur Besnard (1773-1793).

Les chapeaux à la « Caisse d'escompte » c'est-à-dire sans fonds.

Les loteries.

La loterie nationale.

La Révolution et les Finances.

La rente sous la première République.

[Les rentiers furent absolument détroussés : on commença d'abord par leur payer les arrérages en assignats au prix d'émission, puis on les astreignit à l'emprunt forcé de 600 millions (an IV, 1796) en numéraire. Debeyts, aux Cinq-Cents, Rousseau, aux Anciens, parlèrent pour eux sans trop de profit. On les remboursa militairement : deux tiers en *bons au porteur* échangeables en biens nationaux]

seulement, un tiers en nouveaux titres inscrits au grand livre de la dette publique. C'est l'origine du *tiers consolidé*, et c'est tout ce qui subsista des anciennes rentes, les bons au porteur étant tombés dans le même discrédit que les assignats. (Caricature du rentier : « Les méchants me tourmentent, les bons me ruinent »). Les porteurs de tiers consolidé n'en tirèrent pas plus de 20 francs. Ceux qui purent garder le virent remonter à 70 francs, sous le Premier Consul.

On évalue à trois cent mille le nombre des familles qui furent ainsi dépouillées. Camus, un Ancien, ne voulait pas en convenir. D'où la caricature de l'*Impayable*, où l'on voit un rentier, affamé, demi-nu, avec un nez long d'un pied. « Le nez de cet *impayé* est d'un pied de long, disait-on, il y porte la main en s'écriant douloureusement : « Hélas ! que ne suis-je *Camus* ? » Dans une autre, on voit une poissarde faire l'aumône à un rentier. A rapprocher de l'*éventail des rentiers* offert aux rentières et où on lisait ces mots : « Je fus, tu fus, il fut, nous fûmes »].

Le prêt sur gages.

[La Terreur terrienne a suscité le *capita-*

liste, distinct du financier. L'Exposition n'a pas à recueillir un type dont les manifestations lui échappent. Mais, à la suite du *Bureau de Renaudot*, elle doit réserver une place au *prêteur sur gages*, qui pullula dans Paris et en province à partir de 1793, après la suppression du Mont-de-Piété. Rétabli en l'an V, le Mont-de-Piété laissa subsister les maisons de prêt qui ne furent supprimées qu'en l'an XIII, officines d'usure les plus atroces qui aient jamais été. (V. Joseph Rosny, *le Prêteur sur gages ou l'intérieur des maisons de prêt, an VII*, et la gravure de Binet où l'emprunteur se présente au guichet pour engager les vêtements de son propre fils : « Prenez la défroque de ce maraut, car il me faut absolument de l'argent. » De même le *fournisseur*, autre création de l'état révolutionnaire, fut violemment tympanisé].

Le contribuable moderne et l'Etat. La feuille de contribution depuis son établissement.

Portraits des financiers célèbres.

Principaux hôtels de financiers sous l'ancien régime.

Pièces de théâtre telles que : *Turcaret, Le*

Financier, de Saint-Foix (1761), *La Question d'Argent*, *l'Honneur et l'Argent*, etc.

Acteurs ayant joué les financiers. Costumes.

Hôpitaux. Œuvres de bienfaisance. Fondations dues à la finance.

Les inconvénients de la circulation.

Le microbe des billets de banque vu au microscope.

[De même qu'on a recueilli un certain nombre de bactéries sur les pièces de monnaies fatiguées par une circulation trop prolongée, de même certains savants, notamment M. Schaarschmidt, privat-docent de botanique cryptogamique à l'Université de Kolosvar, a trouvé sur les billets de Banque austro-hongrois et russes un nombre encore plus grand de cryptogames, à savoir :

1° Plusieurs variétés de *micrococcus* :

2° Le *bacterium termo* ;

3° Plusieurs espèces de *bacillus* ;

4° Des *leptothrix* de formes variées ;

5° Le *saccharomyces cerevisix* ;

6° Le *chrococcus monetarum* ;

7° Le *pleurococcus*].

Dessinateurs de papiers-monnaie,

La partie rétrospective de cette Exposition prendrait un air de Musée, grâce aux souvenirs des hommes qui ont incarné l'esprit financier dans l'ancienne France. Il est inutile de s'appesantir sur l'intérêt que présenterait la salle Jacques Cœur, la salle Fouquet, la salle Law, la salle Turgot dans le décor authentique de chaque époque.

2^o ORGANES DES FINANCES PUBLIQUES ET PRIVÉES

La Bourse dans l'antiquité.

L'*Emporium* d'Athènes.

Les *Tavernæ argentariorum*, le *Collegium Mercatorum*.

L'Arc des Orfèvres, érigé par les changeurs et marchands du forum en l'honneur de Septime-Sevère.

Les transformations de la Bourse en France.

La *place du Change* à Lyon, à Paris.

La *Loge du change* ou des *marchands* à Marseille.

La *Convention* à Rouen.

L'*Estrade*.

La Bourse de Bruges (aïeule des Bourses),

dont le règlement a servi de modèle aux autres places.

L'Hôtel Van den Burse avec ses armoiries (trois bourses).

Le Pont de la marchandise à Paris (ancien Grand-Pont).

Les Changeurs établis sur le Pont de la marchandise en 1141. (Lettres de Louis VII).

Les quatorze Changeurs royaux établis le 13 juillet 1305.

Les deux côtés du Pont-au-Change : orfèvres sur l'un, changeurs sur l'autre.

Les *fenestræ*, premières boutiques de changeurs louées 20 sols par an.

Les *forges* et *tapis* des orfèvres.

Établissement des « Courretiers » ou courtiers (1312) plus tard dénommés agents de banque (1639), puis agents de change (1645).

Le monument de Simon Guillain au Pont-au-Change (détruit en 1786, actuellement au musée du Louvre) ¹.

1. Voir pour les transformations et pérégrinations du marché : *les divers emplacements occupés par le Change et la Bourse* des valeurs mobilières à Paris par L. Berger, ancien secrétaire-général de la Compagnie des agents de Change de Paris (Paris, 1896, in-8).

Le Change au Palais de Justice (Cour du mai) à la fin du xvii^e siècle jusqu'en 1791.

— Au Parc-Royal, près la place Royale.

La Bourse rue Quincampoix.

— Cour de la Compagnie des Indes, palais Mazarin, rue Vivienne.

— Place Louis-le-Grand, aujourd'hui place Vendôme (1^{er} juin 1720).

Bourse de Paris établie dans les jardins de l'Hôtel de Soissons (ordonnance du 1^{er} août 1720), plus tard Halle au blé, aujourd'hui Bourse du Commerce.

— Établie au préau du palais Mazarin, rue Vivienne, et dans la galerie qui est devenue la galerie des Estampes de la Bibliothèque nationale (1724-1791).

— Au rez-de-chaussée du Louvre (du 20 novembre au 14 décembre 1794). La place du marché s'appelait le Carreau de la Bourse.

— Au Perron du Palais-Royal.

Fermeture des Bourses (1795). Mesures contre les agioteurs.

Réouverture officielle de la Bourse dans l'Église des Petits-Pères, aujourd'hui N.-D.-des-Victoires (1796).

Transférée au Palais-Royal en 1809 dans

l'ancien enclos des Filles-Saint-Thomas, rue Feydeau, en 1818.

Le Palais de la Bourse actuel (1827). Brongniart, architecte.

LA PETITE BOURSE (successivement galeries de bois du Palais-Royal, boulevard des Panoramas, Café Tortoni, passage de l'Opéra, Casino Paganini, boulevard des Capucines, Square de la Bourse, Crédit Lyonnais et Palais-Royal).

Maquettes des principales Bourses anciennes (Bruges, Anvers, Hambourg, Brême, etc.) et modernes.

Photographies.

Aménagement des Bourses américaines.

Services télégraphiques et téléphoniques, etc.

Règlements, mœurs et usages particuliers.

Les Opérations de Bourse.

Le Marché libre à Londres.

[Le Tribunal de la Seine a tranché dernièrement une question intéressante pour les spéculateurs qui font des affaires avec la Bourse de Londres.

Un spéculateur faisait depuis plusieurs années des opérations de spéculations à la Bourse

de Londres, par l'intermédiaire d'agents financiers (*brokers*) à Londres.

Une liquidation ayant occasionné un déficit de 30,000 francs, le spéculateur opposa une fin de non-recevoir, l'article 76 du Code de commerce n'admettant comme intermédiaires valables que les agents de change, et les *brokers* n'ayant pas, d'après le demandeur, cette qualité au sens de la loi française.

Le tribunal n'a pas été de cet avis.

Il a décidé que l'article 76 du Code de commerce n'est applicable qu'aux opérations de Bourse faites en France, et qu'à Londres, le marché étant libre, les agents financiers ou *brokers* ont qualité suffisante pour négocier valablement.

En conséquence, le tribunal a rejeté la fin de non-recevoir opposée à la demande en paiement des 30,000 francs].

Les Syndicats d'agents de change.

Appareil et accessoires de la finance.

Les Sociétés par actions.

Graveurs et imprimeurs d'actions.

Jetons de présence.

Coffres-forts.

Serrures de sûreté.

Papeterie.

Meubles de bureau.

Portefeuilles.

Classe-valeurs.

La plupart des éléments de cette section ont été répartis entre les précédentes. L'Exposition de la Monnaie se rattache logiquement à la section II. (Conversion en espèces sonnantes.) Celle de la Banque de France, à la section III. (Valeurs fiduciaires et Équivalences.)

D'autres institutions comme la Caisse d'épargne, pourraient être rattachées aux Institutions de prévoyance.

Les diverses Compagnies d'assurances, incendie, vie, accidents, etc., occuperaient toute une rue.

Le Timbre et l'Enregistrement.

L'Exposition du Timbre comprendrait tous les papiers timbrés et timbres pour tabellions, procureurs, trésoriers, receveurs d'enregistrement, etc... jusqu'à nos jours. Des employés, détachés de l'administration, pendant toute la durée de l'Exposition, délivreraient au public et aux exposants, dans les conditions ordinaires, les timbres de toute

nature nécessaires aux marchés, transactions, compromis, engagements, etc... toujours très nombreux à ce moment.

La Banque de France tirerait les timbres-postes, comme à l'ordinaire, et les mettrait immédiatement en vente.

En partant du même principe — qui est de donner au public un spectacle économique complet, tout en lui rendant service pour ses affaires courantes — un bureau de l'Enregistrement pourrait fonctionner près de celui du Timbre dans les conditions ordinaires des bureaux de quartier.

J'ignore quel appoint le service des Douanes et celui des Domaines pourraient apporter à l'Exposition financière. Ce point demeure donc réservé jusqu'à plus ample information, ainsi que la participation de la Cour des Comptes qui appartient surtout à l'histoire financière de l'ancien régime.

Les éléments qui constitueront l'Exposition historique et celle de la Finance considérée comme science — à la réserve de l'enveloppe décorative, appelée à disparaître, — devraient être conservés pour former un Musée et une Bibliothèque Financière. Il serait déplorable

qu'une réunion d'objets et de documents aussi difficiles à grouper fût disséminée de nouveau, comme elle l'est actuellement.

Une Bibliothèque financière rendrait d'importants services. Quantité de questions qu'il est impossible d'étudier et pour lesquelles il n'existe que des dossiers informes, pourraient être résolues théoriquement d'abord, pratiquement ensuite. Il en est peu qui ne se soient déjà produites à l'état embryonnaire, et beaucoup de choses dont on s'effraie à cause de leur prétendue nouveauté, ont reçu dans le passé soit un commencement d'exécution soit une exécution complète. A côté des Bibliothèques commerciales, il y a place également pour une Bibliothèque financière. La Finance doit avoir à cœur de l'organiser.







LES PAPIERS-MONNAIE

I

L n'a jamais été écrit de roman plus empoignant que ne le sera, représentée par des documents authentiques, la vie de Law, mourant presque de faim à Venise après avoir secoué la fortune publique en France au point de la volatiliser.

Comme cet intérêt pourrait sembler vague, difficile à préciser, à « plasticiser », je veux montrer le développement que comporte une simple ligne de mon programme.

Je prends celle-ci : « Billets de monnaie » et cette autre qui la suit de près : « Chambre de justice de 1716. »

Combien intéressent-elles de personnes ? Une demi-douzaine, à première vue. Mais si je les encadre de tous les placards, de toutes les

estampes, de tous les imprimés qu'elles résument, me voilà certain de mettre en mouvement tout le monde.

En matière financière ou fiscale, il n'y a pas de petit détail qui ne prenne immédiatement une importance considérable. (Témoins les centimes additionnels).

La preuve en est dans le « billet de monnaie » devenu, après bien des catastrophes, le billet de banque, ce carré de papier léger comme une plume d'oiseau et qui, par convention, arrive à peser des kilogrammes d'argent. Son histoire, mêlée à celle des Compagnies de Law, nous mène au cœur même de notre histoire. En voici une esquisse, empruntée surtout aux papiers du maréchal de Richelieu¹.

Les premiers *billets* dits *de monnaie* parurent en France en 1705 sous le ministère de Chamillart.

Ils portaient intérêt de 7 1/2 o/o, lequel était payé tous les six mois par les paiements des rentes. Cela ne dura que dix-huit mois.

Ils furent tant et si bien contrefaits, il en

(1) Conservés au département des Estampes de la Bibliothèque nationale.

circula de tant de façons, qu'il fallut les viser et renouveler en 1709.

Il y en eut alors une telle abondance que, pour n'en pas réduire la valeur à néant, il fut ordonné qu'ils auraient cours pour un quart dans les paiements.

Le roi soldait toutes ses dépenses avec ce papier et il en fut jeté une telle quantité dans la circulation qu'il perdit jusqu'à 78 o/o.

Il semble que Colbert ait épuisé le génie financier de la France. Les successeurs ne vivent que d'expédients. Aucun plan, aucune suite d'idées : l'impôt ajouté à l'impôt, l'emprunt à l'emprunt par l'émission de rentes nouvelles. Montesquieu a dit le mot qui fait tout comprendre : « On n'appelle plus parmi nous un grand ministre, celui qui est le sage dispensateur des revenus publics, mais celui qui est homme d'industrie et qui trouve ce qu'on appelle des expédients. »

Le premier *papier-monnaie* ne fut point ce que doit être un papier-monnaie au sens exact des mots : il fut moins que l'*assignat*, et tout de suite Chamillart, son inventeur, en dénonce la vanité : le roi n'en veut pas en paiement de l'impôt. C'est une valeur fictive avec laquelle

l'État paye certaines dépenses, celles de la guerre notamment, c'est un bon de subsistance, un bon d'ustensiles, par exemple, et voilà tout. Il l'offre quand c'est lui qui paye, il le refuse quand c'est lui qui reçoit.

Le papier-monnaie de Chamillart ne produisit donc pas d'argent. Il fallut revenir à l'emprunt. L'emprunt ! idéal des traitants et des maltôtiers qui avancent les fonds et se remboursent sur les impôts, percevant double au besoin pour se couvrir du risque. On voit la fin d'ici : quand on ne recueille pas la ruine, on recueille la révolution, le plus souvent toutes les deux.

Après Chamillart, vient Desmarets et avec lui l'*impôt du dixième* à percevoir « extraordinairement » sur tous les fonds des particuliers, maisons, charges, emplois, ainsi que *sur les rentes de l'Hôtel de Ville et toutes autres rentes payables en argent*. Avant de signer l'édit, Louis XIV eut des scrupules : « Je n'en ai pas le droit, dit-il. » La nécessité le lui donna. Le 14 avril 1710, il signait.

Les billets Chamillart furent retirés en 1712, époque à laquelle il fut ordonné de les employer en rentes sur la ville ou en acquisitions

de charges, et ces rentes furent réduites au tiers en 1714.

C'est Desmarets qui fit cette opération pendant son ministère. Il donna au public de nouveaux papiers, les substituant même les uns aux autres, mais ils n'ont pas eu une meilleure destinée.

Les billets de la Caisse des emprunts ont perdu jusqu'à 75 o/o au mois de mai 1715. En ce mois le roi avait résolu d'aller à Fontainebleau — projet que la mort fit avorter — et pour se procurer l'argent nécessaire au voyage, il fit vendre six millions de ces billets qui produisirent un million cinq cent mille francs en argent.

A la mort du grand roi, on devait plus d'un milliard et demi, dont un milliard de rentes. On avait, en soixante-douze ans, levé dix-huit milliards sur la nation. Quelques-uns conseillaient la banqueroute à l'État, les dettes de Louis XIV n'étant pas celles de Louis XV.

En 1715 donc, moins d'argent que jamais, rien dans les coffres de l'État, un peuple harassé d'impôts. Cependant on eut l'honnêteté de ne point faire faillite et le courage de ne point emprunter. Les traitants exigeaient

« des usures énormes. » On fit un arrangement avec les porteurs de billets royaux par l'édit du *visa*. On liquidait tous les papiers en circulation, après vérification et visa, et on les convertissait avec une réduction de plus d'un tiers, en un type unique de billets royaux. Conversion avec 40 o/o de bénéfices pour le roi.

C'est en 1716 qu'apparut le *billet d'Etat*, qui était de format in-folio, et dont le cabinet des Estampes conserve un spécimen.

Le visa des billets d'État, en exécution de la déclaration du 7 décembre 1716, avait lieu dans les bureaux établis au vieux Louvre.

Ces billets furent distribués à la place de tous les anciens papiers faits pour le service de l'État avant le 1^{er} septembre 1715.

Ils étaient ainsi libellés. En tête, dans un cadre ovale surmonté de la couronne royale, les mots : *Billets de l'Estat*. A droite et à gauche, les signatures autographes de deux commissaires. Au dessous :

« Il est deub au Porteur par l'Estat la somme de (*ici la somme manuscrite*) dont il a fourni la valeur, suivant la liquidation qui en a esté faite par les Commissaires nommez à cet effet,

en exécution de la Déclaration du (1^{er} avril 1716 *en manuscrit*). A Paris, ce... jour de... mil sept cens... Signature du contrôleur. (En marge). Pour la somme de...

II

L'entrée en scène de Law fut annoncée comme celle d'un Dieu, par un grand coup de tonnerre, qui s'appelle dans l'histoire financière : « La Chambre de justice de 1716 ».

Tout commencement de règne est marqué par une recrudescence de vertu. Le même espoir souffle sur le pays, mais la même désillusion le guette.

Quel était le but réel de la Chambre de justice créée par édit de 1716 ? Venger la nation de l'avarice et de la fraude, en punissant tous ceux qui avaient commis des abus dans les Finances et agioté sur les premiers papiers-monnaie.

La charmante innocence du petit Louis XV guidait la sévère Justice. Le peuple excédé, suant l'impôt à grosses gouttes, tournait des regards suppliants vers le couvent des Grands-Augustins où la Chambre siégeait.

Les juges semblaient sincères. Cependant l'un d'eux se dérobe. Le chancelier Voisin, nommé pour présider, est en même temps dispensé d'assister aux séances. Dehors le peuple attendait, et voulant la justice, y croyait.

Les Commissaires étaient nombreux. Deux présidents à mortier : Lamoignon et Portail. Six maîtres des requêtes : Fieubet, Machault, Bossan, Meaupeou, Amelot de Chaillou, d'Ormesson du Chéré. Neuf conseillers au Parlement : Chassepot de Beaumont, La Porte, Ferrand, le Boistel, Melliand, Le Fèvre de La Malmaison, Aubry, Tournon, Montulé, Nicolaï. Huit maîtres des comptes : Bailly de Beyre, Prevost, L'Evesque, Charpentier, Le Grand, Beaufort, Villiers, Cassini. Quatre conseillers à la Cour des Aides : Boyetet, Le Vayer, Hocquart, Angrand, Bouvart de Fourqueux, procureur général de la Chambre des Comptes et de celle-ci, Mesnet, greffier civil, Amiot, greffier criminel.

Il y avait assez de juges pour condamner tout le royaume.

On commença par faire arrêter Bourvalais, Miot et Durand qui furent conduits tous

trois à la Bastille. On saisit les papiers de Bourvalais, on mit sa maison sous scellés, après en avoir expulsé sa femme qu'on réduisit à un service d'argent, avec une petite partie de ses habits et une pension de douze cents livres. On le conduisit ensuite à la Conciergerie. On le força d'assister à la levée des scellés apposés chez lui et à Champs : terre magnifique, à quatre lieues de Paris, d'où dépendaient quatorze villages, et — supplice cruel — on enleva sous ses yeux les richesses qu'il y avait amassées.

Le Normand alla le rejoindre à la Conciergerie. Plus de cent personnes eurent ordre de se tenir dans leurs maisons à la disposition des juges. On interrogea deux fois Le Blanc sur l'usage qu'il avait fait des papiers-monnaie. On impliqua tant de gens dans les poursuites qu'on crut alors qu'un tiers du royaume y passerait. On comptait faire rentrer ainsi plusieurs centaines de millions.

Les arrêts atteignent surtout les petits, quelques gros entrepreneurs, beaucoup de commis. Le 28 mai, Antoine Dubout, directeur des boucheries d'armée, pour avoir fourni des viandes gâtées, condamné à faire amende

honorable à Paris, en cinquante mille livres d'amende et banni. Le 9 juillet, Jacques Le Normand, officier du roi, trésorier-payeur des gages et augmentations de gages des Corps et Communautés, pour faux, concussion et vol, condamné à l'amende honorable, aux galères et à cent mille livres d'amende. Le 12 août, C. de la Forge dite la Princesse, courtière en billets royaux, pour commerce usuraire : bannissement et cent livres. Le 11 septembre, Liger Seigne, huissier préposé au recouvrement des tailles de l'élection de Nevers, pour concussion : amende honorable dans Nevers, galères, ses biens distribués aux taillables du lieu. Le 13 octobre, René Galois dit Damiens, sous-entrepreneur des fourrages en Picardie : banni, soixante mille livres d'amende. Jeanne Lombard : blâme et dix livres. Le 8 octobre Jean Lempereur, subdélégué à l'élection de Montdidier : amende honorable, galères et soixante mille livres ; Buquet, son préposé, condamné à assister. Le 14 octobre, J. Penot, huissier des tailles à Guéret, pour vols et concussions : amende honorable, pendu, ses biens confisqués.

La gravure s'en mêle immédiatement, non

point le petit bois humble et furtif, mais le grand placard sur cuivre, l'in-folio vengeur, où le sentiment public se trahit en traits profonds et terribles, excitant les juges à la répression, célébrant leur naissance, escomptant leurs vertus.

Les voici sur leurs sièges. On leur amène les coupables que flétrit déjà l'écriteau : « Voleur public, concussionnaire et faussaire ». L'Usure, un sac à la main, avec les mots : « Argent de rapine » est terrassée par la Justice. Les cornes d'abondance qu'elle détenait sont renversées, dégorgeant les écus et les bijoux.

La vis du pressoir royal se serre et s'appesantit sur des têtes blafardes, sur des mains qui laissent retomber le fruit du vol dans les caisses de l'Etat : « Rendez à César ce qui appartient à César » dit la banderole. Va, méchant !

Il faut rendre, il faut rendre avec gémissement
Le sang que tes impôts ont exprimé des veines
Du clergé, du marchand, du noble et païsan
Et payer par tes maux l'intérêt de leurs peines.

A une autre.

Au milieu des sergents, voici un criminel
en chemise, marchant un cierge à la main,
derrière la charrette, à travers les rues.

Par de justes arrêts d'une Chambre établie
Pour punir des faits impunis,
Ces fripons en perdant l'honneur, les biens, la vie
Ne perdent pas plus qu'ils n'ont pris.

Et comme si ce quatrain n'était pas assez
clair, la voix du poète populaire reprend :

Partisans, qui par mille impôts
Sans consulter la conscience,
Avez tant troublé le repos
De tous les sujets de la France,

Infâmes vautours de nos bourses,
Tyrans haïs de l'Univers,
Nous trouvons enfin nos ressources
Dans l'équité de vos revers !

Avouez ici sans esconte
Que très justes sont les arrêts
Qui vous condamnent à la honte
Pour les maux que vous avez faits.

Voyez la *Punition remarquable de Le Nor-*
mand, faussaire, voleur et concussionnaire

*public*¹ et en même temps celle de Jean-François Gruet, concussionnaire, voleur et faussaire comme l'autre. Il y a des spectateurs jusque sur les toits pour ne rien perdre du supplice, et, en bas, sur le pavé, au pied du pilori, la foule des gueux, des petites gens portant le panier ou le crochet, et qui applaudit et qui crie. Les victimes ont la tête et les mains dans les trous de l'estrapade. Les griefs du pauvre monde se précisent dans ces vers à qui on ne peut raisonnablement demander d'être riches :

De tous les corps de métiers
Voilà ce fléau redoutable,
Qui malgré le temps misérable
Obligait deux fois à payer.

C'est luy qui pour une pistolle
Faisoit deux cents écus de frais,
A quel Diable ce drôle alloit-il à l'école
Pour sçavoir de si beaux secrets ?

S'il mettoit chez quelqu'un un homme en garnison,
Le voleur en supposoit quatre.
Faisoit-on seulement la mine d'en rabattre,
On estoit trainé en prison.

1. A Paris, chez Gaillard, rue de Gesyres.

Passants qui le voyez dedans cet équipage
L'espargnez pas sur luy la malédiction,
Afin de suppléer à sa punition,
Car il en méritoit mille fois davantage.

La malice des parisiens s'acharna sur ce Gruet. Il était huissier à cheval au Châtelet, et inspecteur de police, préposé au recouvrement des débets de la capitation des Communautés de Paris. Il avait été condamné, le 7 décembre 1716, à faire amende honorable, devant Notre-Dame et l'église des Grands-Augustins, nu, en chemise, la corde au col, tenant en ses mains une torche de cire ardente du poids de deux livres, avec un écriteau devant et derrière où étaient ces mots : « Gruet, huissier, prévaricateur et concussionnaire public ». Pendant trois jours de marché consécutifs il fut attaché au pilori, puis conduit aux galères à perpétuité.

On était très excité contre Gruet : les placards injurieux pleuvaient dans tous les carrefours et sur tous les marchés. L'huissier essaya de tout, même de la pitié, pour amollir ses juges. Sa belle-mère, sa femme, sa fille pénétrèrent dans la salle d'audience, avec des clameurs et des larmes.

La fille se jeta aux pieds de d'Ormesson qui était rapporteur, et lui demanda grâce pour son père.

D'Ormesson, gêné, la releva, objecta que cela ne dépendait pas de lui, mais de la Chambre. Cette scène devenait lamentable.

On fit sortir les trois femmes à qui on laissa le temps de dire adieu à Gruet en l'embrassant.

Gruet eut alors un retour de philosophie quelque peu tardif.

Il parla, recommandant à sa femme de mettre son fils non dans un emploi, mais dans un métier, car il était victime de la hiérarchie, et il expiait des ordres qu'il n'avait fait qu'exécuter ponctuellement. Après le départ de cette famille éplorée, l'interrogatoire reprit. Gruet se vit perdu, enfonça son chapeau sur ses yeux d'un grand coup de poing, sauta en carrosse et fut ramené à la Conciergerie. Il fallut lui donner des gardiens pour le surveiller : il voulait se casser la tête contre la muraille ¹.

La scène de l'audience fut une leçon pour

¹. Les adieux de Gruet, faits à sa femme et à toute sa famille. Placard p. in-4. Avec permission.

la Chambre, qui de ce jour défendit tout attroupement dans la Cour des Grands-Augustins où se tenait un marché très actif de témoignages et de contre-dénonciations.

En attendant le supplice de Gruet, on s'égayait impitoyablement. Voici, par exemple, une *Requete de Gruet présentée à tous les Corps et Métiers de la ville et faubourgs de Paris pour les prier de luy estre favorable*¹. On devine ce que peut être l'appel au peuple dans la bouche d'un tel homme : « Soyez aussi tendres à mon esgard, dit-il, que j'ai été dur au vôtre, faites le bien pour le mal. N'écoutez pas ceux qui veulent me voir à la potence plutôt que dans ma situation primitive. » Ce plaidoyer ne réussissant pas, on envoie le diable à son secours².

Le diable prend tout sur lui et disculpe Gruet :

« Gruet, dit-on, a esté choisi des Sindics des Communautés des Arts et Métiers pour faire le recouvrement de la capitation des maîtres

1. Placard in-4 avec permission. Déjà il avait paru des *Lettres de Gruet* qui ne sont pas de lui, comme bien on pense.

2. *Plaidoyer du diable pour Gruet*, placard in-4.

de leurs Communautés, et sous l'ombre de pouvoir qu'il avoit, il a fait des concussions.

Cela est faux, et très faux, car c'est moy qui estant son agent en ay usé ainsi, j'ay sans sa participation fait les exactions, c'est moi seul qui doit être puni.

Il a, dit-on, fait payer des sommes qui n'estoient pas deües, comme des moitiés et quadruples en sus.

Tant mieux, il a soutenu noblement sa maison. Item, il faut vivre. Un homme de son rang pouvoit-il se dispenser d'avoir une belle maison à Paris, un bon carosse et nombre de domestiques? Il lui falloit aussi pour ses menus plaisirs une donzelle avec laquelle il pût se consoler de mille petits chagrins qui arrivent dans la vie, il auroit été peu estimé s'il n'avoit pas eu une maison de campagne pour aller s'y délasser de tous ses travaux : car un arc bandé ne peut tirer toujours. Comment avec le peu de bien qu'il avoit auroit-il pu entretenir honnestement tout cet équipage, il falloit donc user d'injustice.

Enfin Gruet, dit-on, fait des frais immenses pour se faire payer, et il a ruiné un nombre de pauvres ouvriers. N'a-t-il pas bien fait ?

Comment se faire payer de toute cette canaille-là si on ne la tarabuste, il a fait ce qu'il devoit, et il faut punir par la bourse ceux qui ne payent pas leurs dettes. C'est le zèle qu'il avoit pour que le Roy fût payé qu'il l'animoit. D'où vient donc lui fait-on un crime d'une chose qui devoit lui attirer récompense? J'ai donc raison de dire qu'il n'estoit pas coupable, et que le peuple doit se défaire de la prévention qu'il a contre lui. »

Outre *la Requête*, on colportait des factums, par exemple: *Le renard pris au trébuchet*, dialogue entre la Capitation et Gruet (à Paris, en place de Grève, chez Griffard-Grapignan, à l'enseigne Tire-Col, sous la Potence, près de l'Echelle, 1716, in-8). Les traits en sont assez piquants, sans grossièreté. La Capitation ne cache pas à Gruet le relief qu'elle lui doit. Elle lui rappelle ses débuts de 1701 qui coïncident justement avec la seconde arrivée de cet impôt en France, du temps que Gruet, logé sous les combles à l'Hôtel des Trois Moineaux, n'avait pour tout mobilier qu'une vieille tapisserie de Montmartre, trois chaises sans dos, une table à trois pieds, avec une bouteille à encre qui servait aussi de chan-

delier, un lit de camp sans draps caché par une vieille étoffe de Bergame toute percée. Depuis ce temps Gruet n'avait pas marché, il avait volé. Quatre cent mille livres de biens, quarante trois mille livres pour sa charge de juré de foin et quatre mille pour sa réception, onze mille pour sa charge d'inspecteur des ports de Paris, tel est le bilan de la fortune qu'il avait amassée en moins de quinze ans. Aussi quel apparât ! Gruet ne portait plus que des vestes à fond d'or de vingt-cinq ou trente pistoles. Tout s'explique : pour six livres de capital, Gruet faisait quarante-cinq livres de frais, pour douze livres, quatre-vingt-dix. Il tirait vingt bonnes livres d'un emprisonnement de quelques heures. Fourreurs, Cordonniers, Patissiers, Tabletliers, Chapeliers, toutes les communautés connaissaient son savoir-faire. Seuls, les Serruriers ne voulurent point entendre raison : ce sont eux qui le dénoncèrent. C'est la Capitation qui nous dit tout cela, elle n'est pas tendre pour celui qui cependant l'avait si bien servie. Elle l'avertit qu'il pourrait bien aller à l'amphithéâtre de Saint-Côme, pour servir aux expériences des chirurgiens, et lui récite son épitaphe :

Passant, qui que tu sois ne dis
Ni *Requiem*, ni de *Profundis*
Pour Gruet, le fléau de la Ville,
Tu pourrois en dire cent mille,
Tout cela seroit inutile,
Il n'iroit pas en paradis.

Lorsque Gruet fut attaché au pilori, la verve populaire lui fit des honneurs spéciaux¹. On se disputa *Gruet au Pilory*, avec de fort belles légendes et nouvelles. Le pilori, c'est « le joujou de Gruet... Un honnête homme en creverait », disent les assistants.

— Ote-toi, dit l'un d'eux à son voisin, car tu as l'air de Gruet avec ton bonnet.

— Je porte la marmotte en vie pour faire danser devant Gruet mon bon ami.

— Retire-toi, n'a-t-il pas assez eu de ton argent ?

— Ah ! vilain voleur, tu as fait mourir mon père en prison ! »

Quant à Gruet lui-même ses propos sont d'un homme quelque peu étranglé et qui n'a pas tout son style :

1. Un tirage de la planche où il est représenté avec le Normand.

Je me suis toujours imaginé
Que dans les affaires ne serois appelé,
Je vois qu'il faut à son tour
Rendre ce qui vient de la flûte aux tambours,
Après mes promenades
Je vais retrouver le Normand mon camarade.

En effet, le Normand l'attendait en prison, et voici selon les *Entretiens de Gruet avec le Normand à son arrivée à la Tournelle*, le dialogue qui s'échangea entre ces hommes si dignes d'estime, et par là si bien faits pour se comprendre.

C'est le Normand qui commence timidement, pour enhardir Gruet jusqu'à la confiance.

Le Normand. Quoi, c'est vous, S^r Gruet.

Gruet. Oui, c'est moi, qu'en veux-tu dire?

Le N. Hélas! rien, sinon que je suis fort en peine de savoir le sujet qui vous amène ici!

G. Le même sort qui t'y a conduit. Il n'y a ma foi pas à rire, l'ami, nous irons à Marseille ensemble.

Le N. Vous, aux Galères! vous niaisez.

G. Je le voudrois, n'est que trop véritable. Et preuve de cela, écoute ce que l'on chante de moi dans Paris.

CHANSON

Adieu Paris et mes amis
Puisqu'il me faut enfin partir,
Pour obéir à la justice,
Hélas ! je n'ose y penser
A Marseille il me faut aller.

Adieu tous les corps de métiers
Avec lesquels j'ai tant gagné !
Plaignez-moi et ma misère,
Que vous sert-il de me blâmer
Puisqu'aux Galères je vais ramer.

Devançant la Justice, la Satire va chercher
l'*Agioteur élevé par la Fortune*, jusque dans
son salon où il est représenté étendu sur un
sofa :

De laquais devenu caissier
Il fait tant par le tripotage
Que l'on appelle agiotage,
Qu'il se voit très gros financier ;

Mais la Fortune qui se joue
De tel qu'elle a le plus chéri
Lui fait faire un saut de sa roue
Jusqu'à celle du pilori.

Poursuivons.

Voici « *La déroute des agioteurs* ».

Elle est complète ici. Le théâtre nous les montre frappés par les foudres de la justice qui atteignent à la fois Chicanenville, Craquinet, Me Sara, Zacharie, Guillaume, la baronne de Va partout, Mlle Suzon, Trapolin et Durillon.

On les repousse dans les coulisses, avec des mots amers :

Sortez de notre France,
Indignes agioteurs,
Vous y tarissez l'abondance
Et y causez bien des malheurs.

Magnifiquement vêtue, avec la pompe d'une créature, Mlle Suzon lève les yeux au ciel qu'elle prend à témoin de sa déconfiture. Elle tient à la main cette pancarte : « Billets de monoye, de Compagnie et d'intérêt. » Son chagrin s'explique :

Ces foudres troublent notre joye
En détruisant les billets de monoye.

Durillon s'enfuit, suivi de cette pancarte : « Billets d'extraordinaire et d'ustenciles » et poussant ce soupir de regret :

Des billets d'extraordinaires
J'en fesois bien mes affaires.

Sur le devant du théâtre, la muse populaire,
invisible, a accroché ces vers :

La Guerre autorisant ces cruels agioteurs
Ils escontoient sans peine et pêchoient en eau
[trouble,
Mais le bras de Thémis foudroye leurs bonheurs
Les force de tout rendre et satisfaire au double.
Jusqu'ici ces agiots ont ri de nos malheurs
Des débris du public bâtissant leur fortune
Mais nos biens à leur tour vont leur coûter des
Et leur chute fera l'allégresse commune. [pleurs

Après quoi elle traduit ainsi les *Regrets des agioteurs* :

Pour avoir agioté dans tous les quatre Estats
Nous sommes justement opprimez par les autres,
Qu'on prenne nos maisons, qu'on pille nos ducats,
Les biens que nous rendrons ne seront jamais les
[(sic) nôtres.

Le spectacle¹ excite les rires de Démocrite :

1. A Paris, chez Gerard Jollain, rue Saint-Jacques à l'Enfant-Jésus, grand in-fol. Point de date exacte,

Le théâtre inconstant de ce bas univers
Où je vois en un jour tant d'accidents divers
Les richesses, l'honneur où tout le monde aspire
La naissance, la Mort, les plaisirs, les douleurs,
Les larmes et les ris, le bonheur, les malheurs,
Ce mélange en un mot me fait pasmer de rire.

Héraclite, au contraire, en pleure de vraies
larmes :

Toi qui ris comme un fou d'un si triste sujet,
Loin de ton sentiment j'en fais un autre objet.
Quoi, l'homme malheureux toujours dans les
[alarmes,

Ce mélange d'Estats, ce bruit, ce changement,
Naître, vivre, mourir, tout cela justement
Me fait abandonner aux soupirs et aux larmes.

Autre « *Déroute d'agioteurs ou le vice
chassé de la finance*¹. »

Sous l'égide du duc d'Orléans, le Temps,
la Justice et l'Abondance se rallient. Ils sai-
sissent, d'un côté, Miot et Bourvalais, de l'autre,
pour finir, Pléneuf et ses acolytes.

Où sont ces partisans et ces agioteurs
Autrefois si bouffis d'orgueil et d'opulence.
Les voilà renversés ces insignes voleurs
Après avoir causé tant de mal à la France,

¹. Chez Gaillard, rue de Gesvres, pet. in-fol.

Nous voions grâce au ciel par les soins du Régent
Triompher aujourd'hui l'équitable justice,
Et le temps tous les jours découvre l'artifice
Dont ils se sont servis pour piller notre argent.

L'on ne donnera plus la Corne d'abondance
À garder à des gens sans honneur et sans foy,
L'on voit bien maintenant à quel indigne emploi
Ces gens ont dissipé les trésors de la France

Celle-ci s'inspire de Molière. On s'empresse
autour de « la Maltote à l'agonie ». M. Fait-tout-
rendre, grand médecin de France, accourt
avec des purgatifs énergiques : « probité,
bonté, force, opinion, intégrité, justice, restitu-
tion, sagesse », drogues inconnues en phar-
macie. Il apporte également de puissants
« vomitifs pour usures, fausses entrées, levées,
pilleries, or, etc., etc. ». Et son ordonnance
est telle :

Saignez tant qu'elle pourra rendre,
Ce n'est rien d'elle qu'elle rend.
L'or que vous voyez se répandre,
C'est du peuple le plus pur sang
Que hardiment elle a seu prendre
Et que de même on lui reprend.

Courage ! dit la Justice narquoise :

Courage, madame Maltôte !
Rassurez vos sens perdus
Je vous prépare un antidote
Qui fait rendre un excellent jus.
Il a la vertu qu'il dénote
Le trésor où sont les écus.

Au tour de la Force maintenant, peu
aimable comme toujours :

On sçait votre friponnerie
Et celle de tous vos voleurs,
Vous irez droit à la voirie,
Au sortir de Grève ou d'ailleurs.
Trop grande est votre tromperie
Pour souffrir de moindres douleurs.

C'est la France qui tire la moralité :

A voir ce beau sang je respire
Mais il coule bien lentement.
Avant que des millions on tire
Vous souffrirez plus grand tourment.
Mon peuple pillé le désire,
Ou votre Mort pour son argent.

Dans cette autre, qui ressemble à une composition de Karel du Jardin, la Fortune, d'un violent tour de roue, soulève les maltôtiers et

les précipite à terre sous les yeux du diable.
Le globe sur lequel elle est assise porte : « *Le temps de la maltoste bouleversé.* »

Sur un globe de verre, assise sans repos
Des maudits usuriers la Fortune se joue,
Et se repent aussi d'avoir mal à propos
Daigné les eslever au sommet de sa roue.

Là des aventuriers ennuyés d'être gueux
Montent adroitement par diverses bricoles
Tandis qu'un noir démon d'en haut souffle sur eux
Un air contagieux d'où pleuvent les pistoles.

Qui ne sçait point tromper est par eux mesprisé,
A leur advenement la faveur les avance,
Jusqu'à ce que leur Temps en bas est écrasé¹
Et que de leur progrès s'ensuit leur décadence.

La veuve et l'orphelin de misère oppressés
Fléchissent cependant la Justice divine
Et sont par elle-mesme enfin récompensez,
Malgré tous ces meschants que sa foudre extermine.

Cette Terreur financière, indistinctement
étendue à toutes les classes, frappait surtout
ceux qui tenaient à la bourgeoisie et à la petite
judicature.

Elle finit par inquiéter le peuple lui-même,

1. En effet, le Temps est au plus bas de l'estampe.

à qui on persuada facilement qu'il était visé aussi, car où s'arrêterait le zèle des enquêteurs ? Les innocents tremblaient autant que les coupables. On sentait bien qu'il n'en coûtait rien aux juges de se montrer si rigoureux. On oublia que la plupart des prévenus étaient des concussionnaires qui, sous prétexte d'enrichir le roi, avaient appauvri le royaume au bénéfice de leurs familles. Il se fit dans les esprits une pitié qui montait de l'égoïsme : on craignit d'être malheureux comme ils l'étaient maintenant.

Et surtout on voyait que ces exemples ne servaient à personne, que nul n'avait rien de ce qu'on prenait aux maltôtiers. On sacrifiait quelques hommes, on donnait des otages à la haine, mais le peuple ne tirait aucun profit de leur abaissement. « Que nous rapporte le châtimement de ces misérables ? disait-on en forme de conclusion, nous les avons enrichis, ils étaient contents. Maintenant on va leur donner des successeurs affamés de notre substance, il faudra les enrichir de même et, pour toute consolation, peut-être les verrons-nous traiter un jour comme on traite maintenant ceux-ci ? » Raisonnement d'un bon sens terrible à force

de résignation ! Sur ce, l'inlassable Français se remet en route du même train que devant, vers des aventures plus pénibles.

La Chambre de justice avait compté sur un coup de filet de cent soixante millions. A peine en fit-elle rentrer quinze. La plupart des coupables se rachetèrent au rabais. Un de ceux-là eut un mot magnifique. Il avait été taxé à douze cent mille livres. Je ne sais quel grand seigneur l'alla trouver, lui promettant qu'on le tiendrait quitte à trois cent mille : « Trop tard ! dit-il, M. le comte. J'ai traité à cent cinquante avec M^{me} la comtesse. »

Turcaret, Mondor sont des « traitants » de comédie. Une estampe de Dumesnil jeune, nous montre « Le Traitant » gros, gras, endormi, vautre sur un canapé dans le salon tandis que, dans la pièce sur la rue, le commis reçoit à composition la foule des contribuables. Les traitants ne disparurent pas : ils s'effacèrent après l'édit de 1716 qui les flétrit platoniquement, eux et leur fortune « composée des dépouilles des provinces, de la subsistance des peuples et du patrimoine de l'État. »

Redoutables jusque dans leur terrier, ils y attirèrent presque tout le numéraire que le sys-

tème de Law fit sortir. Là ils se comportent non plus en usuriers vulgaires, mais en vrais financiers, à qui on ne fait pas prendre du papier (non garanti) pour de l'or.

III

Il avait été décidé que l'on serait honnête.

Le 2 mai 1716 il fut accordé des lettres patentes en faveur de Law et de sa Compagnie pour établir une Banque générale.

Les billets étaient dits « faits en écus de Banque » c'est-à-dire en écus au poids et titre du jour, de telle manière qu'étant toujours égal de poids et de titre, l'argent de banque ne fût sujet à aucune variation.

Ces billets sont gravés avec une dentelle à côté, ils portent chacun leur numéro, ils sont signés de Law, directeur, visés par Fenelon, inspecteur, et contrôlés par Durevest, contrôleur. Ils étaient reliés dans des livres d'où on les coupait quand ils étaient signés. La moitié de la dentelle et un double du numéro restaient au talon. Il y en eut de mille écus, de cent écus, de dix écus.

Ils étaient ainsi faits : au coin, le n°. Au

milieu, la somme. Par exemple : « mille écus d'espèces ». Au-dessous : « La Banque promet payer au Porteur a veüe mille Ecus d'espèces du poids et titre de ce jour valeur receüe à Paris le..... de..... 171..... »

Dans le papier même du billet se trouvaient ces mots : « Banque générale. »

Au bas il y avait un sceau où était gravée une femme ayant le bras gauche appuyé sur un piédestal au bas duquel était une corne d'abondance renversée, et qui tenait de la main droite un compas ouvert. Autour de ce sceau, la légende : *Retablissement du Crédit*, et l'exergue : *Premier may 1716*. Les lettres patentes de Law furent enregistrées au Parlement le 4 mai.

Je trouve, fort joliment encadrée dans un dessin à la gouache signé : Maugins, une note curieuse sur les raisons qui ont fait abolir, par édit de mai 1716, puis reparaitre, par déclaration du 21 janvier, l'usage des billets au porteur.

On se fonda pour l'abolir sur ce qu'ils n'étaient autorisés par aucune ordonnance.

Mais la véritable idée était d'empêcher qu'on cachât ses biens, le billet au porteur étant

considéré comme un moyen de dissimulation. « Si le luxe n'existoit point en France, dit l'auteur de la note, et qu'on voulût se contenter des deniers de son pays, il ne seroit point besoin d'une sorte d'hommes qui ne sont attachés à l'Estat qu'autant qu'ils y trouvent du bénéfice. Ce sont les négociants, ils se regardent de tous pays par la facilité qu'ils ont de transporter toujours tous leurs biens avec eux, il est ordinairement en argent.

On disoit en ce tems qu'il ne falloit que des soldats et des laboureurs, mais pour cela il auroit falu se trouver dans le tems que les hommes n'étoient point encore policés. La nécessité que le public avoit d'argent fit rechercher les moyens de le faire sortir, et un des meilleurs étoit de donner les moyens à celui qui en avoit le pouvoir de faire sans qu'on le connût, c'est ce qui obligea de rétablir, par la déclaration du 21 janvier, l'usage des billets au porteur. » Il y avait là une contradiction maladroite : alors qu'on avait dit dans l'édit de suppression, que les billets au porteur n'étaient autorisés par aucune ordonnance, la déclaration de rétablissement mentionnait des ordonnances de Louis XIV qui les avaient autorisés.

Par lettres patentes du 4 décembre 1718 il fut dit que le Roi avait acheté toutes les actions de la Banque générale. En conséquence ladite Banque était déclarée Royale.

Il fut réglé qu'il y serait fait des billets en écus de banque ou en livres tournois, suivant les convenances du commerce, et que la fabrication des billets serait faite en vertu des arrêts du Conseil.

Law fut nommé directeur, Bourgeois, trésorier, M. de Fenelon, député du Commerce de Bordeaux, inspecteur, et Durevest, contrôleur.

Les billets devaient être signés par le trésorier, visés par l'inspecteur et contrôlés par le contrôleur.

Les premiers billets fabriqués par la Banque royale, succédant à la Banque générale, le furent ainsi :

Ceux de 1000 écus, par arrêt du 5 janvier 1719.

Ceux de 100, par le même arrêt.

Ceux de 10, par arrêt du 1^{er} avril suivant.

L'arrêt du 5 janvier comportait aussi la fabrication de billets de cent écus du poids et titre du jour, mais elle n'eut pas lieu.

Par arrêt du 22 avril 1719 les billets de la Banque Royale, qui se faisaient en espèces au poids et titre du jour, furent retirés de la circulation. Il fut ordonné qu'ils se feraient en livres tournois qui ne seraient pas sujettes aux diminutions survenant sur les espèces d'or et d'argent et qui seraient toujours payables en leur entier.

Pour donner plus de crédit à ces billets, il fut enjoint par le même arrêt aux receveurs des droits du Roi de recevoir ces droits en billets, et de changer en espèces d'or et d'argent les billets qui leur seraient présentés.

Il fut défendu aux créanciers d'exiger le paiement de leurs créances en d'autres espèces qu'en billets dans les endroits où il y avait des bureaux de banque. Il en avait été établi dans les principales villes du royaume, lesquels délivraient des billets en échange des espèces qui leur étaient apportées, et il n'y avait que ces bureaux qui pussent envoyer de l'argent par les voitures. Il était défendu aux voitures de s'en charger pour les particuliers.

Ces billets, surtout ceux de cent et de dix livres eurent une telle faveur que le trésorier, l'inspecteur et le contrôleur de la Banque ne

pouvant suffire à les signer, Delanauze, Duvivier et Granet furent désignés par arrêt du 3 juin pour les signer à leur place.

Du 5 janvier 1719 au 1^{er} mai 1720, il fut fabriqué deux milliards six cent quatre-vingt seize millions¹, quatre cent mille billets savoir :

Billets de 10,000. . . .	1,134,000,000
— de 1,000. . . .	1,223,200,000
— de 100. . . .	299,200,000
— de 10. . . .	40,000,000
	<hr/>
	2 696 400 000

Les billets de cinquante livres ne parurent qu'en 1720, en exécution de l'arrêt du 2 septembre. Ils n'avaient cours que comme coupures de 10 000 et de 1 000. Ils étaient signés en caractères d'impression et portaient la mention : *Division ordonnée par arrêt du 2 septembre 1720.*

[Spécimens :

Banque royale. Obligation de dix livres tournois, datée 1^{er} avril 1719.

Item, de cent livres, signées pour Fénelon : Duvivier, pour Bourgeois : Delanauze, pour

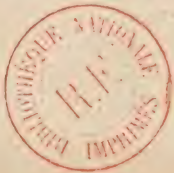
1. Le cabinet des Estampes conserve des spécimens de ces billets, sauf ceux de 10 000 livres.

Durevest : Granet. Diverses signatures se substituent les unes aux autres].

Vers le mois de juin 1720, les actions qu'on portait à la Compagnie des Indes pour y être vendues épuisèrent tous les billets de banque. Si cet achat eût été discontinué, les actions tombaient à rien. D'autre part, si à ce moment on eût fabriqué de nouveaux billets par arrêt du Conseil, le public aurait vu par là qu'il ne faisait qu'un « jeu de papier » et ces billets seraient eux-mêmes tombés à rien, n'étant garantis par aucun fonds, ni en argent ni en dettes sur l'État.

On crut prévenir la débâcle en tirant des billets sans arrêt du Conseil. Et il en fut tiré de cette manière pour plus d'un milliard sur arrêts signés par d'Argenson, garde des sceaux, et La Vrillière, secrétaire d'État, après que l'arrêt du 21 mai eut été rendu, pour couvrir tant bien que mal ceux qui auraient fabriqué ces valeurs sans titre valable.

Pour la cinq ou sixième fois depuis le commencement du siècle, les mêmes inconvénients conduisaient aux mêmes abus : le papier-monnaie, suffisamment garanti au début de l'opération, tournait à la fiction pure.



Ce papier-monnaie n'était plus que papier.

L'arrêt du 10 octobre 1720 mit les billets de banque hors du commerce. Il fut ordonné qu'ils n'y seraient reçus dorénavant que de gré à gré et qu'ils ne seraient plus acceptés en paiement de droits et impositions.

Ordonné en même temps que les rentes, pensions, appointements, gages, etc., restant à payer par le Roi sur cette année 1720 seraient acquittés en espèces.

Sur les 2 696 400 000 billets fabriqués à cette date, il en avait été brûlé au 10 octobre sept cent sept millions trois cent vingt-sept mille quatre cent soixante livres. La différence, soit un milliard neuf cent quatre-vingt neuf millions soixante douze mille cinq cent quarante livres, restait entre les mains du public.

[L'incinération eut lieu à l'Hôtel de Ville par les commissaires spéciaux, devant le Prévôt des marchands et les Echevins, du 28 juin au 29 août 1720. L'état est signé d'Aguesseau et Le Peletier et il a été imprimé avec l'arrêt du 8 octobre].

Le public avait pris une telle habitude de la spéculation hasardeuse qu'il passa complète-

ment à côté d'une opération rentière offrant une grande sécurité.

Il y avait à l'Hôtel de Ville certaines rentes qu'on ne pouvait rembourser d'une manière légale, et que cependant on voulait absolument éteindre. Le 23 février 1720, la Compagnie des Indes obtint du Conseil la permission de créer pour dix millions d'actions rentières à 2 o/o, soit 500 millions de capital. Ces actions, emportant hypothèque, furent autorisées de nouveau le 5 mars suivant, déclarées immeubles ou meubles à la volonté des rentiers, et exerçant un droit de priorité sur les produits de toutes fermes et de tous revenus cédés par le Roi à la Cie des Indes. Il avait été ordonné qu'il serait supprimé, en représentation de ces actions, autant d'actions de la Compagnie. Le public fut très froid, l'aléa n'était plus assez fort, le risque n'était pas assez grand.

Au mois de mars 1720 le problème s'était compliqué furieusement pour Law.

D'une part il fallait soutenir la confiance du public dans les actions de la Cie des Indes ; d'autre part il fallait retirer de la circulation l'énorme masse de billets de banque.

Law fit rendre par le Conseil un arrêt fixant

le prix des actions anciennes et nouvelles et concédant aux souscripteurs des avantages capables de les allécher. En même temps il ouvrit à la Banque un bureau pour la conversion des billets en actions et réciproquement à la volonté des porteurs.

Les actions portant intérêt et les billets n'en portant pas, il espérait que de lui-même le public remplacerait les billets par les actions. Il s'avisa d'un autre expédient pour l'y amener : il fut ordonné au trésorier de la Banque de faire rentrer à leur échéance toutes les sommes prêtées par elle. On commença par les exiger en billets, si bien que les gens qui étaient à la fois actionnaires de la Compagnie et débiteurs étaient obligé d'aller convertir leurs actions eux-mêmes. Le public se montrait assez rétif à ces combinaisons, préférant encore le billet sans intérêt, il est vrai, mais non sujet à variation de cours.

Le 12 mai, il fut, par un nouvel arrêt, imprimé trois cents millions d'actions de la Cie des Indes, avec les dividendes des années 1720, 1721 et 1722, pour servir tant à la conversion des actions qualifiées actions de la Cie d'Occident que pour retirer les sous-

criptions et les primes qui avaient été délivrées.

□ Cependant on continuait à tirer des coupures de dix et cinquante livres tournois en conséquence de la division ordonnée par arrêt du 2 septembre 1720.

□ C'est un titre fort joliment gravé que l'*Action rentière de la Compagnie des Indes*, et le dessin serait de Gillot que cela ne m'étonnerait pas. Il est tout-à-fait dans sa manière, c'est-à-dire original, amusant, fantasque, d'une invention fort déliée avec ses fleurs, ses oiseaux, ses pagodes et ses Indiens de paravent au carquois chargé de flèches. Il inspire ainsi des idées de sécurité souriante, bien qu'à l'examen la nature des produits de la Compagnie n'apparaisse ni très riche ni très variée.

□ La Compagnie délivra des bons remboursables à un an. Ce sont de véritables billets à ordre, ainsi conçus :

Pour 52 louis d'argent.

Nous soussignés directeurs de la Compagnie des Indes payerons solidairement en un an de ce jour à M... ou ordre, la somme de cinquante deux louis d'argent du poids et titre de ce jour, valeur reçue comptant d...

Fait à Paris en l'Hotel de ladite Compagnie de (*en mss.* vingt-neuf) novembre mil sept cens vingt.

Pour lesd. (52 louis d'argent). Signé :

PERRINET, DELAHAYE, DESPREMESNIL.

Malgré tout, les actions de la Compagnie ne prenaient pas, non seulement parce qu'elles étaient de dix mille livres, mais surtout parce qu'en principe on gardait les billets. Law imagina d'émettre des actions de 1,000 francs destinées, selon lui, à se répandre davantage, et à servir dans les paiements. Cela fut fait en un tour de main, comme tout ce qu'il imaginait. Il entassait opération sur opération, n'attendant même pas que l'une fût finie pour en lancer une autre. On ne donna pas plus dans l'action de 1,000 que dans celle de 10,000, on continua à convertir les titres de la Compagnie en billets de banque et ceux-ci, autant que possible, en argent.

A ce moment, le mal était sans remède, et Law, en supposant qu'il le vît, ne pouvait pas l'avouer.

S'il eût refusé de donner des billets contre des actions, il précipitait celles-ci à la moitié,

au trois quarts de leur valeur. C'était la ruine de tous les souscripteurs.

[Spécimens au Cabinet des estampes de titres de la Cie des Indes :

Dividendes imprimés d'un dixième d'action de la Compagnie de 1721 à 1723 inclus, signés pour les directeurs : Mabin, et pour le Sr Deshayes : Postel, avec le timbre sec de la Compagnie, soit deux indiens appuyés d'une main, sur une massue, de l'autre, sur l'écu fleurdélié.

Loterie de la Compagnie des Indes.

Par arrêt du 7 mars 1730, le roi autorise les syndics et directeurs de la Compagnie des Indes à établir une loterie, à 10 livres le billet, pour rembourser, sur le pied de 3,000 livres l'action, trois cent trente actions par mois.

M. Desforts, contrôleur général, avait autorisé cette loterie pour provoquer un mouvement de hausse sur les actions dont le prix diminuait chaque jour. Mais elle n'eut pas lieu.

La Compagnie des Indes s'éteignit lentement. Elle durait encore, mais combien diminuée, à la fin du XVIII^e siècle.

Compagnie des Indes.

Huitième d'action au capital de 312 liv. 10 s. L'action était de 2,500 liv. hypothéquées sur la ferme du tabac conformément à l'édit d'août 1764 et aux lettres patentes du 22 avril 1770.

Délibération de la Compagnie des Indes du 30 avril 1787].

Toute cette aventure (on disait alors *la comédie*) de Law, acteurs et décor, nous est contée par l'estampe : le héros lui-même dans des portraits éclatants, dans des caricatures d'un comique outré où par instants passe le souffle du vieux Breughel. Tous y sont, Law tirant le poisson de l'eau avec sa ligne, le Bombario, dont la bosse sert de pupitre aux agioteurs et qui fit fortune à ce métier, le crieur de Bourse avec son bâton, l'agioteur avec ses mouvements désordonnés : la rue Quincampoix en délire (gravure de Gaspard Duchange, 1718).

Law n'a rien inventé. Il n'est que le patron des joueurs de Bourse, avec cet avantage qu'il fut longtemps sûr de gagner, étant vendeur de titres qui ne lui avaient coûté que la peine de les faire. De système financier, de plan économique il n'en a point. Personne ne l'a

mieux jugé que Montesquieu, si ce n'est en deux mots le marquis de Canillac : « Je fais des billets, je les passe et je ne les paye pas, vous m'avez donc volé mon système ? »

Beau joueur (avec l'argent des autres, il est vrai) Law ne fit aucune réserve dans sa veine : il n'avait rien en Angleterre, quoi qu'on ait dit des deux cents millions qu'il y aurait fait passer.

Il partit pour Venise avec deux mille louis et il y mourut en 1729 avec un actif de gondolier.

Le résultat fut qu'il avait à peu près ruiné tout le monde et fourni aux nobles le moyen de payer en papier presque toutes leurs dettes. Canillac s'est jugé en jugeant Law.

Les quatre frères Pâris, rivaux de Law, moins bien traités que lui par le pouvoir, et qui certainement s'employèrent à sa ruine, furent les syndics de cette gigantesque faillite : Law, Etat et Cie.

La chasse au numéraire, rondement et brutalement menée pendant sept ou huit ans, avait fait monter le marc d'argent de quarante (sous Louis XIV) à cent vingt livres. Il avait baissé, sur la fin du « système », mais il était

encore très haut : quatre-vingt-dix livres. Recensement fait de la fortune publique, l'Etat se trouva devoir un milliard six cent trente et un millions en argent qu'il prit à sa charge. Les rentiers ne recevaient pas un pour cent de leurs arrérages. Mais l'Etat garantissait le capital.

Que faire contre cela ? Se révolter ou se taire. La révolution n'était pas mûre, on accepta et on se tut.

On ne se vengea que par des estampes satiriques et allégoriques, celle-ci, par exemple : (de 1724 évidemment, bien qu'elle soit classée à la date de 1716 au cabinet des Estampes).

Des financiers se jettent à la gorge de la France, lui demandant la bourse ou la vie. L'un d'eux, n'est-ce point Law ? a le pied sur le globe fleurdelisé. La scène se passe dans un port de débarquement aux Indes.

D'un système proscrit rejettons odieux,
Du commerce abattu tyrans impitoyables,
Et vous, fermiers insatiables,
D'un peuple languissant fléaux pernicieux,
Fasse le juste ciel que tous tant que vous êtes,
A la haine publique à la fin immolez,
Et jusqu'aux Indes exilez
Vous y puissiez souffrir tous les maux que vous faites !

Le mot « système » donne la date de l'estampe.

PAPIERS DES COLONIES

(CANADA, ILE BOURBON, ETC.)

Si le système de Law succombait en tant que *système*, il n'en subsistait pas moins comme théorie de l'équivalence entre le papier et la monnaie. Le coup était porté : la *monnaie de papier* et même la *monnaie de carte* étaient créées. L'application du système se poursuivait aux Colonies.

On sait que la rareté de la monnaie paralyse le commerce. Lors de la création des Établissements français au Canada sous la Régence, il avait été émis des bons au porteur sur carton qui tenaient lieu de monnaie.

Ces bons s'épuisèrent, et la monnaie réelle qui avait été envoyée au Canada était petit à petit revenue en France. Les choses étaient telles en 1729 que les négociants de la Nouvelle France firent requête au gouverneur et au Commissaire ordonnateur pour le rétablissement d'une *monnaie de carte* qui serait

reçue dans les Magasins du Roi en paiement de la poudre, munitions et marchandises qui y étaient vendues, et servirait en même temps aux transactions commerciales à l'intérieur et à l'extérieur de la colonie.

Déférant à ce vœu, Louis XV, par lettres données à Marly le 2 mars 1729, autorisa la fabrication de quatre cent mille livres en monnaies de carte pour le Canada, lesdites monnaies de 24, 12, 6 et 3 livres, 1 livre 10 sols, 15 sols et 7 sols six deniers, empreintes des armes royales, et écrites et signées par le contrôleur de la Marine à Québec ; les quatre premières aussi signées par le gouverneur et par l'intendant ou commissaire ordonnateur ; les trois dernières paraphées seulement par lesdits gouverneur et intendant ou commissaire.

Défense était faite à ceux-ci d'en fabriquer davantage, et à tous de les contrefaire sous peine d'être poursuivis et punis comme faux-monnayeurs.

Ces monnaies sont de carton légèrement glacé, revêtues de deux cachets et des signatures de Vavin, Beauharnois et Hocquart.

Les papiers du Canada furent liquidés par

arrêts du Conseil des 29 juin et 2 juillet 1764, au moyen de rentes 4 o/o. Les coupons sont signés : La Rochette, etc.

L'Ile Bourbon eut ses billets de banque.

[Type d'un billet de l'Ile Bourbon, en conformité de l'édit de décembre 1766 :

Bon pour quarante sous tournois, trois livres, six livres, douze livres, vingt, vingt-quatre livres, etc., signé Huot, Levaneur, Ardibus, Poivre].

En 1771, il y en eut de cent, deux cents, trois cents livres tournois, avec la mention : « Isles de France et de Bourbon ».

Il y eut diverses émissions.

[Récépissé imprimé de 11.548 livres de papier monnaie pour l'Ile Bourbon, par Périchon. Vu : Bailly et Motaïs de Narbonne.

Émission autorisée par édit de mars 1781].

PAPIER-MONNAIE DES ÉTATS-UNIS

Alors que le papier-monnaie tombait dans un discrédit de plus en plus grand dans les pays d'Europe, les États-Unis en adoptaient

l'usage dès 1776, pressés par les besoins des guerres d'indépendance.

Les types du papier-monnaie américain sont nombreux et variés.

[Exemple :

Au recto : « Half a dollar according to a Resolution of Congress passed at Philadelphia. February 17, 1776.

Gravure : un cadran sur lequel le soleil darde ses rayons, avec les mots : *Fugio*, et sous le cadran : *Min dy our business*.

Au verso : une chaîne sans fin autour du soleil, et dans les anneaux les noms des États-Unis : Georgia, Massachussets, Connecticut, Carolina, Maryland, etc., et dessous : Printed by Hall et Sellers in Philadelphia, 1776. »

Autre exemple :

« The united Colonies.

Four dollars

The bill entitled the Bearer to receive *Four Spanish Millea dollars* or the value there of in Gold or Silver, according to a resolution, etc.

Dans le cadre : *Continental Gurreney*.
Marque : un sanglier se précipitant sur un fer de lance. Dans le cadre : *Aut mors aut vita decora.* »

Autres papiers-monnaie, avec diverses marques :

Combat entre un aigle et une cigogne : *Fidus in dubio est.*

Une montagne couronnée de palmiers : *Perseverando.*

Une Harpe : *Majora minoribus consonant.*

Une main tenant un instrument : *Tribulatio datat.* 1777.

Une main sur un arbuste épineux : *Sustine vel abstine.* 1778.

Un soleil illuminant un autel : *Confederatio.* 1778.

La terre roulant dans les cieux : *Deus regnat, exultat terra.* 1778.

Une charrue : *Hinc opus.* 1779.

Des cordages : *Sic floret respublica.* 1779.

Une pyramide tronquée : *Perennis.* 1779.

En 1780, l'État de Massachussets, émet des billets portant intérêt par an et mois. Marques au verso. Signés : Peter Boyer ou Henderson.

Les relations financières de la France et des États-Unis ont, au début, un caractère admirable. (Et quel courtier! Beaumarchais!) A la veille de la banqueroute, la France trouva près d'un milliard et fit des États-Unis un pays libre.

ASSIGNATS ROYAUX

Les assignats furent fabriqués en pleine anarchie financière. Les associations, les communes, les districts, les théâtres, (tels le Théâtre Molière, le Grand-Théâtre), les districts, les banquiers, les commerçants, les particuliers en firent. Il y en a de quatre ou cinq cents manières, peut-être davantage, depuis l'assignat royal de 1789. Il est impossible d'en déterminer le nombre, on s'y perd.

L'assignat de cent francs fut créé au mois d'août 1789. L'assignat républicain de cent francs fut créé le 18 nivôse an III, soit janvier 1795. En juillet 1796, par décret du corps législatif, les assignats en circulation au-dessus de 100 fr. furent échangés pour des mandats à raison de 3000 livres pour 100 francs. Les assignats au-dessous de cent francs devaient être échangés avec des valeurs métalliques dont la proportion fut assez longtemps indéterminée.

« C'est, dit l'auteur d'un tableau d'émission que nous avons sous les yeux, c'est avec ces papiers que la malveillance a discrédités, que

la France a soutenu une guerre glorieuse avec les puissances de l'Europe. »

Un décret de l'Assemblée nationale du 12 septembre 1790, sanctionné par le Roi, assimile les assignats et promesses d'assignats au numéraire lui-même dans le paiement des droits et impôts.

Il en avait été décrété primitivement pour quatre cent millions, portant intérêt à 3 o/o, lequel intérêt prit fin le 15 octobre 1790. Ceux qui furent décrétés le 8 octobre ne portaient point intérêt, mais ils ne subissaient aucune variation dans le capital. Ils représentaient le billet de banque tel qu'on l'entendit plus tard.

Les décrets de l'Assemblée nationale des 16 et 17 avril 1790, concernant les assignats, portent entre autres choses, que les assignats créés par les décrets des 19 et 21 décembre 1789 auront force de numéraire, porteront intérêt à 3 o/o à partir du 15 avril 1790, que chaque jour l'assignat vaudra son principal, plus l'intérêt acquis, et qu'en attendant la délivrance de ces assignats, les billets de la Caisse d'Escompte auront cours d'assignats dans les provinces, à la condition d'être en-

dossés par le receveur de l'extraordinaire avec les mots : *promesse de fournir assignats*.

Les assignats ou billets étaient de 1,000, de 300 et de 200 livres. Il fallait que la somme à payer fût supérieure à 200 livres pour être reçue autrement qu'en numéraire.

Par décret du 29 septembre 1790, des assignats de 2,000 livres furent mis en circulation.

Le cabinet des Estampes (collection Maurin), conserve de faux coupons d'assignats pour 1791-1793, ou plutôt des calques de vrais coupons qui ne paraissent pas avoir été faits dans l'intention de tromper. Ce sont des exercices de calligraphie patiente où l'encre est rouge au lieu d'être noire comme dans le modèle. Le chiffre du coupon est inacceptable, car il porte trente livres là où il en faudrait six.

Il est à remarquer que les premiers assignats, portant hypothèque sur les domaines nationaux et intérêts, furent de véritables titres de rente.

Les seconds, créés par décrets des 16, 17 avril 1790, etc., avec les mêmes garanties hypothécaires, mais sans intérêt ne sont que des billets d'un genre particulier, remboursables à la Caisse de l'Extraordinaire.

On en vit de quatre-vingt-dix livres, de soixante livres, de cinquante livres. L'imitation n'en était pas difficile. Les faussaires entrèrent immédiatement en ligne.

On crut se défendre en tirant des assignats de 1,000 francs à l'encre rouge. On en fit à l'ordre du porteur qui se transmettaient endossés et enregistrés comme garantie d'authenticité.

L'assignat à intérêt est assez finement gravé. Il porte au bas quatre coupons dont le premier fut payé, et l'intérêt par jour y est indiqué en toutes lettres.

Au dos des coupons on lit :

« Domaines nationaux. Caisse de l'Extraordinaire ».

Les assignats ne purent se maintenir au pair, et il se fit des combinaisons plus ou moins bizarres pour pouvoir les changer sans perte. Telle, en 1791, la mise en loterie d'une parure en brillants estimée 12,000 livres et exposée chez Perrichon, fabricant de chapeaux, 140, au Palais-Royal.

En échange d'un assignat de 60 livres, Perrichon délivrait 2 billets de loterie de 6 livres chaque et rendait la différence, soit 48 livres.

Pour 100 livres	3 billets de 6 l.	82 livres
200	6 —	164
300	9 —	246
500	16 —	404
1.000	33 —	802
2.000	70 —	1.580

Le 6 mai 1791, il fut créé des assignats de cinq livres. Autres, le 28 septembre, le 1^{er} novembre 1791, le 31 juillet 1792. Les 19 juin et 12 septembre, nouvelle émission d'assignats de diverses sommes, et nouveaux faux. Le 16 décembre 1791, création des assignats de 25 livres, gravés par Gatteaux.

En 1792, en vertu de la loi du 24 octobre, on vit apparaître les assignats de dix sous, avec des menaces terribles pour les contrefacteurs — la mort — et des promesses assez vagues aux dénonciateurs — récompense par la nation. Il y avait déjà des assignats de quinze sous, en vertu de la loi du 2 janvier 1792: Gérard fecit, et dans le cartouche: Gatteaux; des assignats de 25 sols (loi du 4 janvier) gravés par Le Droz, avec le coq gaulois et l'étendard: La liberté ou la mort.

Le 30 avril 1792, création d'assignats de 200 livres.

Le 24 octobre de la même année, des assignats de vingt-cinq francs. Le timbre était de Droz, ailleurs nommé Le Droz, grand-père de Gustave Droz, l'auteur de *Monsieur, Madame et Bébé*.

ASSIGNATS RÉPUBLICAINS

Le 21 novembre 1792, an I de la République, les assignats républicains sont créés. L'image du Roi, les timbres secs, les mots : la Nation, la Loi, le Roi, disparaissent. Gatteaux dessine le nouveau modèle des assignats de 400 livres, Tardieu le grave.

Le 14 décembre, création des assignats de 50 livres, même dessinateur, même graveur. Il y en a plusieurs modèles. Les assignats de 25 sols paraissent, en vertu de la loi du 4 janvier 1792, gravés par Le Droz, avec le coq gaulois et l'étendard : « La liberté ou la mort ».

A Paris, les employés à la fabrication des assignats avaient une carte spéciale, dont il existe deux échantillons dans la collection Maurin. L'un sur parchemin : « Confection

des assignats. Local des Petits-Pères, signé : De Bondy ». L'autre sur papier : « Fabrication des Assignats. République Française. Direction générale des assignats ». Cette carte est celle du citoyen Dupré, graveur.

En 1793, les assignats se multiplient.

Le 18 nivôse an III de la République, assignats de 10,000 francs, sur papier excessivement léger, avec des timbres secs très appuyés pour rendre la contrefaçon difficile.

Item, de deux mille francs.

Ces deux spécimens, détachés d'un registre à souche, témoignent d'un nouvel effort de gravure.

Item, mille francs, celui-ci moins bon à ce point de vue.

Item, sept cent cinquante francs.

Item, cinq cents francs.

Avec des légendes nouvelles comme : *Unité, Liberté, Egalité, Indivisibilité*, et les timbres secs très finement gravés.

Le 7 vendémiaire an II, on avait vu des assignats de deux cent cinquante francs, avec timbre sec par Gatteaux.

Item, cent vingt-cinq francs et cent francs.

Cependant, malgré toutes les précautions

prises dans le papier et dans la gravure, malgré toutes les peines inscrites dans la loi, l'audace des faussaires allait croissant et débordant.

On eut recours alors, pour le contrôle, aux assignats dits « vérificateurs ».

A chaque tirage, une collection complète des assignats vérificateurs était envoyée en dépôt chez chaque receveur de département et de district pour servir à la vérification des assignats en circulation. Lors de la démonétisation des divers papiers-monnaie, toutes ces collections furent réunies dans chaque chef-lieu de département et brûlées. Celle de la Bibliothèque Nationale est sans doute unique.

En dépit des vérificateurs établis dans les départements, la fraude ne se ralentit pas. On falsifia notamment la Promesse de mandat de 500 francs créée le 28 ventôse an IV, et il existe une circulaire du citoyen Deperey, vérificateur général des papiers-monnaie, qui met le public en garde contre cette imitation en relevant ses signes caractéristiques. Autre circulaire dans le même but pour l'Assignat de cent francs, créé le 18 nivôse an III.

Le siège de Lyon eut la gloire de faire naître

un papier spécial, l'assignat obsidional, le « bon de subvention civique » soit vingt livres à échanger contre quatre cents en assignats ordinaires. Ce papier portait un timbre sec : *Lyon assiégé*, 1793, des roues de canon, un faisceau surmonté du bonnet phrygien s'enlevant sur des drapeaux.

Le « bon de route », né en messidor an II, délivré aux soldats et payable aux étapes marquées, est un moyen qui ne manque pas d'ingéniosité.

Le bon formait autant de coupons qu'il y avait d'arrêts, et ces coupons étaient payés par les administrateurs de district, les officiers municipaux ou les commissaires des guerres.

Les assignats tombèrent à rien.

Pour donner une apparence de valeur réelle au papier, un décret du 11 avril 1793 avait défendu la vente et la circulation du numéraire d'or et d'argent, sous peine de trois ans de fers. Si la République s'était modérée dans la fabrication des assignats, elle aurait pu leur conserver une certaine valeur au-dessous de leur taux d'émission, mais elle en émit jusqu'à cent millions par jour, davantage même, ainsi qu'un conventionnel l'avoua. Malgré la peine

éditée, l'or se glissa dans toutes les transactions, il arriva un moment où le louis fut coté 2.400 francs en assignats. On devine la perte qui s'en suivit pour les négociants, les fournisseurs et généralement tous ceux qui, sur la foi de la République, avait écoulé leurs marchandises et vendu leurs produits contre assignats.

Ce qui les acheva, c'est le décret du 6 nivôse an III (26 décembre 1794) par lequel le gouvernement, débordé par le flot montant du numéraire, revient sur ses décrets antérieurs, et reconnaît à l'or et à l'argent la qualité de « marchandise. » C'est la revanche du numéraire, revanche terrible et qui ne fait point grâce : la livre de pain vaut vingt francs en assignats, une journée d'ouvrier, deux cents. Et puis voilà que la République ne veut plus des assignats royaux et qu'elle en limite l'emploi au paiement des contributions et des biens nationaux. On sent qu'il en sera bientôt ainsi des assignats républicains. Le Conseil des Cinq-Cents essaie d'arrêter la débâcle en échangeant les assignats de cent livres contre des « mandats nationaux » de même somme. Rien n'y fait : ces mandats eux-mêmes tom-

bent à dix pour cent de leur valeur nominale et cela le jour même de leur émission.

D'un *Extrait du registre du Cours du Change* constaté devant le Tribunal de Commerce de Strasbourg par les trois agents de Change à ce commis, il résulte que le 9 germinal an IV, cent livres en espèces ont produit vingt-cinq mille six cent quarante-et-une livres en assignats.

Il eût été plus loyal et moins dangereux de déclarer la banqueroute. Elle aurait été simple au lieu d'être frauduleuse. Au mois de février 1796, il restait encore vingt-huit milliards d'assignats en circulation. Que valait cette masse de papier? Presque rien. A Paris, le 19 février, (voir la gravure allemande du Cabinet des Estampes) il en fut brûlé des paquets en place publique.

Que sont devenus ces vingt-huit milliards?

Le Directoire prétend les avoir échangés contre huit cent millions de biens nationaux. Mais en remplaçant les assignats par des mandats, sans les retirer préalablement de la circulation, le Directoire plongeait la France dans une épouvantable confusion, disons le mot ; dans une double ruine. Ce qui se passa

n'est pas narrable. Neuf mois après l'émission des mandats, le gouvernement en fixait la valeur métallique à 3 liv. 5 sols 0/0 et cependant il ordonnait aux commerçants et aux particuliers, sous peine de mort, de les recevoir à leur valeur nominale. Cela s'appelle de la même façon dans tous les dictionnaires : c'est le vol public.

Ce qui fera l'étonnement et plus encore l'admiration du visiteur, c'est que la France ait pu se tirer d'une aventure, auprès de laquelle le système de Law apparaît comme une bergerie bien timide.

Un détail suffira pour enlever à la chose une partie de son atrocité : ce sera la recette — et la recette appliquée — du bon citoyen français qui, en 1797, déjà guéri de ses blessures financières, publia le moyen de tapisser en assignats tout un appartement, à 24 francs en numéraire :

« Prenez 24 livres, allez au perron du Palais-Égalité ; achetez-y des mandats pour la dite somme, à raison de 35 sous le cent, dernier cours fixé par le Directoire exécutif ; échangez lesdits mandats contre des assignats de cent sous en feuilles, à raison de 3000 livres par

chaque 100 francs, ce qui vous procure 45.000 livres pour vos 24 francs, en neuf mille billets de cent sous. Ces neuf mille billets formeront neuf cents planches d'environ deux pieds carrés chacune, qui vous donneront une surface de dix huit cent pieds carrés, laquelle équivaut à cinq cents toises. Vous aurez par ce moyen une tapisserie républicaine et à fort bon marché. »

Que devient le commerce pris entre ces papiers qui n'ont plus de valeur du tout et cet or qui a la valeur qu'on veut ? Il tombe tout entier aux mains des accapareurs qui font et défont à leur gré le cours des marchandises. Ce n'est plus l'agiotage comme au temps de Law. C'est un agiotage particulier qui, portant sur les objets de nécessité, organise doucement la famine et le dénûment. Pour savoir ce qu'il fut en 1796, nous irons au jardin et sous les galeries du Palais-Royal alors appelé (par dérision sans doute) le Palais-Égalité, nous le suivrons au perron de la rue Vivienne.

Les valeurs ne sont plus l'action du Mississipi, de la Cie des Indes, ni les billets de la Banque royale. C'est le savon, le sucre, la

chandelle, la chaussure, ce qui tient à la subsistance et à la vie matérielle. La caricature nous dira ce que les agioteurs pensent d'eux-mêmes : « Ce que j'étais ? dit l'un d'eux, assis près d'une jolie femme, dans un cabriolet élégamment attelé, ce que j'étais (voleur), ce que je suis (fournisseur), ce que je devrais être (forçat) » et on le voit, on voit son ombre qui fuit, coiffée du bonnet d'infamie, poursuivie par une de ses victimes.

Avec les caricaturistes qui nous ont conservé de l'agioteur de la rue Vivienne un portrait peu flatté, il faudrait pouvoir citer Rétif de la Bretonne (*Monsieur Nicolas*) et Mercier (*Tableau de Paris*) qui l'ont encore noirci davantage dans leurs descriptions. Rétif surtout, qui croit voir dans cette horde d'aventuriers une avant-garde d'ennemis soudoyés par l'Anglais. « Les guinées, dit-il, ont ravagé notre papier-monnaie et ont attaqué le crédit public ». Pendant des siècles, dans nos malheurs, dans nos désastres, on a toujours vu l'anglais, et on a vu que lui, là où parfois il n'y avait que nous, inconséquents et coupables.

Il faudra voir aussi du côté des théâtres, du théâtre du Palais-Royal (théâtre Français) no-

tamment, qui représenta le *Thé à la mode* ou le *Millier de sucre*, comédie de Ducancel. Cette mode des *thés* où s'agitaient les affaires de finance, a disparu, je n'en retrouve l'équivalent que dans les rendez-vous de café.

Le Palais-Royal fut jusqu'en 1801 le centre des affaires financières et le rendez-vous des agioteurs : les gros, au Perron, dans le jour ; les petits, dans le Jardin, jour et nuit, malgré la surveillance des inspecteurs. Les petits avaient de véritables mines de cambrioleurs (V. les *Fragments sur Paris* du chanoine Meyer, traduits par Dumouriez, l'*Almanach parisien* de l'an XI, Mercier (*Nouveau Paris*, où il est question de leur « morale cartouchienne »), Chaussard (*Nouveau diable boîteux*). Ils trafiquaient littéralement de tout, on vendait et on achetait des maisons à la petite semaine, et il n'y a aucune espèce d'assimilation possible à établir entre les pires courtiers du marché actuel et cette immonde engeance.

[L'assignat passa à l'étranger. Nous avons l'assignat romain :

« *Liberta Eguaglianza Reppublica Romana.* »
Assignat de 8 paoli en vertu de la loi du 23
fructidor an VI, signé : Agosto Dolcibene.]

ASSIGNATS ROYALISTES

Lorsque les royalistes de Bretagne et de Vendée se soulèvent, ils se heurtent à des besoins non moins pressants que ceux de la République. Contre-révolutionnaires, ils empruntent les moyens de la Révolution. Comme elle ils émettent du papier-monnaie et décrètent parmi eux le cours forcé.

Les assignats contre-signés par les chefs vendéens pour circuler en Vendée ont été adoptés d'après un règlement du Conseil supérieur fait à Châtillon-sur-Sèvre le 2 août 1793, An I^{er} du règne de Louis XVII.

Les assignats de 25 jusqu'à 400 livres sont signés de MM. Michel Desessarts, second président, Bernier, curé de Saint-Laud d'Angers, Carrière, procureur général du Roi près le Conseil supérieur et Jagault, secrétaire général.

Les assignats au-dessous de 25 livres, par MM. Thomas et Barré, secrétaires du bureau des dépêches.

MM. Duplessis et la Roche sur Yon, officiers du Conseil supérieur, ou Redon de Puy-Jour-

dain et Méraud, secrétaires, mettent leur visa sur les assignats de 25 sous. D'autres, émis au même lieu, le 20 août, sont signés : Gabriel, évêque d'Agra, etc.

En réponse à ces émissions et pour en paralyser l'effet, les républicains firent apposer une affiche ainsi conçue :

LA LIBERTÉ OU LA MORT
AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
UNE ET INDIVISIBLE
ARMÉE DE L'OUEST

Les Représentans du peuple, près l'Armée de l'Ouest, réunis à Saumur :

Instruits qu'il existe dans la ville de Saumur et autres lieux, un grand nombre d'Assignats endossés par les Rebelles, et revêtus d'expressions outrageantes pour la République.

Considérant qu'il importe de retirer de la circulation ces Assignats défigurés, et d'ôter aux malveillans le moyen de favoriser leurs projets liberticides.

Arrêtent que les Assignats ayant au dos ces mots ; *Au nom du Roi, bon pour* ; etc., seront

retirés de la circulation, et en conséquence qu'ils seront échangés par les Receveurs du District, lesquels seront tenus de les annuler et de les faire passer à la Trésorerie nationale.

Font défenses à tous Citoyens de donner ou recevoir en paiement lesdits Assignats à peine d'être poursuivis comme Rebelles à la loi, et ennemis de la République.

Saumur le 23^{me} jour du 1^{er} mois de l'an second de la République une et indivisible.

Signé : RICHARD.

Pour copie conforme à l'original,

CAILLEAU, maire, BROSSEAU, secrétaire.

A Saumur, de l'imprimerie de Dominique-Michel Degouy.

Ensuite il y eut création de 900,000 livres de Bons royaux par le Conseil militaire des armées catholiques et royales, remboursables à la paix, signés de MM. Douissan, le prince de Talmont, de Beauvallier, membres du Conseil militaire, et par M. Bernier, curé de Saint-Laud, vicaire général d'Angers. Fait au quartier général de Laval, le 1^{er} 9^{bre} 1793.

[Ces détails sont consignés dans une note donnée par le chevalier Petrée et conservée dans la collection Maurin.]

Par lettres datées d'Avranches, le 3 novembre 1793, M. Lecourt, imprimeur-libraire en cette ville, mande à son confrère M. Labbey, de Rouen, que quinze vendéens de l'armée commandée par La Rochejacquelein, Stofflet, Talmont et d'Autichamp, logèrent chez lui, avant d'aller mettre le siège devant Granville.

Cette armée avait avec elle des imprimeurs qui firent chez Lecourt des billets de 25 livres au nom du Roi. Ils en emportèrent la forme, avec de très jolies vignettes qui appartenaient à Lecourt et dont celui-ci ne s'était pas encore servi.

[Note donnée par M. Delabarre. Collection Maurin.]

Le 7 octobre 1794, Stofflet créa pour six millions d'assignats au quartier général de Maulevrier, et à l'usage de l'armée d'Anjou. Tous ces assignats sont signés de lui.

Les bons de Stofflet sont libellés :

« De par le Roi. Bon commercable pour objets fournis à l'armée, remboursable à la paix. Armée catholique et royale ». Ils sont de

papier fort commun, avec timbre et fleurs de lis imprimées. Il y en eut de dix sous, de quinze sous, de cinq livres, vingt-cinq livres et cent livres. Tous sortaient des profondeurs de la forêt de Montlevrier (aliàs Maulevrier), en Vendée, où était établie la seule presse qu'il y eût alors à l'armée royale.

D'autres parurent en Bretagne, bons remboursables au trésor royal, sans date, avec le portrait de Louis XVII, roi de France et de Navarre, la couronne royale surmontant les trois fleurs de lis, et ces mots dans le cadre : « Armée catholique et royale de Bretagne. Dieu et le Roi. » Ils sont signés : Dufour, Bell, Labranche.

Les Anglais avaient fabriqué de faux assignats royalistes. Ils attendaient le moment favorable pour les jeter en quantité sur la côte de Bretagne ; ils choisirent l'affaire de Quiberon et mal leur en prit, car, après Quiberon, il n'y avait plus personne à tromper.

ASSIGNATS LIBRES

En même temps que les pouvoirs publics ou insurrectionnels créaient l'assignat officiel,

mille sociétés se fondaient en France pour créer l'assignat officieux, l'assignat libre, l'assignat facultatif, le sous-assignat qui s'insinuait auprès de l'assignat officiel discrédité. Le catalogue de ces papiers n'est pas impossible, mais il serait interminable.

Il parut ainsi des bons ou billets patriotiques de cinq livres, dix livres et au-dessus, à échanger contre une somme X d'assignats. Ces bons donnaient droit à cinq livres, par exemple, contre un assignat de cinquante livres.

On en vint à délivrer des billets de dix ou quinze sols à échanger contre des billets de la Caisse patriotique : soit le billet de 10 sols contre un billet de 10 francs de ladite Caisse, et ainsi de suite. Chacun de ces papiers perdant lui-même cinquante, soixante, quatre-vingts pour cent, le faux s'abattit sur ceux-ci comme sur les autres, la misère se volant elle-même, et cela dès 1791. Toutes les supercheries furent alors possibles dans l'arbitraire infini de ces valeurs qui circulent non plus de département à département, mais de commune à commune, de quartier à quartier, de rue à rue. Cela devient impondérable : c'est de la poussière de crédit.

On finit par trouver le vrai nom de ces papiers; on les appela d'un nom ingénu et qui désarme : billet de confiance. C'est le mot et il n'est point tant sot, car il ne dit point positivement que le billet mérite crédit et il fait à la confiance un honneur qui l'engage. Tels les *Billets de Confiance* émis par la *Caisse d'utilité*, passage du théâtre Feydeau, 25.

« Bon de 25 fr. payables au porteur en monnaie de cuivre ou de billon. En long, au talon : *Confiance*. »

SOCIÉTÉS PAR ACTIONS, BANQUES D'ÉMISSION,
BANQUES HYPOTHÉCAIRES ET FONCIÈRES,
COMPTOIRS D'ESCOMPTE AVANT LA CRÉATION
DE LA BANQUE DE FRANCE

Il n'y a qu'une chose qui n'ait jamais fait faillite : c'est l'espoir. En pleine Révolution, au milieu des ruines amoncelées, des gens qui n'auront peut-être pas de lendemain montent des Sociétés par actions qui doivent durer neuf ans : d'autres s'adressent à l'épargne, parlent de rentes viagères, de banque immobilière, etc.

Jamais l'imagination financière — disons mieux : le besoin, père de tout — ne créa de combinaisons plus curieuses.

Voici des exemples de Sociétés par actions. Ils sont plutôt rares, car dans les extrémités où l'on entrait, où l'on fut jeté ensuite, on s'intéressait peu aux combinaisons à échéances.

Voici cependant la Manufacture de tabacs établie à Paris sous la raison de Joseph Dela-ville-le Roux et Cie. La Société commençait du 1^{er} juillet 1791 pour finir au 1^{er} juillet 1800.

L'action de 1000 livres porte que l'actionnaire est « intéressé d'un sou. »

Il y avait des gens — il est vrai qu'ils étaient Marseillais — pour songer encore à l'Afrique. Voici une Compagnie royale d'Afrique dont le siège était à Marseille.

L'action était signée par les députés de la Chambre du Commerce : Rambaud, Ant. Martin, Dolier, le secrétaire des Archives Nicard, l'inspecteur du Commerce Noë Richard, le directeur Bertrand, le caissier P. Remuzat. Celle du Cabinet des Estampes est datée 30 décembre 1790.

Le 7 juin 1793 il y eut assemblée d'actionnaires chez Rouen, notaire. On y fit le tableau

de la situation qui n'était pas désavantageux, quoiqu'il y eût deux ombres : la situation intérieure des affaires et la défaveur dans laquelle était tombée la C^{ie} au Palais du Dey. Inquiets et divisés, les actionnaires firent plusieurs propositions, voire de liquidation. L'assemblée fut remise au 14 pour dresser le bilan et prendre des mesures définitives. Je ne sais ce qui arriva. Le 20 pluviôse an II, assemblée nouvelle : même incertitude sur l'issue.

En 1792 apparaît l'Action de *La Caisse d'Épargnes et de bienfaisance du sieur Lafarge*.

[Rentes viagères sur la tête désignée par l'actionnaire. Celui-ci participait aux accroissements du capital social survenant par extinction, jusqu'au maximum de trois mille livres de rente, en rapportant le certificat de vie de la personne dûment légalisé sur laquelle était fait le placement. Il devait faire viser son titre chaque année, sous peine de ne pas participer aux tirages.]

En 1793 il y eut une seconde Société du même genre, sous le même nom.

Les actions de l'une et de l'autre portaient

ce timbre imprimé : « L'économie est la seconde Providence du genre humain. »

Cette caisse fonctionnait encore en 1817.

Autre :

Société foncière des trente mille, établie à Paris par J.-G. Le Clerc.

Action de douze cents francs, augmentée de 38 francs pour frais d'administration de la première année. Point de date.

Autre :

Action de la *Caisse des employés et artisans*, de vingt francs, cinq pour cent consolidés, chacune susceptible de produire quatre mille livres de rente perpétuelle.

Acte reçu Fourchy, notaire, sans date.

Autre plus spéciale aux gastronomes :

Société pour l'exploitation des Parcs à huîtres d'Étretat et dépendances. 1796-98.

Action de 500 livres, signé Delaruelle, et pour visa, Girardin.

Les dividendes sont payables en numéraire, et additionnellement en nature, soit trois bons pour trois cloyères d'huîtres blanches et trois cloyères d'huîtres vertes d'Étretat à consommer dans la saison 1797-1798, au prix convenu par l'acte de société.

[La Société la plus étrange fut le *Gymnase de bienfaisance* de Gaston Rosnay, dont les actions coûtaient 800 livres en assignats et pouvaient rapporter à l'actionnaire ou « coopérateur » 18,800 livres ou seulement 2,400, selon le cas. Un journal fut fondé pour expliquer au public les combinaisons de Rosnay pour l'exploitation d'inventions considérées alors comme fantastiques : voitures mécaniques pour voyager sans chevaux; bateaux insubmersibles; ponts construits en une demi-heure; poêles fumivores en gaze et en carton.

Que penser de ce Rosnay qui en somme avait devancé les sociétés pour l'exploitation des brevets d'invention? On est assez embarrassé, et les juges ne le furent pas moins, lorsqu'en 1797 les actionnaires — depuis l'abolition des assignats Rosnay avait émis des actions nouvelles payables en argent — l'assignèrent correctionnellement. Le fondateur du *Gymnase de bienfaisance* se défendit si bien qu'il ne fut condamné qu'à 50 livres d'amende, à dix jours de détention et à la fermeture de sa banque.]

Revenons à l'Escompte et à la Banque.

ce timbre imprimé : « L'économie est la seconde Providence du genre humain. »

Cette caisse fonctionnait encore en 1817.

Autre :

Société foncière des trente mille, établie à Paris par J.-G. Le Clerc.

Action de douze cents francs, augmentée de 38 francs pour frais d'administration de la première année. Point de date.

Autre :

Action de la *Caisse des employés et artisans*, de vingt francs, cinq pour cent consolidés, chacune susceptible de produire quatre mille livres de rente perpétuelle.

Acte reçu Fourchy, notaire, sans date.

Autre plus spéciale aux gastronomes :

Société pour l'exploitation des Parcs à huîtres d'Étretat et dépendances. 1796-98.

Action de 500 livres, signé Delaruelle, et pour visa, Girardin.

Les dividendes sont payables en numéraire, et additionnellement en nature, soit trois bons pour trois cloyères d'huîtres blanches et trois cloyères d'huîtres vertes d'Étretat à consommer dans la saison 1797-1798, au prix convenu par l'acte de société.

[La Société la plus étrange fut le *Gymnase de bienfaisance* de Gaston Rosnay, dont les actions coûtaient 800 livres en assignats et pouvaient rapporter à l'actionnaire ou « coo-pérateur » 18,800 livres ou seulement 2,400, selon le cas. Un journal fut fondé pour expliquer au public les combinaisons de Rosnay pour l'exploitation d'inventions considérées alors comme fantastiques : voitures mécaniques pour voyager sans chevaux; bateaux insubmersibles; ponts construits en une demi-heure; poêles fumivores en gaze et en carton.

Que penser de ce Rosnay qui en somme avait devancé les sociétés pour l'exploitation des brevets d'invention? On est assez embarrassé, et les juges ne le furent pas moins, lorsqu'en 1797 les actionnaires — depuis l'abolition des assignats Rosnay avait émis des actions nouvelles payables en argent — l'assignèrent correctionnellement. Le fondateur du *Gymnase de bienfaisance* se défendit si bien qu'il ne fut condamné qu'à 50 livres d'amende, à dix jours de détention et à la fermeture de sa banque.]

Revenons à l'Escompte et à la Banque.

Où était le numéraire en 1792 ? Il avait disparu, ce fut peut être le premier émigré. En revanche, l'usure était partout, exorbitante et ridicule. De l'escompte on ne parlait plus, l'escompte suppose la confiance.

Le citoyen Lacornée avait en tête depuis quinze ans un plan de Caisse d'Escompte. Il le soumit au département de Paris, obtint brevet d'invention, le 17 décembre 1792, et incontinent « il vint au secours de ses concitoyens¹ ».

La Caisse escomptait des effets de commerce à terme moyennant 6 o/o par an. Auparavant on payait en général jusqu'à 25 o/o ou on allait porter les marchandises au Mont-de-Piété à 10 o/o. Il fallait ou faire banqueroute ou dégarnir le magasin. Aux petits débiteurs, aux revendeurs, aux femmes de la Halle la Caisse escomptait de petits effets renouvelables mensuellement. Elle payait en billets émis par elle en représentation des effets souscrits. C'était le billet de banque privée, garanti par l'effet de commerce. Les billets de la Caisse

1. *Mémoire instructif sur la Caisse de Commerce* ci-devant rue de Bussy et maintenant rue d'Antin, in-4 de l'imprimerie de la veuve Hérissant.

de Commerce s'endossaient comme un effet ordinaire pour éviter les contrefaçons, et au cinquième endos ils étaient rapportés à la Caisse qui en délivrait de nouveaux en échange, moyennant un sol le billet.

Ces billets portèrent d'abord : *par brevet du Roi du 17 décembre 1791, en vertu du décret de l'Assemblée nationale du 7 janvier*, puis simplement : *par brevet d'invention*, et étaient signés : Lacornée.

Le bon vouloir de la Caisse d'Escompte se mesure à la qualité du papier qui est à filigrane, avec des dessins, des dates et les mots : « Caisse d'Escompte » dans la pâte. On daignait fourbir des armes contre le faux.

La *Banque de Secours*, installée rue de Grammont, 7, eut quelques prétentions à l'échange régulier des assignats. Elle disait avoir un papier inimitable, cinq sortes de gravures et de couleurs défiant les faussaires, etc. Elle allait de 10 sols à 6 livres. Elle ne paraît pas avoir survécu à la République.

En 1795 voici la Caisse des Comptes courants.

[Reçus délivrés par elle de sommes dont elle

débite tel ou tel compte, signés Fulchiron, J. Récamier, Hirigoyen.]

En 1796, voici un essai de mobilisation de la propriété: la Caisse de Crédit public.

Billet hypothéqué sur des biens patrimoniaux et remboursable en numéraire, mandats ou papiers ayant cours, portant intérêt à 10 0/0 par an.

La Banque territoriale émet un billet bleu et soigneusement gravé, ainsi conçu : « Cinq cents francs payables à vue, en espèces, valeur en immeuble estimé (*en mss.* quatre cent trente quatre mille francs) que nous avons acquis (*en mss.* deux cent mille francs). Ce bon territorial visé par l'aliénateur, emporte subrogation en faveur du porteur, pour cinq cents francs, pendant (cinq) ans, conformément au contrat d'aliénation passé devant Faugé, notaire.

Paris ce 18 pluviose an VIII.

Signé: le directeur-général Laffontadebat, les administrateurs: Ruault et..... le contrôleur..... Je paierai, le caissier-général: de La Grandière.

Gravure: Simonne, invenit, Duplat, sculpt.

Timbres secs : Banque territoriale, par Gallé. Timbre à 50 cent. République française.

Au dos, en manuscrit : « Visé par l'aliénateur et le notaire ».

Autres sont les opérations de la Caisse hypothécaire.

« La Caisse hypothécaire paiera au porteur la somme de mille francs, valeur reçue en une obligation passée devant..... notaire à..... le..... portant affectation spéciale sur l'immeuble désigné en ladite obligation, inscrite au bureau des hypothèques.

Paris, an.....

Vu par moi, Caissier X.

Signé : X... administrateur en chef ».

Une reconnaissance par le Comptoir de Commerce, 45, quai Le Pelletier, signée Dupré, directeur, de sommes déposées entre ses mains pour produire intérêts tous les mois, établit que le 13 floréal an IV, 4,000 livres assignats produisent 400 livres, et le 25 pluviôse même année, que 2,000 livres en assignats produisent également 400 livres par mois. Pour retirer les fonds du Comptoir de

Commerce, il fallait avertir *par huissier* six mois à l'avance.

Voici une Banque d'Union du Commerce, avec cette devise: « Vires acquirit eundo ».

[Lettre de cent francs payable au cinquantième visa.

Vendémiaire an VIII.

Signé: Godefroy, Bouty, Roze et C^{ie},
Le Bœuf.]

BANQUE DE FRANCE

L'or se sent plus solide appuyé sur l'acier. A la lueur du sabre, la finance recommence à voir clair. Elle se reconstitue dans la séance mémorable où elle prend contact avec Bonaparte.

Le 3 frimaire an VIII, à onze heures du matin, les négociants et banquiers de Paris (de cette commune, dit le procès-verbal) se réunissent chez le Consul Bonaparte, sur l'invitation de Gaudin, ministre des finances. Bonaparte entre dans la salle, rappelle les malheurs de la France depuis deux ans, il s'adresse aux « hommes qui par leur fortune

ou leur crédit, fruits de l'industrie jointe à la bonne foi, » sont prêts à seconder le gouvernement issu de la révolution de la veille. Il les presse d'assurer par leur concours le succès de nos armes ou de nos négociations.

Le citoyen Germain parle ensuite. Il montre le commerce et la banque florissants avant la Révolution et ruiné depuis : leur fortune propre s'est dissipée, l'argent s'est caché. Le capital doit se reformer autour du Consul qui lui apporte la paix : il ne reviendra plus, le temps où l'on ne demandait des sacrifices aux financiers que pour mesurer l'étendue de leur fortune et les frapper en conséquence !

Davilliers aîné adhère à ces bons sentiments. Malheureusement, dit-il, la banque a bien à faire. Secourir le gouvernement, c'est bien, mais il lui faut aussi alimenter les manufactures et entretenir les ouvriers.

Bonaparte reprend la parole : si on veut ne pas ouvrir le printemps par une nouvelle campagne et perdre cent mille Français en terre étrangère, qu'on se serre autour du gouvernement. Le Consulat, c'est la paix. La paix, c'est le recommencement des entreprises

où l'argent trouvera la récompense de ses sacrifices.

Bonaparte se retire. Gaudin propose un emprunt de douze millions remboursables sur les premiers fonds provenant de la subvention de guerre ordonnée en remplacement de l'emprunt forcé. La souscription fut immédiatement ouverte. Lecouteulx fut nommé président de l'Assemblée. Barillon, Fulchiron, Récamier, Jubié expliquèrent la sécurité de l'opération. « Nous souscrirons tous, reprit Mallet aîné. Quel est le banquier ou le négociant de Paris qui ne regretterait un jour de s'être abstenu? » Lecouteulx fit l'appel, et tous souscrivirent, s'engageant même à faire souscrire dans les départements. On fit l'élection de sept commissaires-administrateurs de l'emprunt.

Delessert père, Perier (de Grenoble) et Sabatier, scrutateurs, Fulchiron, Mallet, Perregaux, Germain, Sévenne, Doyen et Récamier furent nommés.

L'affaire d'ailleurs s'annonçait bonne et sûre. Le 4 frimaire, les consuls, Bonaparte, Roger Ducos, Sieyès, H. Bernard Maret, secrétaire général, et Gaudin, ministre, don-

naient ordre à la Trésorerie de prélever douze millions sur les premières rentrées de la contribution de guerre en remboursement de ces avances. Ce sont des journées mémorables. La Banque de France en est issue.

[Voyez les statuts fondamentaux de la Banque arrêtés le 24 pluviôse an VIII.]

Parallèlement à l'action du gouvernement, les banquiers faisaient rentrer les douze millions par une émission de billets de loterie d'égale somme au total, loterie autorisée par un arrêté des Consuls du 24 frimaire.

Par loi du 22 ventôse an VIII et par arrêté du 28 germinal, il fut encore créé des billets de 25 francs applicables au paiement des contributions, délivrés par le Trésor.

De même on délivra des *Bons de fournitures militaires* admissibles en paiement des domaines nationaux restant à vendre, en exécution de la loi du 26 vendémiaire an VII ou en paiement de la moitié de la subvention de guerre, conformément à la loi du 27 brumaire an VIII et de l'arrêté des Consuls du 9 floréal suivant.

Cette petite histoire du papier-monnaie et

les aides et douanes provinciales, dans la capitation. Abus et malfaçons dans les *affaires extraordinaires*, emprunts, rentes, billets royaux, etc., procédés de drainage tout entiers aux mains des traitants et des maltôtiers.

[Un type de traitant fastueux et qui par amour de l'ostentation rendit à la France beaucoup de ce qu'il en recevait, c'est Samuel Bernard. Il eut jusqu'à trente-trois millions. Voyez son portrait par Rigaud (1725) gravé par Drevet. Il y est bien tel que l'a peint, de son côté, Voltaire, mais ce qu'on ne peut voir dans Rigaud, c'est ceci qui apparente Samuel Bernard aux « grandes âmes » financières dont parle Voltaire : « Nous avons vu un homme de finance qui seul avait secouru l'État plus d'une fois et qui laissa à sa mort dix millions d'argent prêté à des particuliers, dont cinq ne portaient aucun intérêt ».]

Le premier qui les dénonça fut Boisguillebert, l'auteur du *Détail de la France*. C'était le neveu de Vauban qui devait parler, lui aussi, dans la *Dixme royale*. Boisguillebert vit et signala le mal, ce qui était fort courageux. Vauban indiqua le remède, ce qui était mieux encore.

Qu'était la *Dixme royale* (1707) de Vauban ?

Une assiette naturelle et normale d'impôt : l'impôt sur les fruits de la terre, d'une part, sur tout ce qui fait le revenu, de l'autre. Entre ces deux branches d'un système unique traitants et maltotiers auraient été pris, serrés, étranglés au lieu et place des contribuables. Ils levaient le tribut à des conditions déterminées par un marché passé avec le roi : Vauban demandait une base pour ce marché, des limites, des garanties pour le tributaire. Le maréchal de France, le grand homme qui avait organisé la défense du pays, fut battu à plate couture par la bande des hommes d'argent. Explication : le roi, toujours en retard avec eux, avait de plus en plus besoin d'eux. Impossible de renvoyer ses tailleurs.

Au début du ministère Fleury, le revenu du roi était de cent soixante millions, ce que le duc de Richelieu estimait être « un beau coup d'œil à toute l'Europe ». Vingt ans plus tard, en 1750, il avait presque doublé, étant de trois cents millions. Mais ce revenu galopait péniblement derrière le déficit qui, chaque année, prenait une avance de vingt ou trente millions. Autant on était à court

d'expédients nouveaux dans les ressources, autant on était inventif dans les moyens de dépense, intraitable dans les moyens de perception.

Les fermes générales furent une régie de quarante (puis soixante) fermiers responsables, pour la perception de ce que résument aujourd'hui les contributions indirectes.

[1720. Bail : 50 millions par an.

1726. Renouvellement du bail : 80 millions par an.

L'affaire était bonne. De 1726 à 1730, en quatre ans, n'étant encore que quarante, ils gagnèrent plus de cent cinquante six millions.

Les fermiers généraux célèbres, outre Samuel Bernard : La Popelinière, Helvétius, Dupin, Bouret, Grimod de la Reynière, la Live de Bellegarde, J. de la Borde, Beaujon, Lavoisier, etc.

Ne pas oublier que les fermiers généraux ont eu sur l'esprit du siècle une influence extraordinaire. Faire ressortir, oculairement, que les financiers ont mené tout droit les philosophes à la Révolution ¹, — ce qui ne

1. Qu'est devenu le manuscrit in-fol. que MM. Clément et Lemoine ont vu chez Techener : *Mémoires ou essais*

les a pas empêchés d'être guillotins, au contraire !

Quelques-uns, comme Bouret, ont su mériter la reconnaissance de toute une province : à Bouret les États de Provence offrirent une médaille frappée en mémoire des secours qu'il fournit dans la disette de 1747. (La voir dans le *Trésor de numismatique et de glyptique*, sous la direction de MM. P. Delaroche, Henriquel Dupont et Ch. Lenormant, T. III, p. 45).

Grand bâtisseur de châteaux, Bouret eut le délicieux domaine de Croix-Fontaine, (Le Carpentier architecte) près la forêt de Senart-Rougeau, où souventes fois il reçut le roi et sa Cour. Ces jours-là représentent pour lui ce qu'il entendait par le *Vrai bonheur* : insigne flatterie dont il ne pensait pas un mot, bien qu'il en ait fait la matière d'un livre manuscrit. (Voir Catalogue de Pixérécourt, 1839, où est mentionné le manuscrit qui contenait un portrait de Bouret au crayon rouge et un très

pour servir à l'histoire du publicanisme moderne contenant l'origine, noms, qualités, vies, mœurs, bonnes et mauvaises inclinations, portraits et histoires abrégées de Nosseigneurs les fermiers généraux, depuis l'année 1720 jusqu'en 1750 ?

joli plan de la forêt de Rougeau attribué au géographe Denis).

Prodigue au point qu'il fallut lui donner un tuteur financier, Bouret, à chaque rentrée de fonds, se ruinait en commandes aux artistes, sculpteurs, peintres et décorateurs. Si on replace les fermiers généraux dans leur cadre, on appelle autour d'eux tout l'art du XVIII^e siècle.

Bouret fit faire par Tassard la statue de Louis XV pour laquelle il demanda une inscription à Voltaire ; par Guyard, successeur de Bouchardon, un Apollon que l'artiste lui vendit 6,000 livres après en avoir refusé 15,000 d'un Anglais !

Bouret eut un frère, Bouret d'Erigny, fermier général aussi, terriblement crossé dans cette épigramme lorsqu'il fut décoré de la croix de Saint-Louis :

D'un ordre militaire on décore un traitant,
A quel titre obtient-il ce ruban éclatant ?
Quels sont donc les exploits de sa valeur insigne ?
De la croix, par quel sang versé
Aujourd'hui s'est-il rendu digne ?

— Eh ! comptez-vous pour rien celui qu'il a sucé ?

Bouret meurt en 1777, noyé de dettes, dit

Marmontel, ayant mangé quarante-deux millions en folies de toute sorte. C'est lui qui avait disposé des relais sur la route de Dieppe à Paris pour avoir tous les jours de la marée fraîche.

Helvétius nous sera matière à d'autres réflexions. Son livre de l'*Esprit* fut condamné par le Parlement. Il ne se rétracta que pour éviter pis. Le Parlement par arrêt du 6 février 1759 lui donne « acte de ce qu'il désavoue, déteste et retracte formellement et précisément toutes les erreurs dont son livre est rempli ». Helvétius suppliait la Cour de vouloir bien considérer que « sa faute a eu pour principe l'égarement de son esprit plutôt que celui de son cœur ». Le livre n'en avait pas moins été distribué. La morale se vengea assez faiblement de la finance par une gravure où l'incrédulité est terrassée et roulée dans la boue avec les porcs. On fit une *Table alphabétique des Doutes* près d'un globe, avec les livres impies et divers symboles des Passions : « le Paon de l'orgueil, le Bouc de la luxure, le Charme de l'or, des Théâtres, des Sons, des Odeurs, tous objets des Plaisirs des Sens, bonheur matériel des faux sages ».]

Cette pompe à aspirer et à fouler le peuple, mise en branle par le roi lui-même, a fini par épuiser la France et par ruiner la Monarchie.

Tous les mouvements populaires du XVIII^e siècle, la grave émeute de 1750, sont nés d'une crise financière, spontanément et sans meneurs. Tous les ministres se regardent disant : « Comment payera-t-on la rente ? » Et Louis XV dit à plusieurs reprises, en 1758 notamment : « Si on ne paie pas la rente, il y aura une révolte. » Il écrit à son homme de confiance avec une impudence fort spirituelle : « Ne placez pas sur le roi, on dit que ce n'est pas sûr. »

Machault avait échoué dans tous ses expédients : l'impôt sur tous repoussé, la réduction des pensions de même, comme impossibles. On mit les systèmes à l'enchère. A qui l'administration des finances ?

Adjugée à Silhouette, le 4 mars 1759.

Fils d'un simple receveur des tailles, Silhouette était de naissance médiocre, mais il rachetait par l'intrigue ce qui lui manquait de ce côté-là. Ennemi des pensions de l'Etat pour autrui, il ne les dédaignait pas pour lui.

quand elles venaient des particuliers, et il en cumulait d'assez fortes. Il rôdait depuis longtemps autour des ministères vacants. On ne l'aimait point en Cour, d'Argenson le détestait, le prince de Conti de même, qui le regardait comme un fripon. Sa figure politique était assez fuyante. Il arriva tout à coup, débouchant dans la finance, alors qu'on l'attendait dans la marine, porté par le maréchal de Belle-Isle et par madame de Pompadour. S'il arriva par des voies tortueuses — encore faut-il déduire dans la critique la part de la jalousie — il fut très franc et très ferme dans l'exercice de ses pouvoirs et dans la poursuite de ses idées¹.

Car ce n'était point un sot, et il avait de bonnes intentions. Nourri à l'école de l'économie rationnelle, il avait, dès 1747, fait des finances, de la navigation et du commerce en Angleterre une étude assez serrée où l'on voit qu'il n'est pas partisan des taxes personnelles arbitraires². S'il eut recours plus tard à ce

1. Reproduites pour la plupart, avec des commentaires fort intéressants, dans l'ouvrage de MM. P. Clément et A. Lemoine. *M. de Silhouette, Bouret et les fermiers généraux* (1878, in-12).

2. *Observations sur les finances, le commerce et la navi-*

moyen, c'est sous l'empire de la nécessité absolue.

Commissaire au règlement des limites des possessions de la France et de l'Angleterre dans la Nouvelle-Ecosse (1749) et depuis commissaire près la Compagnie des Indes, traducteur et adaptateur de Pope, de Warburton et de Bolingbroke, avec des lettres et de la philosophie, il avait comparé les politiques, voire entre Chinois et Français, et emprunté aux Anglais un *Traité mathématique du bonheur*.

Malheureusement il avait à résoudre, en arrivant, un problème dont la solution n'était pas dans les livres.

En dehors des vieilles dettes, des dettes à chevrons, on devait cent nouveaux millions avancés par les receveurs, on en devait cent cinquante autres aux fermiers-généraux. Où les prendre ? Dans des impôts nouveaux, dans des rentes nouvelles, inutile d'y songer.

Silhouette ne dissimulait rien et voyait juste, mais avec une tendance au noir qui aurait fini par lui aliéner le peuple lui-même. Il y

gation d'Angleterre en octobre 1747. A la Bibliothèque nationale, Manuscrits f. français, 12162.

avait des choses atroces dans son plan, celle-ci par exemple, à propos de la taxe sur tous les usages de luxe : « C'est le seul moyen d'étendre les impositions sur la classe des riches, dont la fortune se renferme dans un portefeuille, et que les emprunts n'ont que trop multipliée aux dépens de toutes les autres classes¹. »

De plus il annonçait de l'austérité.

En dehors de ses actes, qui suffisent pour le juger, on a de lui des lettres qui décèlent un puritanisme singulier. On y voit qu'il a une femme « honnête » et une maison modeste qui n'insulte point à la misère. En même temps Madame de Pompadour lui apparaissait « fort honnête » aussi, et capable de sacrifier parti et amis pour seconder ses vues. Dans d'autres lettres il montre du caractère, de la volonté, des idées qu'aucune utopie ne gâte.

Suppression des dépenses inutiles, économie dans les dépenses nécessaires et dans l'amélioration du revenu public, voilà ce que rêvait

¹ Mémoire au roi sur la situation des finances lu et présenté au roi par M. de Silhouette, dans la Collection des comptes-rendus concernant les Finances de France depuis 1758 jusqu'en 1787, par Mathon de Lacour (1788).

Silhouette et il se déclarait ennemi des « systèmes enfantés par la chimère et l'illusion et dont le royaume a déjà éprouvé une fois les funestes effets¹. »

Cela le rendit suspect aux empiriques.

Il avait épousé la fille du médecin Astruc qui, lui aussi, avait eu le tort d'écrire — car selon Voltaire, il est quelquefois bien dangereux de faire un livre. Le jour même où Silhouette fut en place, quelqu'un chercha un exemplaire des ouvrages du beau-père et du gendre pour les déferer au Parlement et les faire condamner pour quelque hérésie. Ils rachetèrent tout ce qui était dans le royaume : d'où vient que leurs livres se firent très rares, même de leur temps.

On en avait surtout aux fermiers, lorsque Silhouette arriva. Des caricatures de 1757, assez niaises dans la forme et dans l'esprit, mais précises dans les tendances, les désignaient à l'animadversion publique. On leur en voulait surtout des profits qu'ils tiraient du tabac, et c'est sous l'habit d'un capitain

1. Réponse de M. le Contrôleur-général à M. le premier président de la Chambre des Comptes lorsqu'il est venu prêter serment, in-4.

espagnol, grand pourfendeur de contribuables, qu'un Callot de carrefour représente le fermier général, dans une posture qui appelle les vers peu mesurés de toutes façons.

Silhouette eut recours au crédit d'une Compagnie financière qui tira sur les receveurs — sur ces receveurs à qui on devait déjà cent millions — à raison de trois ou quatre millions par mois. Sur les fermiers il émit soixante-douze mille actions de mille francs, qui produisirent soixante-douze millions, il réduisit les pensions et supprima certains privilèges concernant la taille.

Il prenait le pouvoir en pleine crise économique et en pleine guerre avec l'Anglais. Tous les projets financiers avaient échoué, concluant tous à opprimer le peuple par un surcroît de taxes. Silhouette donnait cent millions au roi, et non seulement il ne prenait rien au peuple, mais encore il le soulageait par la réforme des tailles. Ces cent millions, c'était juste ce qu'il fallait pour continuer la guerre ou signer la paix avec avantage.

Silhouette avait fait de l'argent sans impôts, toute la France était avec Silhouette, à l'exception des financiers.

On se disputait les nouvelles actions sur les fermes. « Etes-vous assez heureux pour en avoir? demande Voltaire à Thieriot (18 juin), je crois que ce sera le meilleur bien du royaume. » Dans la sphère philosophique, on convenait que personne encore n'avait rien trouvé de mieux. Ainsi raisonnait-on en bas, sur les ports, quais, halles et marchés de Paris, car il avait supprimé quantité d'offices, les droits sur les beurres, les œufs et le fromage, etc.

On le met au-dessus de Lycurgue qui était dur et morose, au-dessus de Numa qui était plus pontife que législateur. Il se rapprocherait plutôt de Solon¹. Ses mérites sont tels qu'on en arrive à plaindre l'Angleterre d'avoir devant elle un adversaire de cette taille².

Silhouette fit coup sur coup cinq Déclarations où il paraît vouloir réformer les mœurs en même temps que les finances. Elles étaient conçues en fort bon style, dans le vrai ton du

1. *Lettre au R. P. Neuville sur la Reformation des mœurs*. 1759, in-12. C'est une apologie des premières déclarations de Silhouette.

2. *Lettre d'un Hollandais à un membre du Parlement d'Angleterre au sujet du nouveau ministre des finances en France*, 1759, in-12.

gouvernement. Tout ce qui avait trait aux pensions était bien dit, à l'imitation de l'abbé de Saint-Pierre qui les voulait fixées à une somme certaine, chaque pensionnaire attendant patiemment la survivance de l'autre. « Je suis si content de M. de Silhouette, écrit un magistrat célèbre, que je ne m'étais pas souvenu que j'avais une pension. » On rappelait la lettre que Jean-Baptiste Rousseau avait, dès 1731, écrite de Bruxelles à Lafont de Saint-Yenne, et dans laquelle il prédisait le ministère à Silhouette. On citait les vers que cette lettre avait inspirés à un poète :

Poète et devin n'étoient qu'un
Au temps jadis, et sous un nom commun
L'idiome latin désignoit l'un et l'autre,
Et ce qui fut au temps jadis
Est encore arrivé du nôtre.
Témoin l'Horace de Paris
Dans le Brabant confiné par l'Envie,
Qui dans ses immortels Ecrits
Laissa l'heureuse prophétie
Dont tous les points sont accomplis¹.

1. Cette lettre est du 8 novembre 1731. Messieurs de Silhouette père et fils étaient de passage à Bruxelles et ils avaient remis à Rousseau une lettre que lui envoyait Saint-Yenne,

Silhouette, il te vit encore à la barrière,
Il présagea l'honneur de ta carrière,
Il te jugea grand Homme, annonça tes succès,
Ces utiles travaux, seul espoir des Français,
Cette vertu dont ton âme est nourrie,
Et te marquant du sceau de l'immortalité,
Sur ta Gloire et sur ton Génie
Il prévint la postérité.

Tout était « à la Silhouette » dans les fanfreluches de la mode, ce qui consacre une renommée¹.

Alors Silhouette ne paraissait pas ridicule le moins du monde, et on jugeait que son prédécesseur Boulogne était un piètre sire auprès de lui. On chanta la « *Déroute des fermiers généraux et de leurs croupiers et croupières*², événement arrivé sous les auspices de la Comète, le 6 mai. » On les voyait quittant l'Hôtel des Fermes à bride abattue, semant dans leur fuite et leurs sacs et toutes gens en croupe.

« François, dit la légende :

1. Montyon. *Particularités sur les ministres des finances célèbres*.

2. Nom spécial des intéressés dans les fermes.

François, au premier trait du chef de la finance,
Reconnois un Rosny, un Colbert, un Louvois.
Déjà par ses conseils il procure à la France
Le moyen assuré de terrasser l'Anglois.
Achève, Silhouette, achève ton ouvrage.
De Louis bien-aimé rends le nom glorieux.
Enrichissant ton Roy, tu peux, ministre sage,
En le rendant vainqueur, rendre son peuple heu-
reux.

On soutenait Silhouette que voici, comme
au milieu d'un cirque, la cravache à la main,
poussant devant lui l'escadron des fermiers.
Abbés, évêques, filles, seigneurs, comédiens
en panier, mordent la poussière, tandis que
les pauvres diables encouragent Silhouette de
grands gestes approbateurs.

La satire populaire s'en donne à cœur joie,
excitant le nouveau contrôleur d'une verve
grossière, mais curieuse. Nous revoyons le
symbole du pressoir et de la vis broyant les
fermiers.

Allais, laquais et Bourvalais
Tous les trois ont été parfaits
Dans leur état de bon fermier
Puisqu'ils ont sçus bien voler.

C'est à vous, ministre élégant,
De sçavoir bien tirer l'argent
Des grands hommes de la finance
Et de ceux qui prêchent l'indigence.

Ici on célèbre le *Printemps* de 1759; le
Départ des gros fermiers, que des musiciens
accompagnent sur leurs instruments :

Ils sont chus dans la rivière
Lair lon la

Ils sont chus dans la rivière
Les voila bien là.

Silhouette avait en son seul petit doigt une telle puissance qu'on répandit le bruit qu'à son appel, les protestants allaient prêter cinquante millions au roi. Voltaire doute qu'ils les aient et souhaite que M. de Silhouette les trouve... même chez les Turcs. Il n'y a là que demi-raillerie, Voltaire est de ses adorateurs : « Si M. de Silhouette continue comme il a commencé, il faudra, dit-il à Thieriot, lui trouver une niche, tout à côté de Colbert, dans le Temple de la Gloire¹. »

Les premières opérations du ministre furent soutenues par des écrits qui émanaient sans

1. Voltaire à Madame de Fontaine, 15 avril 1759.

doute de ses bureaux, mais qui n'en remuaient pas moins l'opinion¹.

Il est certain qu'avant Silhouette, le quinzième du revenu de la couronne était distribué tous les ans en pensions particulières dont le plus souvent on ignorait l'origine; que dix à douze mille privilégiés vivaient au détriment de quinze millions de contribuables, et qu'on accablait toutes les classes d'impositions, pour dégrèver ces pensionnaires. Silhouette réduisit les pensions à trois millions.

Il est certain aussi que, par l'effet des privilèges portant exemption des tailles, le pauvre donnait beaucoup, tandis que le riche ne donnait rien, ces exemptions résultant d'offices qui étaient eux-mêmes des sources importantes de revenu : celui qui était le plus en état de payer la taille ne la payait point. Un arrêt porta que tous les sujets nés taillables ou qui s'étaient soustraits à la taille, rentreraient dans la classe des contribuables.

1. *Lettre d'un banquier à son correspondant de province*, du 30 avril 1759, in-4. Réimprimée in-8, la même année, à Lyon par Bruyset.

Lettre d'un croupier pour servir de réponse à la lettre d'un banquier à son correspondant en province, accompagnée de l'estampe représentant Silhouette avec son fouet.

Pendant les premiers mois, quel engouement pour Silhouette ! On le trouve Anglais contre les Anglais, calculateur entre les Français qui ne calculent pas, homme de lettres entre les financiers qui n'écrivent point. Cela dura l'espace d'un printemps. Dans l'été le vent tourna. « La première scène de la pièce de Silhouette a été bien applaudie, le reste est sifflé. Mais il se peut très bien que le parterre ait tort. Il est clair qu'il faut de l'argent pour se défendre, puisque les Anglais se ruinent pour nous attaquer. » (Voltaire).

Pour avoir voulu prendre de l'argent où il y en avait, Silhouette s'attirait des inimitiés qui ne pardonnent pas.

Les actions de dix mille livres qu'il avait émises sur les fermiers n'eurent point la fortune qu'on en attendait : le roi avait trop besoin des fermiers et les fermiers tenaient trop le monde pour que le placement de ces actions se fît sans eux. Elles furent souscrites en un mois, ce qui ne s'était jamais vu, mais elles furent aussitôt décriées et baissèrent de trois cents francs.

Lorsqu'il s'avisa de sortir des grands expé-

dients pour aborder les petits, le revirement s'accrut.

Il mit contre lui toute la Cour en proposant des économies sur les dépenses personnelles du Roi et des ministres. Il ameuta le Parlement par la simple annonce d'un édit de subvention.

Il souleva les particuliers en suspendant pour un an le paiement des billets des fermes générales et le remboursement des capitaux dus par le Trésor.

Il troubla les rentiers en établissant dans les Effets royaux des distinctions qui donnaient plus de valeur et plus de droits à ceux-ci qu'à ceux-là¹.

Ce malheureux Silhouette avait indisposé non seulement les financiers, mais les postulants et quémandeurs de places financières. Un de ses premiers soins avait été de montrer au roi la charge que le personnel, de plus en plus envahissant, faisait peser sur tous et il avait été autorisé à déclarer qu'il n'y aurait plus de bons ni de promesses pour les places

1. Copie de la lettre écrite par M. le Contrôleur général à M. Boucot (receveur général du Domaine de la ville) le 8 juin 1759, in-4.

de finances. Et puis ne voulait-il pas réformer le corps même des fermiers où il trouvait « peu de travailleurs et d'hommes suffisamment instruits de leur métier ? »

Il existe une très jolie *Lettre d'une comédienne à une danseuse de l'Opéra*, où la comédienne, abandonnée par son financier, dit : « C'est bien un perturbateur du repos public que cet homme qui a inventé un pareil système. » La réponse est jolie aussi. La danseuse, elle, n'a jamais cru aux financiers : elle est entretenue par un vieux marquis : « Je ne crains point qu'on me l'enlève par un système imaginé en faveur du Peuple et de l'État. De quel côté veux-tu qu'on attaque la Noblesse ? »

En septembre, abstraction faite de ses premières opérations, Silhouette n'avait encore trouvé que quarante-huit millions et il lui en manquait encore cent quarante-deux pour combler le déficit officiel.

Cependant les besoins croissant, la guerre tournant mal, chacun proposait son système. Caumartin, alors intendant de Flandres et d'Artois, voulait qu'on en revint à une émission de papier-monnaie, de billets de confiance. On commencerait par dix millions

gagés sur les droits de consommation. Au seul mot de papier-monnaie, de « billets de défiance » — ainsi les nomme-t-il — Silhouette bondit. Tout plutôt qu'un pâle souvenir de Law.

C'est alors qu'il eut l'idée de la « subvention générale » : édit qui parut une invention diabolique. Il augmentait les impôts d'un nouveau vingtième (durée : un an après la paix) et de quatre sols pour livre sur les consommations (durée : dix ans après la paix), imposait les maîtres sur leurs domestiques : 50 liv. pour le Maître d'hôtel, pour chaque Valet de Chambre et pour le premier Domestique d'office et de cuisine : 20 liv. à Paris et Versailles et 12 liv. dans les provinces pour les Valets, Portiers, Porteurs, Cochers, Postillons, Palefreniers et autres : 20 liv. pour chaque cheval de selle, de carrosse, de chaise, etc., à la réserve des chevaux des troupes, des marchands, des académies et des postes : 20 liv. ou 10 liv. selon les lieux pour le droit de tenir boutique, avoir bouchon, enseigne ou écriteau. Il chargeait de nouveaux droits l'entrée des étoffes, fourrures, cafés de Moka, de Bourbon et des Iles, la marque de l'or et de l'argent,

les octrois dans les villes, etc. Déjà il était tombé dans la minutie tracassière en augmentant le port des lettres.

On voit bien par ces mesures quel était le système de Silhouette. Il rejetait le plus lourd fardeau sur le luxe. Mais ce qui est remarquable, au point de vue des idées actuelles, c'est que, dans l'esprit de Silhouette, la base de l'impôt de subvention était la *proportionnalité*, pour le bien foncier comme pour le capital : « Méthode nouvelle dans ce royaume, dit-il, mais la seule mesure vraiment juste et proportionnelle, et qu'il seroit à désirer que les circonstances permissent d'employer dans toutes les autres natures des biens. »

Ces mesures furent à peine appliquées, elles ne furent même pas publiées dans les Cours des provinces. Elles avaient le défaut de s'attaquer surtout à la capitale, à ce Paris qui formait presque toute l'opinion du royaume et qui, par le retranchement du faste, par l'amortissement de l'éclat, tombait au rang d'une ville huguenote en province. Silhouette faisait un tel cas des petites économies, qu'il fit supprimer le café à Marly, il voulait qu'on supprimât les courriers des ministres, estimant

que la poste suffirait bien à les distribuer. Sans toucher au train de la Maison du roi, il voulait que le service s'en fît à moins de frais et de personnes.

Le roi néanmoins n'abandonnait pas Silhouette.

Au lit de justice tenu à Versailles le 20 septembre 1759, il dit qu'il était toujours peiné de mettre des impositions sur son peuple, mais qu'il y avait nécessité. Il consentait à quelques changements dans les édits publiés, et à quelques exemptions dans les gabelles et le tabac, mais c'était à peu près tout. Il maintenait le fond de l'édit de subvention. Le Parlement lui fit entendre des paroles assez fermes, donnant à entendre que l'agriculture était compromise et la noblesse indisposée. Le roi passa outre, maintenant notamment l'édit portant création de cent receveurs des rentes sur l'Hôtel-de-Ville et autres effets publics : innovation qui donnait cinq millions au roi et ne coûtait qu'aux rentiers.

Madame du Deffand a parfaitement analysé l'état des esprits après le lit de justice : « On vient de publier dix ou douze édits qui font bien trois quarts d'heure de lecture... Ils ne

taxent pas l'air que nous respirons ; hors de cela je ne sache rien sur quoi ils ne portent. » (On frémit en pensant à ce qui serait arrivé si « le Silhouette » — comme on eût dit « le diable ! » — avait imposé les portes et fenêtres).

Il y eut un autre malheur, moins lourd au public, mais affligeant pour la délicatesse de Silhouette : il se fit accorder soixante mille livres de rentes viagères, dont vingt sur la tête de sa femme.

La pension de Silhouette s'explique probablement par l'usage où l'on était d'accorder au contrôleur général un pot-de-vin de trois cent mille livres à chaque renouvellement du bail des fermes. Silhouette n'avait pas positivement renouvelé le bail, mais il y avait apporté un tel amendement qu'il était en droit, à l'estime du temps, de toucher quelque chose sur le bénéfice qu'il faisait réaliser. Néanmoins il affichait une morale trop rigoureuse pour que ses ennemis ne relevassent point une contradiction aussi forte.

Enfin quand il engagea ses compatriotes et le roi lui-même à porter leur vaisselle à la Monnaie pour être convertie en argent qui devait faire retour au Trésor, il se couvrit de

ce ridicule impardonnable qu'on assène (Saint-Simon) à la petite bourgeoise regardante et qui rogne sur tout.

On eût mieux aimé payer double impôt que de « ne plus paraître. » A l'idée de ne plus avoir de plats et de soupières sur le dressoir on se cabra, et d'un vigoureux coup de rein on déposa Silhouette.

Cela d'ailleurs n'avait donné que quelques piteux millions, une douzaine au plus.

Dès le milieu de novembre, Silhouette se sent taré. Il a fait appeler les fermiers, les vrais détenteurs du crédit public et n'en a rien obtenu. Il n'a plus d'espoir qu'en Bouret, l'un des plus estimés. Bouret se refuse. Au moment précis où il aurait fallu avoir du génie, Silhouette se dérobe. On le renvoie ou il s'en va, le 21.

Ce qui le perdit, c'est qu'au fond il poursuivait la réformation des mœurs. Il passa pour un naïf, ce qui ne s'accorde pas avec ce qu'on exigeait du maître des finances. Lorsqu'on entendit parler d'une vaisselle qui ne serait plus d'argent, on se tâta pour savoir si on était encore Français.

Fallait-il que Silhouette fut loin de son

temps ! Voltaire (à Thieriot, 5 décembre) nous donne peut-être la clef du mot « silhouette » appliqué à quelque chose de noir : « Je suis un peu ruiné, cependant je n'ai point envoyé ma vaisselle à la Monnaie.... et je ne veux point la vendre à des huguenots. Je n'ai point de *culs-noirs* et j'ai renoncé aux *blancs* que j'aimais autrefois à la folie. » Et ailleurs (à d'Argental, 24 novembre), « Parlez-moi de la fortune que vous avez faite à Cadix et dites-moi si vous mangez sur des assiettes à *cul noir*. »

Point de colère. On s'amusait énormément. Il y avait longtemps qu'on avait tant ri dans Paris et dans Versailles.

Qu'était-ce que ce Français qui parlait d'économie à d'autres Français, qui rêvait de murs nus et de buffets dégarnis ? Un homme ? Assurément non. Une ombre d'homme tout au plus, quelque chose de noir et de plat qu'on ne peut saisir avec la main, tourner et retourner. Si l'on appelait cela « silhouette », ne serait-ce pas bien trouvé ? Et voilà l'ombre baptisée. Désormais on appellera silhouette toute apparence triste, délabrée, sans relief, avec des lignes sombres.

Comme ministre Silhouette avait duré huit mois. Il se survécut, se prolongea dans son ombre. On eut les habits à la Silhouette, les culottes sans poche, les gilets sans gousset, les surtouts sans plis, de telle manière que l'ancien contrôleur ne pût ni s'y accrocher ni y rien prendre. Selon quelques-uns, l'épigramme aurait été autre : on voulait indiquer par là à quel point il avait réduit les individus et leur bourse : à n'être que des « silhouettes », l'ombre d'eux-mêmes. On est fort divisé sur ce détail de la mode.

Voltaire le crible de traits (décembre). « La France aujourd'hui n'a pas plus de vaisseaux que de vaisselle. Quiconque avait des effets publics est ruiné. Si j'avais un Silhouette pour berger, mes moutons mourraient tous de la clavelée... Je trouve partout la fable du pot au lait. Quel *pot au lait* que ce Silhouette ! Silhouette m'a ruiné, dit-il en fin de compte (février 1560). »

Des mots que tout cela. Silhouette tomba non par malhonnêteté, mais par maladresse. Il eut surtout le tort de faire trembler (Voltaire) en temps de crise des gens qu'on ne doit intimider qu'en temps de paix : les créanciers.

Il n'eut point une disgrâce trop fâcheuse et beaucoup sentirent, tout en s'en moquant, qu'il avait été vaincu par des gens qui assez puissants pour mal faire, l'étaient restés assez pour échapper au châtement.

L'opinion des philosophes fut simplement qu'il avait mal choisi son moment pour envelopper les finances et les mœurs dans le même redressement. Mais ce ne fut qu'à la réflexion. J.-J. Rousseau, qui était à Montmorency, l'hôte de la maréchale de Luxembourg, apprend que Silhouette se retire et, le 2 décembre, il lui écrit : « Daignez, Monsieur, recevoir l'hommage d'un solitaire qui n'est pas connu de vous, mais qui vous estime par vos talens, qui vous respecte par votre administration et qui vous a fait l'honneur de croire qu'elle ne vous resteroit pas longtemps. Ne pouvant sauver l'État qu'aux dépens de la capitale qui l'a perdu, vous avez bravé les cris des gagneurs d'argent. En vous voyant écraser ces misérables, je vous enviois votre place; en vous la voyant quitter sans vous être démenti, je vous admire. Soyez content de vous, Monsieur; elle vous laisse un honneur dont vous jouirez longtemps sans con-

current. Les malédictions des fripons font la gloire de l'homme juste ». Voilà le premier mouvement et le bon, sur lequel Rousseau devait revenir assez lâchement. M^{me} de Luxembourg était de ces « gagneurs d'argent » que flétrissait ici Rousseau; elle était intéressée dans les sous-fermes, avec ceux qui avaient fait déplacer Silhouette. Elle voulut voir une copie de la lettre : Rousseau la montra, comme un écolier pris en faute, et de la lettre même il dit : « C'est peut-être la seule chose reprehensible que j'aie écrite en ma vie. » Repréhensible, pourquoi ? Rousseau ne donne pas ses raisons.

Quoiqu'il en soit, Silhouette à son départ fut salué d'une clameur de haro, au milieu de laquelle on distingue la voix sifflante de Grimm. On le haïssait et pour ce qu'il avait fait et pour ce qu'il aurait fait. N'avait-il pas parlé d'imposer les célibataires d'une triple capitation, de frapper d'un droit d'amortissement tous les parents dont les enfants feraient profession dans un ordre religieux avant l'âge de majorité ?

Il avait été mis en petits vers et chansonné

pendant son passage au pouvoir ¹, mais avec des ménagements qu'on ne garda plus à sa chute.

Voici ce qui se chantait sur l'air de *Joconde* :

Le roi trop tard s'est résolu
A chasser le Silhouette,
Puisque le ciel avoit voulu
Qu'il en eût fait l'emplette,
Trois mois, terme d'une catin,
Etoient trop pour ce traître,
Qui nous laisse aujourd'hui sans pain,
Près d'aller à Bicêtre.

Et ceci sur l'air : *Ces braves insulaires* :

Monseigneur Silhouette
Nous prend nos pots, nos plats et nos assiettes ;
Monseigneur Silhouette
Nous prend tout notre argent.
A présent, à présent,
S'il n'est pas content
L'indigne chenapan,
Qu'il prenne nos fourchettes,
Nos nappes, torchons et serviettes,
Et jusqu'à nos couchettes,
Mais qu'il fiche le camp,
Promptement, promptement, promptement.

1. Il y a de ces chansons qui sont fort agréables et qui, sous prétexte de censurer le ministre, semoncent spirituellement ses contemporains.

Les épigrammes allaient de compagnie :

Le ciel à nos besoins pourvoit en tous les temps,
Cessez de murmurer, populace inquiète ;
Ce que Beaumont¹ refuse à tant de gens,
Vous l'obtenez de Silhouette :
Il vient de vous donner les derniers sacrements.

Autre :

Que dites-vous de ce grand homme
Ce Silhouette qu'on renomme ?
Louis, émule de Henry,
N'a-t-il pas trouvé son Rosny,
Il met dans ses édits profanes
Homme et cheval à même prix.
Sans doute il eût taxé les ânes,
S'il n'eût craint de s'y voir compris.

Autre :

Sacrifier l'État, deshonorer le Roi,
Inventer coup sur coup de monstrueux projets.
Leurrer le citoyen, abolir toute loi,
Hasarder les édits odieux aux sujets,
Ouvrir à la misère une route nouvelle,
Violer tous les droits, monnoyer la vaisselle,
Étendre les impôts sur livrée et chevaux,
Tyranniser le peuple, arrêter les travaux,
Tel est le triste effet de son esprit sublime.
Et ! pourras-tu jamais expier un tel crime ?

1. Archevêque de Paris.

Tant s'en faut qu'après sa déconfiture Silhouette ait, comme on l'a prétendu, étonné le monde par ses prodigalités ! Au contraire, il alla se terrer dans son château de Bry-sur-Marne où il médita, dans ce silence qui précède la mort, sur l'inconvénient qu'il y avait alors à faire le bonheur des hommes par la vertu.

C'est en 1760 qu'il acheta la terre de Bry et qu'il fit reconstruire le château par Fontaine. Il paraîtrait que, très entiché du genre de dessins qui prit son nom, il en aurait décoré de sa main plusieurs salles, — détail peu vraisemblable.

C'est là qu'il mourut en 1767, et si son épitaphe — disparue en 1793 — est vraie, elle le décharge de toutes les calomnies dont il fut abreuvé : « Philosophe religieux, savant modeste, riche bienfaisant, il fut le délice de ses amis et la ressource des malheureux. »

Le Testament politique de M. de Silhouette est-il de lui ? Quand on l'a lu, on ne doute guère qu'il l'ait au moins inspiré. Il y a des vues qui ne sont point d'un amateur. Silhouette y expose pourquoi il n'a pas réussi, pourquoi les contrôleurs généraux ne pou-

vaient rien faire, n'ayant que l'ombre du pouvoir, — tout était ombre dans le cas de Silhouette — sans la responsabilité effective. S'il fût resté en place, il eût demandé irrévocablement qu'on lui donnât un surintendant, une manière de dictateur dont il eût été le conseil et le bras. Silhouette a fort appauvri les fermiers, mais il a enrichi la langue d'un mot que le dictionnaire de l'Académie a recueilli en 1835 : Silhouette et la France sont peut-être quittes.







MORALITÉS ÉCONOMIQUES

B IEN que l'Exposition financière ne doive avoir — c'est bien entendu — aucun sens particulier, c'est bien le moins qu'on en puisse dégager certaines moralités économiques. Ces moralités nous sont en partie indiquées par l'ouvrage de M. le vicomte d'Avenel : *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix en général depuis l'an 1200 jusqu'à l'an 1800* (Imprimerie Nationale, 1894). J'essaierai de les pousser le plus avant possible dans le siècle actuel, jusqu'aux portes du xx^e.

Dans ses cinq premiers chapitres, M. d'Avenel expose les mêmes matières que l'Exposition financière, avec les considérations suivantes résumées dans les sommaires.

§ 1^{er}. — LE POUVOIR DE L'ARGENT

Difficulté de le connaître.

Criteriums du pouvoir de l'argent, faux ou insuffisants, adoptés par divers auteurs.

Programme de Leber juste mais mal exécuté.

Cibrario : ses calculs fondés sur le prix du blé, leur résultat bizarre.

Travail de M. Bertrand-Lacabane, idée d'un pouvoir annuel de l'argent déduit de la valeur des grains.

Acception « très vaste » de ce mot « pouvoir général des métaux précieux. »

En quoi il diffère du « prix de la vie. »

Changement de la quantité et du prix de diverses marchandises selon les siècles.

Inventaire des valeurs impossible à dresser.

Mode de recherche : trois pouvoirs de l'argent, suivant les recettes et les dépenses pour les classes ouvrière, moyenne et riche.

Erreurs sur la décroissance prétendue fatale du pouvoir de l'argent.

Ce pouvoir dans l'antiquité par comparaison avec le moyen âge.

Hausse du prix de la vie de 1200 à 1390 :
baisse de 1390 à 1520.

Hausse nouvelle de 1520 à 1600; invasion
des métaux précieux de l'Amérique.

Opinions du monde financier au xvi^e siècle.

Les fluctuations du pouvoir de l'argent ne
sont signes ni de prospérité, ni de misère, si
l'on n'en connaît pas les causes.

Probabilité d'une production abondante de
métaux précieux aux xiii^e et xiv^e siècles.

La hausse et la baisse des prix de la vie de
1300 à 1600. Elles sont indépendantes des évè-
nements politiques.

Emploi de l'or et de l'argent aux usages
domestiques plus grand au xv^e qu'aux xiv^e et
xvi^e siècles.

Cause de la baisse des prix de 1390 à
1500.

Coefficients moyens du pouvoir de l'argent
de 1200 à 1600, par rapport à son pouvoir
actuel.

Les variations du pouvoir d'achat des mé-
taux précieux aux xvii^e et xviii^e siècles sont
peu connues, quoiqu'importantes.

Ce pouvoir a haussé sous Henri IV, est
redescendu à deux fois et demie le nôtre sous

Louis XIII, et à deux seulement sous Louis XIV jusqu'en 1690.

Il a ensuite remonté jusqu'en 1715 sans discontinuer, et s'est maintenu jusqu'en 1750 au triple de son pouvoir actuel.

Moindre production de métaux précieux dans la première partie du XVIII^e siècle.

Depuis 1750 jusqu'à la Révolution, le pouvoir de l'argent descend de nouveau au double du nôtre.

La hausse fictive pendant la Révolution.

Monnaies étrangères:

L'Europe du Moyen âge est plus cosmopolite que la nôtre à cet égard.

Cet état de choses se prolonge jusque sous Louis XIV.

La diversité d'origine des espèces augmente à mesure qu'on remonte dans les temps féodaux.

Des conversions fautives de livres en francs faites d'après les tables de M. de Wailly.

Affaiblissement progressif de la livre tournois dont la valeur intrinsèque baisse de 80 o/o par siècle, de 1200 à 1600. Causes de cet affaiblissement.

Variations du rapport de l'or avec l'argent.

Motifs qui m'ont déterminé à prendre l'argent pour base de conversion.

Influence de l'avilissement de la livre-monnaie sur la fortune mobilière.

Baisse de la livre-monnaie de 1600 à 1800.

La décroissance étant insensible paraît fatale, et les créanciers ne protestent pas.

Les précautions prises pour maintenir les droits féodaux ont pour résultat de les anéantir.

§ II. — LES MONNAIES ET LES MÉTAUX PRÉCIEUX

Deux sortes de monnaies : l'une *réelle*, l'autre *de compte*.

Monnaies de compte qui subsistent encore en France dans le langage.

La livre tournois à l'avènement de Saint-Louis.

Longévité des pièces de monnaie d'autrefois : il en est qui durent plus de six siècles.

Droit d'émettre de la monnaie n'emporte pas, pour un souverain, celui d'en imposer l'usage.

Diverses monnaies *de compte* : livres parisis, de Provins, angevine, du Mans, de Bretagne.

Toutes subissent dans leurs variations l'influence de la monnaie tournois.

Livre sterling, son histoire.

Monnaie melgorienne et barcelonaise en Roussillon ; raimondine en Languedoc.

Florins de compte en Provence et dans le Comtat-Venaissin.

Patacs et billon du comtat et de la principauté d'Orange.

Ces monnaies à moitié fausses inondent le Sud-Est.

Autonomie monétaire du Dauphiné longtemps maintenue ; système de compte de cette province.

Livre dijonnaise, livre estevenante en Franche-Comté.

Franc ou livre comtoise.

Franc de Lorraine.

Livres et pfenning d'Alsace.

Livres de gros de Flandres, Artois et Brabant.

Conversion des livres tournois en francs.

Tables de prix du marc d'argent.

Tolérance de titre et de poids pour les anciennes monnaies.

Des trois prix du kilogramme d'argent :

acheté en lingots par l'Etat, vendu en monnaie par l'Etat, acheté et vendu en lingots entre particuliers.

Des deux sortes d'altérations monétaires : sur la nature du métal ou sur sa valeur en livres-monnaie.

Droits des princes à cet égard d'après les idées du temps.

Altérations seigneuriales et royales.

Les altérations monétaires des rois n'ont jamais eu d'influence sur le prix des marchandises dans le commerce.

Preuves que nous en avons : immobilité des prix estimés en livres.

Comment le peuple parvenait à se garantir de la fausse monnaie de l'Etat.

Différence des prix officiels avec les prix réels des métaux précieux.

Rapport de l'or à l'argent dans la circulation monétaire des derniers siècles ; numéraire existant au ^{xvii}e siècle.

Quantité d'or beaucoup plus grande aujourd'hui qu'autrefois, en proportion de la quantité d'argent.

Influence nulle du système de Law sur les prix au ^{xviii}e siècle.

Les cours officiels des métaux, pendant la durée du système, ne sont pas adoptés par la masse de la nation.

(Selon M. d'Avenel, le système n'a pas eu les conséquences économiques qu'on a dites et qu'on serait tenté de croire. Les prix, exprimés en livres, ont très peu varié à Paris et pas du tout dans les provinces.

Dans les bourgs les plus éloignés, on connaissait, par les édits et arrêts du Conseil, la situation monétaire, le cours des billets de la Banque générale, la dépréciation des espèces d'or et d'argent. Comme le peuple au temps des altérations de Philippe le Bel et de Jean le Bon, on laissait aux agioteurs et aux fonctionnaires le cours officiel du marc d'or et d'argent; on continuait à donner la même valeur qu'autrefois à la livre de compte. De 1718 à 1725 le prix des choses n'a pas été affecté par le système. Évidemment dans cet intervalle, on trouverait des prix exprimés en livres d'agiotage, en *livres de bourse*, dont la valeur n'était que de la moitié ou du tiers des livres usuelles et commerciales, mais les exemples ne sont pas assez nombreux pour détruire la règle établie dans les marchés conclus entre Français.

§ III. — LE TAUX DE L'INTÉRÊT ET LES VALEURS
MOBILIÈRES

Le taux de l'intérêt, ou *loyer* de l'argent, n'a pas suivi la fluctuation de son *prix* ou de son pouvoir sur les marchandises.

Rapport de l'argent « à louer » avec l'argent « à vendre ».

Distance qui sépare anciennement l'intérêt mobilier de l'intérêt foncier.

Variations et cours qui ont influé sur le taux de l'intérêt.

Préjugé sur le prêt d'argent ou « usure ».

Part de responsabilité des lois et des mœurs.

L'homme est alors une marchandise, l'argent n'en est pas une.

Intérêt mobilier, selon les pays et les siècles, de 1200 à 1600.

Intérêt foncier: il est plus élevé pour les biens ruraux que pour les maisons des villes.

Rentes foncières.

Leur confusion inexacte avec les hypothèques.

Leur morcellement et leur transmission courante.

Ce sont de vraies valeurs de bourse.

Autres biens mobiliers du Moyen-âge : rentes en grains, titres de « Monts » ou actions de banques.

Emprunts d'État : ce sont au début, des cadeaux faits au roi par les sujets riches.

Rentes viagères créées par les communes.

Valeurs au porteur sans analogie aujourd'hui ; droits à dommages-intérêts, rançons des prisonniers de guerre ; vassalités pécuniaires et hommages rendus pour de l'argent.

Le prêt à intérêt est libre au ^{xvii}^e siècle.

Les « rentes foncières », moins nombreuses, ne sont plus la principale valeur mobilière.

Les « rentes constituées » ou *pensions* prennent leur place.

Emprunts municipaux fractionnés en parts minimes.

Sociétés commerciales par actions dès le règne de Louis XIII.

Rentes sur les coches et carosses.

Les charges judiciaires ou financières sont des biens meubles d'espèce nouvelle ; elles représentent parfois de simples rentes au porteur.

L'État jusqu'à Colbert emprunte à 8 et 9 o/o ; les provinces et les villes empruntent à 4 et 5 o/o.

Prêts à 7 o/o par les capitalistes aux commerçants en gros.

Causes qui maintiennent le taux de l'intérêt mobilier stationnaire au xvii^e siècle.

Baisse de ce taux au xviii^e siècle ; on se contente alors, pour rentes viagères, de l'intérêt servi auparavant aux rentes perpétuelles.

L'intérêt foncier s'abaisse, vers 1700, à 4 o/o, et vers 1750, à 3 1/2 o/o.

§ IV. — LE CRÉDIT ET LE COMMERCE DE L'ARGENT

Le commerce de l'or et de l'argent au Moyen-âge, monopolisé de fait par les Juifs.

Cause que l'on peut attribuer à leur spécialité dans ce négoce.

Mépris dont ils sont l'objet.

Rôle des Templiers dans la Banque ; leurs opérations jusqu'au xiv^e siècle. (M. Léopold Delisle a démontré dans son important mémoire sur *L'administration financière* des Templiers, avec une abondance de preuves décisives, que l'Ordre fut le précurseur et le rival des Sociétés italiennes, qu'il a eu longtemps entre les mains une grande partie des

capitaux de l'Europe, qu'il a été le trésorier de l'Eglise romaine — ce qui explique sa spoliation et son expropriation sanglante par Philippe le Bel).

Grand nombre des Lombards dans les campagnes.

Leur rapport avec les souverains et les seigneurs avant 1350.

Leur expulsion après la peste noire ; elle est de peu de durée.

Alternatives de faveurs et d'injustices dont les Juifs sont l'objet au x^ve siècle.

Concurrence qui leur est faite au x^ve siècle par les Chrétiens ; joailliers-prêteurs : institutions de crédit (à Lyon, 1543, à Toulouse, 1549, à Rouen, 1556).

Lettres de change, mandements ; divers systèmes anciens de mobilisation de l'argent par les écritures. (J'ai reproduit dans mon *Rabelais, ses voyages en Italie, son exil à Metz*, une décharge de Rabelais en acquit d'une lettre de change sur Benvenuto Olivieri, l'exécuteur testamentaire de Strozzi).

Monnaies fiduciaires ; *loquis* de Gênes.

Conditions très dures des prêts à cause de l'aléa du remboursement ; *courtiers en paroles*

(V. le *Livre de compte des frères Bœnis*, banquiers et marchands à Montauban au xiv^e siècle, publié par M. Forestié).

Difficultés des transports d'espèces.

Oscillation du change.

Cherté de la monnaie d'or.

Création des offices de *Courtiers de change*.

Ils sont investis du monopole de la négociation des lettres et billets.

La Place-au-Change sous Henri IV (près le Palais de Justice. Bourse modeste, nullement comparable au lieu d'assemblée des marchands de Londres, au Royal-Exchange, bâti par Thomas Gresham en 1566).

En province les commerçants protestent contre l'institution des agents privilégiés.

Change international très élevé; nous est généralement défavorable au xvii^e siècle.

L'exportation du numéraire interdite partout, s'effectue partout néanmoins.

Projet d'un change public (par Théophraste Renaudot, 1632, très ingénieux).

Le Gouvernement est à la discrétion de la banque privée pour les besoins de trésorerie.

Les quatre foires annuelles ou *payements* de Lyon.

Leur forme.

Efforts du haut commerce en faveur de la liberté des transactions.

Lettres de change en *blanc*, changes réels et simulés.

Anciennes banques étrangères, leur mécanisme. (Banques de dépôt de Venise, au xii^e siècle, Barcelone, xiv^e, Gênes, xv^e, Amsterdam, 1609, Hambourg, 1619, Nuremberg, 1621, Rotterdam, 1635, Stockholm, 1668. Banque de circulation à Londres, 1694).

Le prêt sur gages à l'étranger. Projets de Monts-de-Piété en France.

Monts-de-grains ou *frumentaires*.

Assurances sur la vie, tentatives avortées. (Il existe des exemples d'assurance d'homme à homme : un commissionnaire de Perpignan assure pour six mois la vie d'un chevalier ; en cas de décès de l'assuré pendant ce délai, ses héritiers recevront de l'assureur une somme déterminée. En 1629, création de la Cie du Morbihan qui reste sur le papier. Sous Mazarin, *tontine* du napolitain Lorenzo Tonti, repoussée par le Parlement. *Tontines* de Louis XV. Deux ans avant la Révolution, 1787, Cie royale d'assurances autorisée par le Conseil,

à l'exemple de l'*Amicale* de Londres, qui fonctionnait depuis 1709.

Assurances maritimes, primes excessives.

Banquiers étrangers en France, leur rôle nous est profitable.

Financiers français au xvii^e siècle.

Crédit de l'État au xviii^e siècle.

Crédit privé, législation sur les faillites.

§ V. — MOUVEMENT DE LA FORTUNE MOBILIÈRE DEPUIS LE MOYEN-ÂGE.

Disparition totale des fortunes mobilières du Moyen-Âge; dépréciation de celles des temps modernes; causes qui l'ont amenée.

Valeur intrinsèque et relative de 1000 livres tournois et revenu qu'elles procurent en 850, 1200, 1300, 1400, 1500, 1600, 1700, 1789 et 1893.

Mille francs de revenu du xiii^e siècle sont aujourd'hui réduits à 3 fr. 70.

Portée sociale de cet avilissement des biens meubles.

Tous les capitalistes mobiliers sont de date récente.

Destinée toute différente des capitalistes fonciers jusqu'à ce jour; dangers qui les menacent.

Mouvement perpétuel des fortunes privées de toute nature.

Fluctuations inhérentes à l'individu ou dépendantes de causes extérieures.

Mystère qui plane sur l'histoire de la plupart des familles.

Vicissitudes, déclassements, ascensions des races; exemples.

S'il y a eu, au Moyen-Age et sous l'ancien régime, des fortunes comparativement aussi grandes qu'aujourd'hui.

Fortune du feu baron de Rothschild; à quelles sommes elle correspondrait aux ^{xiii}^e, ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles.

[La fortune des Rothschild deviendra proverbiale, comme celle des Salimberni, de Sienne, qui faisaient le commerce de l'argent au ^{xiii}^e siècle, exploitaient des mines de métaux précieux, vendaient dans de nombreux magasins situés en diverses villes une foule d'objets et d'étoffes en gros et en détail; celle de Philpôt, armateur de Londres sous Richard II, au ^{xiv}^e siècle, qui s'emparait en

un jour de quinze vaisseaux espagnols, et à la même époque, celles d'Enguerrand de Margny, de Renier Flamand, de Mache des Maches (*Machius de Machis*) et de Pierre Remy, général des finances, pendus tous les quatre à tour de rôle, le dernier en 1328, laissant à sa mort 1,200,000 livres ou 52 millions d'aujourd'hui. Elle sera fameuse comme le furent, au x^e siècle, celle du surintendant Montaignu et celle de Jacques Cœur; au xvi^e siècle, celles du chancelier Du Prat, de Fugger, banquier de Charles-Quint et de Henri VIII, ou dans les temps modernes, celles de Montauron, de Lambert, de Mazarin, de Samuel Bernard ou des frères Pâris; comme l'ont été enfin, sous Napoléon et Louis XVIII, celles d'Ouvrard et de Laffitte. M. d'Avenel fait observer ici que la richesse est le plus précaire de tous les biens, qu'il ne reste rien de ces fortunes, pas même le souvenir de leurs possesseurs, et que le temps est beaucoup plus pratique que tous les anarchistes réunis.

La fortune du baron James de Rothschild s'élevait à sa mort (1868) à environ huit cents millions, — moins les valeurs mobilières non susceptibles de revenu, — et non à un milliard

sept cents millions, comme aucuns l'ont prétendu. Quand même cette fortune se serait augmentée de la moitié ou du double, elle n'en est pas moins coupée à présent en cinq morceaux, elle sera dans trente ans divisée en quinze ou dix-huit têtes au moins, et la banque, si elle subsiste, ce qui est douteux, ne sera plus qu'une Société anonyme très puissante, offrant seulement cette particularité que tous les actionnaires seront unis par des liens de parenté que d'ailleurs le temps distendra un peu chaque jour.

Même éparpillement pour l'héritage du milliardaire Vanderbilt.

M. d'Avenel établit ensuite qu'aucun homme dans le passé, fût-ce le roi de France, n'a possédé huit cents millions de capital. (Voir les *Manieures d'argent à Rome* par M. A. Deloume).]

Les conditions économiques du Moyen-âge s'opposent à la confection de la richesse.

Idées jalouses de nivellement qui avaient dicté la législation d'alors.

Sort réservé à l'extrême opulence.

Mouvement d'affaires des derniers siècles.

Le banquier Fugger.

(Il eut 240 millions, la plus grosse fortune du xvi^e siècle.

On ne sait exactement ce qu'eurent Bullion, Emeri, Fouquet. Mais Mazarin laissa trois cents millions).

Les fortunes anciennes, détruites, ont été remplacées par de nouvelles fortunes, beaucoup plus grandes.

Conséquences de la baisse du taux de l'intérêt pour la classe ouvrière.








FINANCE ANCIENNE

JUSQU'À LA

NE des théories les plus extraordinaires de l'ancien État, c'est d'avoir soutenu que les moyens par lesquels il se procurait de l'argent étaient pour ainsi dire de droit divin, et que c'était un mystère comme il y en avait dans la religion même. A la veille de la Révolution on parlait encore du « secret des finances » : Necker tomba pour l'avoir violé.

Esquisse très rapide (et forcément très incomplète) de l'histoire des finances françaises.

[Dès la fin du xvi^e siècle les esprits, cédant au tour nouveau des intérêts, se préoccupent de la matière financière et de ses mystères. Nous avons un *Traité des finances de France* de 1580. L'année suivante, le sieur Froumentau croit avoir percé le Secret des trésors de France et il publie sa découverte.]

Au commencement du xvii^e siècle, Nicolas Remond, secrétaire d'État, fait un Sommaire traité du revenu et dépense des finances de France : ensemble les pensions des seigneurs et dames de la Cour (1622).

Il faut attendre plus de cent ans, Necker, 1778, pour avoir de nouveaux éclaircissements sur l'administration des finances françaises.

Cependant, en 1661, il en avait paru, à Nuremberg, une histoire allemande accompagnée de détails sur les surintendants jusqu'à Fouquet, avec dix-huit portraits. Dans le cours du xviii^e siècle vinrent l'Histoire des finances de Du Frène de Francheville, 1738 ; les Mémoires de Déon de Beaumont, et les Recherches de Forbonnais, 1758.

Au xix^e siècle, nous avons l'Histoire des finances de M. Arnould, 1806, l'essai de M. Ganilh sur le revenu public, les Histoires de Bresson, 1829, et de Bailly, 1830. M. Gervaise avait préparé les Annales financières de France depuis 420 jusqu'à 1830, mais l'ouvrage n'a pas paru.]

Les premiers impôts dans les Gaules. Le système fiscal de Rome s'y plante.

La Capitation, taxe personnelle très arbitraire.

Le Cens, taxe foncière d'après des mesures cadastrales.

Taxes de consommation, taxes sur le sel.

Sur l'importation et l'exportation, ventes à la criée, portefaix.

Impôts civils : mariages, sépultures, legs, successions en litige, nombre d'esclaves, etc., péages.

Impôts urbains : cheminées, *feux*, tuiles, immondices, etc.

Privilèges : Taxes dites *sordides* dont sont affranchis les honorables et fonctionnaires.

A l'effondrement de l'Empire, sous les rois francs, la fiscalité barbare se glisse dans la fiscalité romaine, s'y substitue dans certains endroits, s'y superpose dans d'autres.

Le fief, division territoriale dévolue en viager aux chefs, libre d'impôts.

La prétention des leudes, plus tard des nobles, a toujours été de ne rien devoir au fisc. Le père de Clovis, Childéric I^{er}, perdit la couronne pour avoir essayé d'imposer les grands comme les petits (465).

Pendant des siècles, il y a lutte sourde, le

plus souvent lutte ouverte entre les rois et les grands à ce propos. Frédégonde tient sa sinistre renommée en partie de ses exigences fiscales.

Dénombrement.

Childebert tente une répartition de l'impôt (par Florentius, grand maître de sa maison, et Romulfus, comte du Palais) et rectifie le cadastre fait sous Sigebert, roi d'Austrasie. C'est le retour au cens public.

Les taxes se multiplient sous l'action des fermiers, véritables « entrepreneurs d'impôts. »

Clotaire II fait un édit pour les régler (615).

Clovis, vainqueur par l'Église, comble l'Église de biens territoriaux et d'immunités exceptionnelles. Ses fils en maugréent.

Charles Martel, vainqueur par ses leudes, revient sur l'œuvre de Clovis et distribue les terres au bénéfice de l'élément militaire. Son fils Pepin tente une moyenne.

Charlemagne refond les droits et usages fiscaux, leur donne une base : *Capitulaires*.

Les dispositions des *Capitulaires* forment la transition entre la fiscalité barbare et la

fiscalité féodale. (A la fin du x^e siècle, elles n'ont plus force de loi).

Le serf est déchargé de certaines corvées.

L'homme libre, de tout travail servile. Il concourt au service militaire dans la proportion de ses biens fonds.

Une amende de 60 sols (qui feraient aujourd'hui plus de 6,000 francs) pour tout possesseur de fief qui se soustrait aux obligations militaires.

L'Église confirmée dans le droit de prélever la dîme sur les fruits de la terre et la reproduction du bétail.

La dîme de l'Église devient ainsi un impôt régulier qui, ajouté à la dîme du roi, pèse lourdement sur l'agriculture. Aussi les plaintes furent-elles nombreuses. (A noter cependant que la dîme ecclésiastique avait été décrétée en une sorte d'assemblée nationale, 779).

Les *missi dominici* de Charlemagne, juges et régulateurs d'impôts : seule garantie des contribuables contre les abus des comtes et des seigneurs.

Ils disparaissent, vaincus en même temps que leur maître, par la réaction féodale.

Effroyables abus de la féodalité. Consé-

quence : l'impôt ne reflue plus de la nation à l'État, il s'émiette, se perd en route, reste aux mains du seigneur. Plus de revenu pour l'État. Le roi obligé de spéculer sur la monnaie, de la fabriquer fausse pour remplir le trésor.

Les Croisades contribuent, par choc en retour, à l'émancipation civile, au nivellement intérieur. Les libertés des villes et des communautés grandissent, la « masse féodale » diminue, vendue, aliénée, engagée par les seigneurs pour aller en Palestine.

Le Juif apparaît : la France est peut-être la véritable terre promise.

Louis le Gros et les Communes. Ordre de lever un nouveau cadastre.

Idée d'une nouvelle répartition d'impôt. Ajournement.

L'autorité royale profite aussi des Croisades pour étendre ses droits et privilèges.

Au lendemain d'un désastre des croisés, coup d'état fiscal. Louis le Jeune impose tous ses sujets — l'Église elle-même — d'un sol par livre *sur le revenu*, soit le vingtième (1149).

Philippe-Auguste et la *Dîme saladin* : impôt annuel sur les biens, meubles et immeu-

bles, de quiconque n'irait pas à la Croisade. Remplacé, sur les protestations de la noblesse, par une taille générale d'ailleurs plus productive. Philippe-Auguste, à son retour d'outre-mer (1191), régularise la perception de la taille sur tous, clergé, noblesse, bourgeoisie (élément nouveau).

Les Juifs. Philippe-Auguste sanctionne les confiscations réalisées sur eux, puis les rappelle contre argent : double opération financière.

La création du revenu public date de Philippe-Auguste. L'État a seize ou dix-sept millions de rente, qu'on dépose dans la grosse Tour du Temple et que gardent sept bourgeois de Paris. Un clerc du roi tient le registre des recettes et des dépenses. Le trésor est riche à la mort de Philippe-Auguste. Le roi a été prévoyant, il a fait des économies : il fait des legs considérables, et il ordonne à Louis VIII de n'employer qu'à la défense du royaume la somme qu'il a réservée à cette grande cause.

Les *Établissements* de Louis IX, réglementation des tailles à l'usage des grands féodaux et de l'Église. Très strict dans la question des

monnaies, Louis IX veut qu'elles soient frappées dans son palais même, à l'instar des rois Carlovingiens, et non ailleurs. Plus juste aussi dans la distribution des impôts, il crée en quelque sorte la *répartition* par des prud'hommes *élus* en assemblée des trois ordres (clergé, noblesse et tiers). Il réduit les privilèges fiscaux des seigneurs, et malgré les nouveaux décimes qu'il décrète pour subvenir à ses deux croisades, il emporte le titre de *prince de paix et de justice*.

Un phénomène inconnu des siècles précédents, du moins à ce degré, paraît sous Philippe le Bel, règne capital au point de vue de la fiscalité. C'est l'altération des monnaies qui autorise le Dante à qualifier Philippe de faux monnoyeur. J'ai sur cette période extraordinaire une quantité de notes qui concourront utilement à l'Exposition. *Item* sur les Templiers, considérés comme accapareurs et banquiers. Il est inutile de parler de moralité en ces temps où il n'y a point de règle économique ni de lois. La fausse monnaie — fausse non quant au métal, mais quant au titre — fut une ressource financière imposée par la nécessité. C'est le rudiment du cours forcé.

On verra que si Philippe avait émis de la vraie monnaie, il eut entrepris la lutte du pot de terre contre le pot de fer.

Il ouvre la longue série des rois financiers qui instaurent le régime civil, par des procédés souvent blâmables, mais qui tous concluent à l'émancipation populaire. C'est de la finance tragique et sanguinaire, mais où pointe quelque chose d'informe qui sera plus tard le crédit public.

Jamais le gibet ne fit plus ample consommation de financiers d'État. La méthode historique qui consiste à rejeter tous les excès sur les Judéo-Lombards est commode, mais beaucoup plus fausse que la monnaie alors courante. Lorsqu'on arrêta Pierre de Montigny, surintendant des finances, on trouva qu'il avait amassé dans le maniement des affaires plus de cent millions au cours de la monnaie actuelle. Le seul moyen, je ne dirai pas d'équilibrer le budget, mais de donner de la stabilité aux trésoriers et surintendants fut de les pendre. Quelle liste depuis Enguerrand de Marigny !

Jusqu'à l'avènement de Charles V dit le Sage (1364) la France offre un effrayant (et

consolant) tableau de misère acceptée (par les États). La France se saigna aux quatre veines pour rester la France. On peut dire, à voir le nombre et la nature des impôts établis sur tout le monde, qu'en 1789 on payait encore le milliard qu'avait coûté la rançon du roi Jean, prisonnier des Anglais. Les aides, les gabelles, les droits de consommation et de commerce forain (exportation) prirent leur vol pour la postérité.

Dans ce chaos fiscal, Charles V apparaît comme un roi économiste. Il inaugura un système administratif et, qui plus est, dégressif. La *ferme* avec quatre receveurs généraux, fut un progrès, elle caractérise une certaine unité de perception et de direction financières.

(Faire une très large place aux revendications représentées par Etienne Marcel et qui furent en somme des entreprises démocratiques.

Montrer les efforts que fit Charles V pour restaurer l'autorité de la couronne, attaquée en haut et en bas, et pour discréditer les États généraux dont il avait conservé un souvenir pénible. *Item*, dans un autre ordre d'idées, pour créer une marine marchande).

Le *Règlement* du 15 novembre 1372 est le premier exemple de « budget ».

Assignations pour le payement des gens d'armes . L m. francs.

Assignation pour le payement des gens d'armes et arbalestriers de nouvelle formation. XLII m. »

Pour le faict de la mer. . . VIII m. »

Pour l'ostel du roy VI m. »

Pour mettre es coffres du roy. V m. »

Il plaist au roy que le receveur général ait chascun mois pour les choses qui surviegnent chascun jour en la Chambre X m. »

Pour payer les debtes. X m. »

Total. CXXXI m. francs.

Soit cent trente et un mille francs en écus d'or, actuellement douze millions, sur lesquels la *liste civile* équivaut à deux cent soixante quinze mille francs.

On voit bien que nous ne sommes encore qu'en 1372.

Sous Charles VI, mineur, régence et enlèvement par les régents du trésor royal caché au château de Melun. Impôts sur les menues denrées, les provisions de bouche du pauvre. Séditions, *Maillotins*, le peuple maître de Paris, à l'instigation des bourgeois. Même chose à Rouen, Reims, Troyes, Orléans, Blois, etc.

Sous Charles VI, majeur, exactions inouïes, violations de caisses publiques, confiscations, etc. États d'Auxerre et de Paris (1412-1413) flétrissent le luxe et la violence des trésoriers, des généraux, receveurs, grénitiers, fermiers, etc. Flétrissures nulles quant à l'effet, l'impôt augmente. Ce sera désormais le sort de tous les États, et plus tard de toutes les Remontrances du Parlement.

Pendant les quinze ans de la folie du roi, les finances sont elles-mêmes en démente.

Le traité de Troyes (1420) ayant en quelque sorte aliéné le trône à l'Angleterre, la France se trouve prise entre deux fisci, également lourds. Celui de l'anglais Henri V qui soumet les provinces à l'emprunt forcé pour soutenir ses prétentions, et celui du dauphin, le petit roi de Bourges qui, pour maintenir

ses droits à l'héritage paternel, est obligé de transiger avec les villes, corporations, universités, etc., vendant un peu de liberté contre argent. Paris, Rouen, Bordeaux, la Bretagne, le Languedoc, la Normandie, la Guyenne, achètent ainsi des privilèges qu'un pouvoir fort aurait refusés. (A distraire du revenu public la Bourgogne, Picardie et Flandres qui vivent à part, sous le régime financier — excellent — inauguré par Philippe le Bon duc de Bourgogne.)

En cette détresse, apparaît une grande figure de financier, tout à fait nationale celle-là : *l'argentier* Jacques Cœur. Moins poétiquement, par des moyens qui ne relèvent que de l'homme, Jacques Cœur a fait pour la France autant que Jeanne Darc. Ses finances ne sont pas l'idéal : c'est sous lui néanmoins que la taille est devenue un impôt royal fixe. Charles VII, monté pauvre sur le trône, en descendit riche, avec une *épargne*. (On ne revit cela, je crois, que par Sully, à la mort d'Henri IV — quarante millions dans le trésor). Il eut tort de deshonorer son argentier, de le laisser condamner sur des prétextes. Si Louis XI — qui le réhabilita — avait eu

Jacques Cœur pour financier, au lieu d'Olivier le Dain, ce serait le plus grand — je ne dis pas le meilleur — roi que la France ait eu. Au lieu de laisser la France plus grande mais plus vide, il l'eût laissée et plus grande et plus pleine.

Sous Louis XI, l'impôt pesa très lourd. Le roi fut impitoyable aux séditions du peuple, fermé aux remontrances du parlement.

(Agitation à Paris en 1478. Un cordelier ameutait par ses prédications : exilé ; le peuple parlait de le défendre par armes, les femmes venaient au sermon avec des couteaux dans leurs poches (J. de Troies).

A l'égard du Pape il renouvelle le système employé par Philippe le Bel. Il remue la nation, la lance contre les princes aux Etats de Tours (6 avril 1468).

Comment sont composés les États ? Outre l'état-major, cent quatre-vingt-douze députés pris dans soixante-quatre villes principales, un homme d'église et deux laïques par chacune. Notons-le : c'était des députés, ils étaient élus. C'était une innovation et, bien qu'elle ait réussi, on ne recommença pas. C'était bon pour une fois.

En effet, sur le fond — la Normandie refusée à son frère — Louis était certain de la victoire. Mais si les États la lui avaient fait payer ?

Ils se contentèrent de remontrances : les impôts ont doublé depuis la mort de Charles VII, les officiers royaux et gens de guerre pillent, la justice abuse, l'or et l'argent s'évaluent en Cour de Rome, vont aux marchands étrangers par l'appât du luxe, les pensions gonflent, allant aux princes du sang et aux officiers du roi, tous engraisés du sang du peuple.

Jean Jovenel des Ursins, archevêque de Reims, se lève, dit que tout est au roi, néanmoins réclame contre le pape les libertés et franchises de l'Église de France, demande que la perception des aides soit simplifiée, la gabelle ramenée au taux primitif.

Louis a terriblement compliqué la machine gouvernementale pour laquelle il levait maintenant 4.700.000 livres de taille — triplée en quarante ans, — les autres impôts à proportion. Il a peur, il lui faut autant de monde en paix que ses prédécesseurs en guerre, il a près de cinq mille lances au lieu de dix-sept cents, et

vingt-cinq mille soldats d'infanterie permanente, c'est-à-dire mangeant chaque jour au ratelier. Il a des ambassadeurs, des émissaires, des espions dans toutes les Cours, et qui coûtent cher : il a Dieu, il a la Vierge, il a les Saints, qu'il faut doter, entretenir, amadouer, rendre favorables. Pour se concilier les soldats, il les avait soustraits à la juridiction civile, seule ressource contre le vol et la pillerie. (Le paysan, affranchi du droit (compréhensible sur la frontière, abusif à l'intérieur) de garde et de guet que percevait sur lui le seigneur, n'en sut pas gré au roi à cause de cela, d'autant que ce droit avait été remplacé par une taxe annuelle de cinq sols d'argent).

Il coûte cher à garder (Plessis-lès-Tours), il use beaucoup en murailles et en chaînes. Lui, personnellement, pour ses passe-temps et « voluptés » coûte peu : (une bourgeoise qu'il amène avec lui de Bourgogne, des petits serins¹, etc.).

Comines a avoué que nul souverain ne fut plus dur au contribuable. Mais Louis XI avait

1. *Archives curieuses de l'histoire de France* par Cimber et Danjou, T. I. Citées par Henri Martin.

l'unité à faire contre les féodaux. De la masse populaire il fit sourdre une classe plus libre : la bourgeoisie, puis l'acheta. Les « trente-six notables préposés au faict des finances » avec mission de le contrôler, finirent par *tripler* l'impôt (de 45 à 130 millions), et *quadrupler* l'armée (110.000 hommes).

C'est aux États (sous Anne de Beaujeu) qu'il faut suivre la marche du Tiers, son aptitude aux affaires, le sens pratique qu'il apporte dans les questions de finance. Pendre le trésorier à l'avènement du roi, cela ne liquidait rien, ne mettait rien en ordre. Louis XI mort, Anne de Beaujeu régente, le Tiers fit les comptes, établit que la répartition de l'impôt était illégale, les chiffres eux-mêmes mensongers, (mensongers jusqu'à n'accuser sur certains points qu'un tiers des recettes), prouva par d'autres chiffres et exacts que le revenu d'alors suffisait aux besoins du pays et du roi, qu'il n'y avait pas matière à charges nouvelles, etc. Simples phrases, il est vrai, l'effet toujours éludé.

Charles VIII, type nouveau de souverain, le souverain bâtisseur qui emprunte à 42 000 (expédition de Naples) et, ne con-

naissant plus de règle, construit à perte de vue.

Pratiques détestables ; les dépenses (244 millions en 1492) doubles du revenu, le peuple payant à lui seul tout l'impôt, prélats et gentils-hommes exemptés. (Lettres des ambassadeurs de Venise). En revanche, développement de l'esprit de luxe et des idées d'art. Nombreux monuments, nombreux objets qui trahissent l'influence italienne, et préludent à la Renaissance française.

Louis XII, le *roitelet*, disent les nobles, à cause de son aspect chétif, le *Père du Peuple*, disent les pauvres gens, à cause de son humanité. Humanité non de surface et de déclamation, humanité de fond et de nature. D'ailleurs un grand homme aux finances : Florimond Robertet.

Sous Louis XII, on voit une chose qui ne se voit guère de nos jours : l'impôt descend, et malgré tout on tient tête aux dépenses des expéditions d'Italie, sans trop charger la nation.

François 1^{er}, *Père du Peuple* aussi, mais père prodigue.

Idées de droit romain dans la finance : droits d'enregistrement, de timbre, de mutation.

Création de la *dette publique* : rentes *perpétuelles* au taux de 8 o/o.

Origine des emprunts, *perpétuels* aussi.

(V. le chapitre célèbre de Rabelais *des Debiteurs et emprunteurs*, chef-d'œuvre d'ironie).

Établissement de la loterie.

Fonte d'argenterie à la Monnaie.

Banque de dépôts.

Monopole des mines.

Taxes et surtaxes d'importation, d'exportation, de fabrication.

Établissement des recettes générales (seize) dans le royaume, d'après un système qui dure encore.

Procès de Semblançay.

[Quelques documents¹ :

Extraction des métaux, gravure sur bois dans la *Cosmographie universelle* de Munster, Bâle, 1552.

Signature d'Eligius (Saint-Éloi), *monétaire* (628-638) et ministre de Dagobert I^{er}, dans la charte de fondation de l'abbaye de Solignac (Mabillon, *De re diplomatica*.)

1. Reproduits dans les ouvrages de M. Paul Lacroix : *Mœurs, usages, costumes* au Moyen-âge et à la Renaissance (Didot, in-4).

(La monnaie est assez rare sous les Mérovingiens, bien que les mines d'or et d'argent ne fussent pas épuisées dans les Gaules).

Vitraux « financiers » de la cathédrale de Tournai (xv^e siècle): Péage du marché que perçoit un clerc. Péage d'un pont, perçu également par un clerc. Curieux et charmants pour les costumes, les usages, les instruments, l'expression des figures, la vivacité des couleurs, les détails de l'architecture, etc.

La *Vente à la criée* et *vente à la cloche*, gravure sur bois dans le *Praxis rerum civilium* de Josse Damhoudere (Anvers, 1557). Le crieur (*preco*) sonnant de la trompette; l'écrivain enregistreur; l'officier public chargé de la vente (*subhastator*), en quelque sorte le commissaire-priseur.

Topographie et vues du Temple. (Hofbauer) dans *Paris à travers les âges*. (Cabinet des Estampes. Bibliothèque nationale et Bibliothèque de la ville.)

Hôtel de la Chambre des Comptes dans la cour du Palais à Paris, d'après la *Cosmographie* de Munster, Bâle, 1552.

Mesurage du sel. Péage sous les ponts de

Paris, gravures sur bois dans les *Ordonnances de la Prévosté de Paris*, in-fol. 1500.

Les gens de Cour (le roi en tête) *amassant des trésors* aux dépens des pauvres gens sur une table chargée de monnaies, d'après une miniature du *Trésor* de Brunetto Latini, manuscrit du xiv^e siècle conservé à la Bibliothèque de l'Arsenal.

Règlement de compte en 1466, d'après la miniature du *Livre de compte* de la confrérie Charité-Dieu et Notre-Dame-de-Recouvrance, à Rouen, manuscrit.

La maison de Jacques Cœur à Bourges, aujourd'hui l'Hôtel de Ville, un des spécimens les plus remarquables de l'art gothique en France. (Devrait abriter l'Exposition financière du xv^e siècle).

Les documents sur Jacques Cœur sont nombreux. Il possédait plus de trente châellenies, des mines d'or, de plomb et de cuivre dans le Lyonnais, de somptueux hôtels à Montpellier, Paris, etc.

Amende honorable de Jacques Cœur devant Charles VII, miniature du manuscrit de Montrelet à la Bibliothèque nationale.

Chambre et Hotel des Monnaies (avec des

ouvriers frappant), dans la traduction de l'ouvrage latin de Fabricius : *De l'institution et administration de la chose politique*, in-fol., 1520.

Le receveur d'impôts dans son bureau, gravure sur bois (très jolie) dans l'ouvrage de Damhoudere déjà cité : *Praxis rerum civilium*. Facile à mettre en scène.

Le village pillé par les soldats, un des modes de pillerie que l'administration fiscale a eu le plus de mal à réprimer, dans Hamelmann, *Oldenburgische chronicon*, 1599, in-fol.]

Avec les guerres de religion et la Ligue, il ne peut y avoir ombre de régularité dans l'administration des finances. Aussi n'est-il question, et cela jusqu'à Henri IV, que de gens détroussés, rançonnés par tous les partis.

Sous Henri IV surgit la grande et courageuse figure de Sully.

Sully s'attaque d'abord à « l'effrénée quantité d'officiers qui détruisaient tous les revenus du roi » ; aux *partisans* qui détenaient à vil prix les gabelles, les cinq grosses fermes, les péages, etc., « par l'intelligence d'aucuns du Conseil lesquels y avoient part » ; aux gou-

verneurs des provinces qui s'étaient arrogé le droit de lever des impôts à leur seul profit. Exemple : le duc d'Épernon qui, en Guyenne, touchait 60.000 écus de taxes arbitraires sans lettres patentes du roi. Sully fit capituler d'Épernon. Henri IV lui écrivit que si d'Épernon osait l'appeler en duel, c'est le roi lui-même qui lui servirait de second.

Les réformes de Sully portent particulièrement sur la perception des impôts dont un bon tiers s'égarait entre les mains des trésoriers : il y avait vingt millions de tailles en retard, et le revenu ordinaire de la France ne s'élevait alors qu'à vingt-cinq millions. Sully créa de nouvelles ressources sans augmenter les tailles et les gabelles. Au contraire, il les réduisit. Il n'en paya pas moins cent millions de dettes. Chose inouïe, je crois, depuis Philippe-Auguste, il avait constitué un fonds de réserve qui, en 1610, était déjà de seize millions en numéraire.

Pour le commerce, Sully avait exagéré les choses par l'édit de 1599 qui prohibait absolument les marchandises étrangères. Les manufactures nationales de draps et de soie étaient à peine sorties de terre — sauf le châ-

teau de Madrid rapidement transformé en manufacture de bas de soie, — les réclamations contre l'édit furent générales. Il fallut rouvrir les portes.

« J'aimerais mieux, dit Henri IV, combattre le roi d'Espagne en trois batailles rangées que tous ces gens de justice, de finances, d'écritoire et de villes, et surtout leurs femmes et leurs filles, que vous me jetteriez sur les bras. »

Les théories financières de Sully sont infestées d'erreurs économiques, mais elles contiennent aussi de grandes idées : (le Canal des deux Mers y est prévu).

La banqueroute frauduleuse était fréquente alors dans le commerce. On prit des mesures sévères contre ce genre de vol : Jousseaulme et Pingré, extradés d'Italie et de Flandre, l'un pendu, l'autre attaché au pilori et envoyé aux galères. L'argent étranger afflue en France. « On n'y voyait, dit Legrain, (*Décade de Henri le Grand*) que pistoles, doubles ducats, ducats d'Espagne ; chevaliers et alberts des Pays-Bas ; jacobus, angelôts et nobles d'Angleterre ; sequins de Pologne, ducats d'Allemagne dont les coffres du roi s'emplissoient

et les bourses des particuliers en estoient garnies. »

Après Henri IV et Sully, sous la régence de Marie de Médicis, le désordre reprend. Le Trésor, qui était à la Bastille, est dévoré. Aux États de 1614, on avoue que le revenu ne suffit plus aux dons et pensions. Le trésorier de la généralité de Châlons raconte qu'ayant voulu s'opposer à certaines levées du duc de Nevers, fauteur de troubles et de rébellion, il a été par ledit duc enlevé et promené sur un âne, en habit de fou, dans toutes les villes du duché. Cela ne présageait rien de bon. Le président Jeannin, successeur de Sully aux finances, éblouit l'assemblée par ses discours et ses chiffres, mais il ne voulut pas livrer ce qu'on appelait le secret des finances : il refusa de fournir des comptes écrits.

Les cahiers du Tiers pour 1614 sont excessivement remarquables par la hardiesse et la nouveauté des vues commerciales et financières : retour au règlement de 1600 sur les tailles et réduction des frais de perception ; restrictions des privilèges des personnes exemptes ; abolition des *acquits au comptant* : interdiction d'appliquer les fonds des rentes

à un autre usage ; *suppression des douanes de province à province* et report des bureaux aux frontières — chose énorme ; abolition des maîtrises et jurandes établies en 1576 et libre exercice des métiers, sauf contrôle par experts et prud'hommes, etc.

Lettre morte, point de résultat.

Arrivent Louis XIII et Richelieu. Assemblée des notables à Paris (2 décembre 1626), toute noblesse exclue. Richelieu déclare que, la dépense étant de trente-six millions par an et le revenu de seize, il est impossible de gouverner sans créer des ressources nouvelles, et que cependant le roi ne songe point à accabler le peuple davantage. Comme financier, il ne résout pas la question. Mais le grand politique la pose dans l'esprit, et, huit ans après, sûr de l'assentiment public, il la résoudra par une hécatombe de privilégiés.

Son idée était surtout de relever le commerce, la condition du commerçant en qui il devine le noble de l'avenir. Compagnies de commerce : Cie de Saint-Christophe, 1626, de la Nouvelle-France, 1628. Projets économiques du marquis de la Gombardièrre, etc.

Sous Louis XIII, on eut à lutter contre les

altérations monétaires. Voir le *Tombeau des roigneurs ou la Justice de Louis XIII au règlement général des Monnois* (sic), estampe allégorique à l'occasion de l'édit de Péronne, 1641. A la droite du roi, Richelieu, à gauche, Bouthillier, surintendant des finances. Sur le devant, la Justice a déposé son glaive près d'elle et pèse dans ses balances les monnaies qu'on lui apporte. Dans les compartiments :

1^o Les hommes tirent le diable par la queue :
Argent court en France.

Voyant l'argent si court en France
Je ne m'en suis pas estonné,
Veu de ces Roigneurs l'abondance
Qui l'ont jusqu'icy talonné.

2^o Exécution sur un échafaud : *la Juste justice.*

C'est bien raison que l'on s'apreste
D'escourter ce Roigneur sans foy
Qui roignait de si près la teste
Aux images de nostre roy.

3^o *La procession des roigneurs* autour d'une monnaie à la croix.

Ces gens ci d'affection grande
Pour monstrier leur dévotion,
Autour de la croix font par bande
Une belle procession.

4^o *Estrange métamorphose.*

Ce roigneur père de discorde
Roignant ses pièces tout autour
Voit son travail tourner en corde
Qui les estranglera quelque jour.

Richelieu peut mesurer pratiquement la distance qui sépare le génie politique du génie financier. Ses réformes échouent devant la constitution de la Cour et l'éternel, l'immuable besoin d'argent : les partisans sont plus forts que jamais, il faut créer et vendre des offices (rentes) en échange de ceux qu'on a supprimés la veille. Le commerce halète sous le poids des droits nouveaux : contrôle sur la bière, 1625, droits sur le tabac, 1629, droits de marque sur l'orfèvrerie, 1631, droit de marque sur le papier, 1633. La guerre est là qui excuse tout : soixante millions par an pendant cinq ans, et un nombre respectable de subsides en numéraire distribués aux princes alliés. Richelieu avait porté le revenu de l'État à 80 millions, néanmoins il laissa la France endettée de quarante millions de rentes et trois années de revenu mangées d'avance. De sa fortune personnelle, Richelieu ne garda rien qui vînt

de l'État. Dans son testament il lègue un million cinq cent mille livres au roi.

Sous Anne d'Autriche, le désarroi est à son comble. Mazarin, qui ne se préoccupe que du résultat (ils chantent, donc ils paieront !) abandonne l'administration des finances au contrôleur général : d'Emery (Particelli), homme de fertile imagination qui, par des moyens de tragi-comédie, porte en deux ans le revenu de quatre-vingt dix-sept millions (1642) à cent vingt-quatre.

Usure en haut, famine en bas, avant, pendant et après la Fronde, à Paris comme en province. Le paysan en état de vagabondage, vivant d'herbe. (La Bruyère l'a connu).

Fouquet nommé surintendant (1656), après plusieurs autres sacrifiés aux colères du peuple. Administration fantastique, concussion et vol en permanence : Fouquet auteur, Mazarin complice. Louvois prouve que la moitié des impôts se perd entre les mains de Fouquet, dans le trajet du pays au roi. Mazarin, trop engagé, fait semblant de ne pas comprendre.

Période des plus instructives. Monuments de flatterie, portraits (celui de Fouquet par

Nanteuil), palais et châteaux, Vaux, mazari-nades, chansons, épigrammes, etc.

Un grand homme naît de tout cela : Colbert. Au lendemain de la guerre civile, on trouve le commerce presque florissant, poussant des pointes hardies dans les Echelles du Levant et sur les côtes d'Afrique par le moyen de deux grandes Compagnies qui d'ailleurs ne réussirent pas. Mazarin n'y perd qu'un million, et il en avait vingt-cinq à sa mort. (On a vu qu'ils sont évalués trois cents par M. d'Avenel). Mazarin offre ceci de beau, qu'ayant pris, il restitua, donna tout à Louis XIV par testament. Colbert trouva quatre millions en numéraire dans la maison de Mazarin à Vincennes, et les livre au roi en attendant qu'il lui livre aussi Fouquet, la plus belle prise qu'on pût rêver (1661).

L'acharnement de Colbert à poursuivre la concussion est un cas presque unique dans l'histoire par sa persistance et ses fruits : près de cent dix millions rentrent tout à coup dans les caisses de l'État. La liquidation Fouquet dure près de quatre ans et la Chambre de Justice de l'Arsenal fonctionne pendant huit ans. Première terreur financière, qui assied forte-

ment la puissance de Colbert. Il avait besoin de prestige pour accomplir l'œuvre qu'il méditait et qui atteignait surtout les bourgeois : la conversion des rentes, leur remboursement au prix d'achat, sous déduction des intérêts perçus en trop, bref, sous des formes polies, l'annulation du capital. L'émotion fut telle qu'on crut un instant à une seconde Fronde. Il y eut transaction. Chez Colbert, peur d'aller trop loin, chez les rentiers, peur de perdre tout : les rentes antérieures à 1656 *réduites de deux tiers*, les rentes de l'Hôtel de Ville, *d'un tiers*. Le chancelier Séguier, le président Lamoignon, Nicolas Foucault avec beaucoup d'autres, jugeaient cette mesure arbitraire. Colbert raisonnait de plus haut : « Cette matière, qui estoit autrefois celle de toutes les séditions, et à laquelle tout le monde estoit persuadé que l'on ne pourroit jamais toucher sans faire courir risque à l'Estat, le roi, par l'autorité et respect que lui avoit acquis son propre mérite, en traita avec une telle hauteur qu'il en supprima, par une simple déclaration, pour quatre millions de livres de revenu, sans aucun bruit. » Quelques-uns furent conduits à la Bastille, le reste

courba la tête. C'est de ce temps que date la soumission du rentier à toute mesure fiscale ayant pour objet son expropriation totale ou partielle. (Il s'y résigna si bien qu'il fit un accueil très empressé aux rentes nouvelles de 1672, 1679, 1682, etc.)

Impossible de donner un aperçu des opérations successives de Colbert. Son système fut surtout d'évaluer plus justement les produits des offices privés, des biens communaux, octrois, etc., et d'en relever la vente et la transmission au bénéfice des charges publiques. En tout cas, il a réussi à rembourser les huit emprunts qu'il fit, ensemble deux cent soixante-deux millions, avec une telle ponctualité qu'il inspira crédit par le nombre même de ses appels à l'épargne.

Notons qu'il ne cessa de diminuer les tailles, 1663-65 : « que l'artifice des riches contribuables trouve moyen d'éluder au préjudice des misérables. » Elles tombèrent de 53,000 millions (1657) à trente-cinq (1683).

Il tire de la marine et du commerce des ressources inaccoutumées. Pour bien faire apprécier le règne de Colbert, il faudrait emprunter des échantillons aux manufactures

nationales, aux musées, aux collections d'art industriel : soieries de Tours et de Lyon, imitations des points de Gênes, de Venise, d'Espagne, glaces de Paris, tapisseries de Beauvais et des Gobelins, verreries, faïenceries, etc., toute l'expansion des travaux de luxe dont l'exportation commença la fortune française. Il est évident qu'il usa de prohibitions et coercitions qui ne sont plus de mode aujourd'hui : (emprisonnement d'un ouvrier lyonnais qui se proposait d'exporter en Italie un nouveau procédé pour la fabrication des étoffes de soie), mais il a une excuse suffisante dans la grandeur du but. A noter qu'il nourrit cette chimère d'arracher aux entrailles de la France, déjà fouillées sous Henri IV, le secret — qu'elle garde encore — de ses richesses minérales. Il dut y renoncer : « Nous avons fait une folie d'autant plus inexcusable qu'elle a été faite il y a soixante ans environ sous Henri IV, comme on le voit par des pièces d'or et d'argent où il y a : *Ex auro gallico, ex argento gallico.*

Le mérite de Colbert est d'avoir voulu ménager l'accession du commerce à la gloire française. Ce n'est point par là qu'il réussit

le mieux, mais c'est là qu'il marque le plus de génie. Il osa croire que la France pouvait accaparer à son profit le commerce du monde entier, mais il se trompa en s'imaginant qu'il serait aidé par elle. Il y avait antinomie entre le commerce et le pays. Il eût fallu cent millions pour constituer les compagnies qu'il rêvait et qui embrassaient le Levant, le Sénégal, les Indes et le Nord. Il n'en recueillit pas la moitié ; les rentiers préféraient être dépouillés comme rentiers plutôt que de risquer de s'enrichir comme actionnaires. Tout le tempérament national est là.

En 1674, la Cie des Indes Orientales, après onze ans d'existence tourmentée, avait déjà perdu six millions. Elle se ressentit toujours des difficultés du premier âge.

La Cie des Indes Occidentales, moins heureuse encore, perd quatre millions et demi en dix ans, est obligée de liquider tous ses établissements et de les céder au roi contre remise d'une créance de 1,300,000 livres.

Pareillement insuccès des Cies du Nord, 1669, du Sénégal, 1673, du Levant : (le capital social de celle-ci fourni par le roi).

Colbert vit qu'il était trop en avance sur le

siècle. Il devint chagrin, difficile, se dégouta presque du travail qui était son plaisir. Et puis le roi lui avait dit, un jour qu'il réclamait soixante millions pour la guerre et que le ministre plaidait la cause de l'économie : « Il se présente quelqu'un qui *entreprendrait* de me fournir tout ce dont j'ai besoin, si vous ne pouvez vous y engager vous-même. » Autre symptôme de disgrâce. Le roi se mit à trouver bien tout ce que faisait Louvois dans les dépenses de la guerre, et mal tout ce que faisait Colbert dans celles de la paix. Le dernier coup fut l'affaire des monnaies, l'émission des pièces de 2, 3 et 4 sols au-dessous du titre légal, avec deux douzièmes d'alliage : Colbert n'avait vu là que le bénéfice du roi ; son neveu Desmarets fut accusé d'y avoir vu le bénéfice de l'entrepreneur, un nommé Lucot. Procès, dénonciation : l'oncle suspecté. Il en mourut d'une mort effroyable, « en désespéré ». On connaît son mot : « Si j'avais fait pour Dieu ce que j'ai fait pour cet homme là (le roi), je serais sauvé deux fois et je ne sais ce que je vais devenir ! »

Claude Le Pelletier, son successeur, ancien prévôt des marchands, créateur de rentes, et

essayeur de réformes somptuaires : (les objets d'or et d'argent envoyés à la Monnaie pour être convertis en espèces, le roi donnant l'exemple). Petits moyens en face de besoins énormes. Avec cela des principes : une refonte des monnaies qui coûte quatre-vingts millions à l'État. Le Pelletier se retire, 1690.

Pontchartrain, petit esprit, assez philosophe néanmoins pour avoir vu un produit dans la vanité humaine : il vendit la noblesse aux bourgeois. Armorial de d'Hozier, 1696. Droits sur les cachets à armoiries, etc.

Avec Chamillart, 1699, nous passons le siècle et bientôt nous rejoignons Law. Nous voici dans le papier-monnaie et dans la loterie : la *loterie royale* établie par édits de juillet et de décembre 1704. [Le premier billet de loterie timbré à la fleur de lis, mesure 12 cent. sur 9. Cent livres. Signé : Frory, et au bas : Chamillart. Au dos paraphé par trois notaires : Tardinet, Marchand, Beauvais). Spécimen emprunté aux *Institutions, usages et costumes du xvii^e siècle* de M. Paul Lacroix ¹, avec cette

1. Pour renseignement, dans le même ouvrage : Collection de timbres apposés sur le papier ou parchemin destiné aux actes publics, à ceux des notaires, tels que contrats de

quittance qui nous renseigne sur le but même de la loterie royale :

N^o 255. Je Jean de Turmenyes de Nointel, conseiller du roi en ses Conseils, garde de son trésor royal, confesse avoir reçu comptant en cette ville de Paris de (D^{lle} Suzanne Pichon, fille majeure) par les mains du (Sr de Soubeyran) préposé par sa Majesté à la recette des deniers provenant de la loterie royale, établie par son édit du mois de juillet mil sept cens quatre la somme de (cinq cens livres pour laquelle ledit Sr de Soubeyran luy a délivré cinq billets numérotez 7811, 7812, 7813, 7814, 7815), laquelle somme de (cinq cens livres) est pour le principal de (vingt-cinq livres) de rentes qui seront vendus et cons-

mariages, de vente, baux, etc., et sur les copies ou expéditions de ces actes.

Le tarif des droits fut fixé et le timbre ou *formule* rendu obligatoire, tant pour originaux que pour copies, à peine de nullité en 1673. Le timbre devait faire mention du droit porté par le tarif. Il y avait une *formule* particulière pour chaque généralité. Le timbre des actes publics changeait ordinairement à chaque bail de ferme générale.

Les *feuilles de finance* qui servaient aux contrats devaient porter douze pouces et demi de long et neuf pouces et demi de large. Pour la Grande Chancellerie on se servait de demi-peaux longues de 18 pouces et larges de 10.

tituez à (ladite D^{lle} Pichon) par Messieurs les Prévost des marchands et Echevins de la ville de Paris sur les cent mille livres de rente annuelle et perpétuelle à eux nouvellement alienez par sa Majesté en conséquence dudit édit, à prendre sur les deniers provenans des droits des Aides et Gabelles et cinq grosses fermes de France pour jouir par (ladite D^{lle} Pichon) de ladite rente de (xxvi l.ⁿ) sur le pied du denier vingt, à commencer du premier juillet 1704, ainsi qu'il sera plus au long expliqué par le contrat de constitution qui (luy) sera expédié de ladite rente par lesdits sieurs Prévost des Marchands et Echevins en conformité dudit Édit, et seront lesdits Billets joints à la Minute dudit contrat de constitution. De laquelle somme de (vi l.ⁿ) à moy ordonnée pour employer au fait de ma charge je quitte (la D^{lle} Pichon) et tous autres. Faict à Paris ce (vingt-sixième) jour de (décembre) mil sept cent (quatre). Signé: (De Turmenyes).

Au bas: Quittance du garde du Trésor Royal, année mil sept cens quatre. M. (de Beauvais) N^{re}.

En marge, mention du remboursement du 29 décembre 1713, signé: de Beauvais.]



LA MONNAIE DE NICKEL



La monnaie de nickel a de très chauds défenseurs qui n'ont pas d'ennemis plus acharnés que les défenseurs de la monnaie de cuivre. Sans prendre parti dans le débat, l'Exposition financière doit faire une place à la Monnaie de nickel dont M. Charles Chincholle a récemment (à l'occasion de la crise des sous étrangers) soutenu les prétentions dans cet article du *Figaro* :

« Beaucoup d'argent et de gros sous, cela n'a-t-il pas toujours été le rêve de quiconque n'est point né millionnaire ? Eh bien ! par une ironie atrocement cruelle, la misère publique est victime d'une invasion d'argent et de cuivre. Seulement nombre de pièces blanches et brunes n'ont plus cours. Alors nous nous plaignons. Le gouvernement réplique : « Je vous avais avertis ! »

C'est très vrai. Il eût pu toutefois récidiver et surtout faire à la douane les recommandations utiles.

Nous avons le plus grand mal à passer en fraude deux ou trois boîtes de cigares. En revanche, des wagons entiers, bondés de mauvais sous, ont pu franchir paisiblement la frontière. C'est un comble !

M. Gruet, député de Bordeaux, croit avoir trouvé un moyen. Il invite le gouvernement à jeter à la fonte tous les sous étrangers, c'est-à-dire à faire avec dix francs de sous un kilo de cuivre qui vaut communément 1 franc 10. Le moyen serait coûteux.

Il ne faudrait fondre, après la saisie, que la monnaie inculpée d'être entrée frauduleusement en France, mais la loi contre les fraudeurs de ce genre n'est point faite. Nous devons donc nous résigner à notre sort, en prenant des mesures pour que ce qu'on a le désagrément de voir ne puisse plus se renouveler.

Cela serait si facile... avec un peu de courage.

Notre Calédonie ne nous fournit-elle pas autant de nickel qu'il en faudrait pour que

nous eussions une petite monnaie propre, légère, commode et qui serait bien à nous ?

Seulement, il y a deux malheurs. Ce sont les barons de Rothschild qui possèdent les principales mines de nickel, et c'est M. Michelin qui, depuis dix ans, fait campagne en faveur du nickel.

Alors, vous comprenez ! Quel est le député qui, surtout après les affaires de Panama, peut se permettre de proposer une monnaie qui ferait enfin la fortune de MM. de Rothschild ? Quel est le journal qui, sans craindre d'être soupçonné de cupidité, oserait soutenir le nickel ?

Ensuite, ce M. Michelin n'est-il pas l'ex-député boulangiste que sa ruine politique a lancé dans les affaires ?

Eh bien ! non, ce n'est pas lui. Je viens de le voir. Il n'y a rien de commun entre eux. L'ancien député a cinquante ans au plus, et celui qui, depuis dix ans, fatigue le gouvernement et les journaux de ses notes en faveur de la monnaie de nickel est un aimable vieillard de quatre-vingt-cinq ans. Ardent collectionneur, il a été amené par son goût pour les monnaies à s'occuper du nickel et, retiré à la cam-

pagne, a dépensé en essais divers et en imprimés 2 ou 3,000 francs dont il ne demande même pas le remboursement.

Il a purement l'ambition de ne pas mourir avant d'avoir doté son pays d'une monnaie dans laquelle il voit le salut de notre bourse et de nos poches. Il ne demande rien pour lui. Il n'a pas de nickel à vendre ; il n'a point d'intérêts à la Monnaie ! Il a une toquade, voilà tout, une toquade patriotique, dont il est très fier.

Il ne se vante point d'ailleurs d'avoir une idée neuve. L'Empire lui-même songeait déjà à faire des sous en nickel. A preuve les deux clichés que voici :



Mais, sous l'Empire, le nickel coûtait encore trop cher pour que l'idée prévalût. Depuis, la Calédonie a ouvert généreusement ses flancs,

le nickel abonde. Aussi un ministre républicain, M. Peytral, a-t-il tenté de reprendre le projet impérial. Il est tombé trop tôt et a été remplacé par une trop rapide succession de ministres pour que le projet ne restât point dans les sépulcraux cartons.

Voici le modèle des pièces de vingt centimes qu'avait adopté M. Peytral. Les pièces de dix centimes et les sous étaient naturellement plus petits :



On voit par ces clichés, que veut bien nous fournir M. Michelin, que M. Peytral se proposait de trouer les pièces. Ce trou central eût empêché de les confondre avec la monnaie d'argent.

Il n'a pourtant point paru nécessaire à la Confédération helvétique qui, plus hâtive que

nous, a adopté la monnaie de nickel. Voici le verso de sa pièce de quatre sous.



M. Michelin, toutefois, trouve un avantage au trou central. Non seulement celui-ci empêche toute confusion avec les pièces de dix sous, mais encore il permettrait aux caissiers d'enfiler la monnaie sur des tiges de fer placées devant eux et dont la longueur, habilement calculée, fournirait juste un franc, ou deux, ou trois, etc.

Il a donc exécuté toute une série de modèles qui, après les clichés qui précèdent, feraient double emploi.

M. Rouvier les connaît et les approuve. De même M. Bazille, député. Espérons que ces messieurs auront le courage de monter à la tribune dès la rentrée des Chambres.

Par malheur, il est bien tard. La Monnaie, aujourd'hui, est envahie par les maçons et M. de Foville, son directeur, bien que faisant

pour les puissances étrangères des sous en nickel, déclare que, « si on la décidait aujourd'hui, il ne pourrait entamer avant trois ans une réforme monétaire générale ».

— Dans cette fâcheuse position, dit M. Michelin, que faire ? Faut-il voir s'aggraver le mal et, sans y mettre aucune entrave, laisser à la spéculation, qui a découvert là une jolie source de bénéfices, toute latitude à notre détriment présent et futur ?

M. Michelin a cherché. Il propose aujourd'hui de commencer par un premier effort démonstratif. On ne peut pas tout de suite faire les pièces de 5 et 10 centimes. Eh bien ! acheminons-nous, dit-il, vers la réforme monétaire par une pièce en nickel pur, de 25 centimes, qui pourrait être fabriquée promptement et dont voici le modèle :



Nous donnons cette idée telle que M. Michelin nous l'offre. Nous croyons toutefois

qu'en ce temps de radicalisme on pourrait faire mieux. Nos usines sont encombrées parce que nous travaillons pour l'étranger. Qui nous empêche de nous adresser aux usines monétaires de Bruxelles ou de Birmingham qui pourraient, elles, nous fournir promptement la seule monnaie capable d'empêcher désormais l'invasion du cuivre étranger? »

Les curieux essais de M. Michelin rentrent absolument dans le cadre de l'Exposition financière, et le Nickel doit avoir accès dans la Ville de l'Or.





CONCLUSION

TELLES sont les grandes lignes de l'Exposition financière. La matière qui semble ingrate au début, n'apparaît-elle pas étonnamment abondante, captivante, faite plus qu'aucune autre pour la curiosité publique, l'homme se sentant invinciblement attiré par l'instinct vers les manifestations de l'Argent, quelles qu'elles soient ?

Tel qu'il est, malgré les lacunes qu'il offre, le projet n'apparaît-il pas incontestablement comme réalisable, les dépôts publics, archives, musées, bibliothèques, et les collections privées étant riches en monuments qui prendraient une importance d'autant plus grande par le groupement et la classification ?

Qu'on se représente la somme de curiosité, de réflexions, de comparaisons et d'idées qu'apporterait à l'esprit des visiteurs une telle

Exposition, si les autres nations en adoptaient le principe.

Ce serait le bilan séculaire de tous les systèmes financiers établi au 1^{er} mai 1900. Le catalogue seul, avec la reproduction des documents les plus rares et les fac-similés des principales pièces, serait un monument archéologique et historique d'une saveur absolument originale.

Il est certain qu'un projet de cette nature intéresse au plus haut point la finance et la Bourse à qui il offre le moyen de se produire, pour la première fois, dans une Exposition universelle. Il est certain que la Compagnie des agents de change de Paris doit souscrire immédiatement à l'idée et en faire pour ainsi dire son affaire avec les syndicats correspondants de Lyon, de Marseille, de Lille, de Londres, d'Anvers, de Rome, de Francfort, de New-York, de Chicago, etc., en un mot de toutes les villes où le change est organisé corporativement. Il est certain encore que les chefs des grandes maisons de banque doivent entrer de bon cœur dans une combinaison très flatteuse pour leur amour-propre et pour leurs intérêts. Les ressources sont infinies,

car il serait étrange que l'Argent abandonnât l'Argent dans une démonstration aussi séduisante, où il aura une occasion unique d'écrire son histoire et celle de ses origines.

Quant au succès auprès du public, il n'est pas douteux.

Pour qu'il soit complet, la condition essentielle est qu'aucune spéculation illicite ne soit possible dans l'enceinte de l'Exposition financière ou à propos d'elle.

Un mot encore avant d'aborder les conditions d'exploitation. J'ai les mains libres : le projet m'appartient entièrement, il n'est hypothéqué d'aucun engagement avec qui que ce soit, architecte, constructeur ou banquier. Je ne l'aurais même pas soumis à la Commission si le regretté Lucien Faucou, conservateur de la Bibliothèque et du Musée de la ville de Paris, ne l'eût pour ainsi dire pris sous son bras et déposé lui-même au ministère du commerce.

Il pensait, et je pense moi-même sans vanité, que mes études, mes relations, mon activité, la facilité avec laquelle je voyage, un passé sans tache constituent les garanties

personnelles qu'on a le droit d'exiger en pareille matière.

Pour l'exécution de mon projet, il sera constitué une Société anonyme par actions au capital X, à déterminer selon l'estimation qui sera faite des dépenses et frais à couvrir.

Je ferai auprès des grands financiers, sur le patronage desquels je compte, les démarches tendant à arrêter la forme de cette Société et la teneur des statuts.

La Société ne serait point une Société de profit.

Elle serait administrée par un conseil composé de personnages intéressés à l'Exposition Financière à raison de leurs apports et de leur qualité.

Je réclamerai le patronage et le concours effectif du Ministère des Finances, des Banques d'État et des grandes administrations qui se trouveront, à raison de leur caractère financier, au nombre des « exposants » de la Ville de l'Or. Mais si ce concours me faisait défaut, j'espère que l'initiative privée y suppléerait.

Il ne serait point fait d'émission publique. La livraison et la tradition des actions serait

faite sans frais par les Banquiers, Agents de Change, etc., à titre de manifestation « professionnelle » n'ayant point la spéculation pour objet. La valeur ne sortirait pour ainsi dire pas des mains des hommes de métier.

Je compte d'autant plus sur le succès que l'entreprise en soi ne saurait être en aucun cas mauvaise.

Je ne pense pas que les dépenses atteignent dix millions. Elles peuvent être réduites dans des proportions considérables, selon l'emplacement attribué à l'Exposition et selon la forme définitivement adoptée pour elle.

Les entrées; (on évalue à 60 millions le nombre probable des visiteurs de 1900).

Le bénéfice du change, le courtage normal sur les opérations de banque, de bourse, etc.

La publicité;

La vente du catalogue;

Les licences accordées aux petits métiers ambulants;

La location de certaines boutiques, etc., etc., tout cela forme une recette certaine.

Les pertes, s'il y en a, seront supportées par des actionnaires qui tous auront admis le principe du sacrifice à faire en vue du but.

Et non seulement ce point ne leur sera pas dissimulé, mais je compte en faire un levier. Alors que les industriels et les commerçants ne reculent devant aucuns frais pour assurer le triomphe de leurs intérêts ou de leurs marques, il serait exorbitant que la personification même de l'Argent se dérobat à son devoir.

Je compte appliquer aux exposants le système de la participation aux pertes comme aux bénéfices. Point d'exposant qui ne soit actionnaire et qui n'agisse pour le compte de la Société. Pour être admis à exposer, il faudra être souscripteur d'un nombre d'actions déterminé, et avoir été agréé par le Conseil. Il ne serait pas convenable qu'une maison d'un crédit douteux ou d'une honorabilité contestée pût se tailler une réclame internationale en figurant à l'Exposition.

Par conséquent, à part certaines licences accordées aux petits métiers, cabarets, etc., toute recette particulière est, à la fin de chaque jour, versée aux caisses de la Société. Ces caisses seront tenues par l'Établissement de crédit qui aura été désigné par le Conseil et qui doit être la Banque de France.

A la fin de l'Exposition, la masse sociale fera retour aux actionnaires dans la proportion de leurs souscriptions après paiement de toutes dépenses et reddition de compte par le Conseil.

Exemple :

Je suis le Syndicat des Agents financiers de Londres : j'ai souscrit le nombre d'actions réglementaires, et j'ai ma maison au Pont-au-Change. J'ai encaissé, dans la journée du 1^{er} mai, 422 francs, bénéfice du change que j'ai fait au cours du jour, courtages sur les ordres de bourse que j'ai reçus, etc. Ces 422 francs ne m'appartiennent pas, ils appartiennent à la Société; je les lui verse le soir, je recommence le lendemain, et ainsi de suite jusqu'à la clôture de l'Exposition. A côté de moi fonctionne le Crédit Lyonnais, il a fait 140 francs de recettes; comme moi, il les verse à la Société. Et ainsi de suite. Lors de la liquidation, les dépenses sociales se soldent par 10,000,000 de francs, les recettes par 9,150,000 francs, la Société a perdu 850,000 fr. Mais le syndicat des Agents financiers anglais et le Crédit Lyonnais font une perte infime : quelques billets de mille francs. En revanche,

ils ont pris part à l'Exposition financière de 1900, et ils ont le bénéfice d'une manifestation des plus intéressantes.

Il peut arriver le contraire, à savoir que la Société soit en gain d'un, deux, trois millions. En ce cas, le Syndicat anglais et le Crédit Lyonnais se trouvent, proportionnellement à leur mise, en bénéfice de quelques billets de mille francs. Ils pourront ne pas user du droit de les garder et les laisser à une œuvre de bienfaisance qui perpétuerait le souvenir de l'Exposition.

Je voudrais que la Société eût le droit d'émettre un lot, un seul : la statue de la Fortune en or ou en argent massif, dont l'exécution serait confiée à l'un de nos grands sculpteurs et placée au point culminant de l'Exposition. Ce serait un appât de plus pour les visiteurs. Éclairée le soir à la lumière électrique, et posée sur une vaste roue mobile aux couleurs alternées, elle serait le point de mire de tous les regards et de tous les désirs.

Telles sont, très sommairement les principales dispositions financières susceptibles d'assurer l'exécution de mon projet : j'accueillerai avec reconnaissance les observations, les

conseils et les indications, je les sollicite même pour le mener à bonne fin, souhaitant qu'il paraisse à tous, comme à moi, grandiose par certains côtés, instructif, amusant, pratique, et surtout..... neuf.







LE PROJET ET LA PRESSE

BONS juges des idées qui s'adressent au public, les journaux ont consacré des articles entiers à l'Exposition financière internationale.

Très touché de l'attention qu'ils m'ont prêtée et que je réclame encore pour aboutir, je ne puis cependant les citer tous. Je me borne à donner quelques extraits de la presse parisienne d'après laquelle les principaux organes de la province et de l'étranger ont reproduit et apprécié le plan de cette Exposition. Ces reproductions se chiffrent par centaines.

J'en retranche tout ce qui a trait à la personne, pour ne garder que ce qui bénéficie à l'idée, en la plaçant sous son véritable jour.

Les Débats :

« Entre tant de projets, formés pour l'Exposi-

tion de 1900, en voici un, de M. Arthur Heulhard, qui mérite une attention particulière : c'est un projet d'*Exposition financière internationale*. Rien de semblable n'a encore été fait — surtout sous la forme que propose M. Arthur Heulhard. Dans la pensée de notre confrère, cette exposition ne serait nullement une « affaire » ; elle ne développerait aucune thèse particulière et s'élèverait très au-dessus des intérêts particuliers : Elle ne viserait qu'à constituer une vaste « leçon de choses », — un « clou », comme on dit. C'est bien ainsi que l'a compris la commission supérieure de l'Exposition qui a pris en considération le plan de M. Heulhard. »

.

Et après avoir reproduit ce plan dans ses lignes essentielles :

« Nous bornerons là le résumé de cet intéressant projet. On voit quels attraits il renferme. Toute une histoire, une histoire vivante, le spectacle tangible de la finance à travers les âges, le développement suivi, siècle par siècle, du commerce de l'or, avec toutes ses transformations, tous ses développements, tous ses progrès. Et cela dans le décor le plus pittoresque, le plus artistique que l'on puisse rêver. »

L'Éclair (ACTUALITÉS) :

LA PARTICIPATION DE L'ARGENT A L'EXPOSITION
PROCHAINE

La Finance sollicitée par l'archéologie. — Un cadre du vieux Paris. — Le Pont-au-Change. — Les financiers d'aujourd'hui à l'Exposition. — Le projet de M. Arthur Heulhard. — Un clou incontesté.

Arthur Heulhard revenait du littoral ou d'ailleurs, mais certainement il revenait de quelque part, car il n'est plus grand voyageur devant l'Éternel, lorsqu'en passant devant la Bourse, il s'arrêta. On parlait beaucoup déjà de l'Exposition prochaine. « Et dire, pensa-t-il, qu'il n'y a que ceux-là qui n'exposent pas ! »

« Dans cette colossale entreprise qui exige tant de sacrifices communs, il n'y a que l'argent qui ne sacrifie rien. Est-ce égoïsme, indifférence à tout ce qui n'est pas chance de gain ou réalisation de bénéfices ? Je ne le crois pas. Je crois plutôt que c'est faute d'avoir trouvé une formule. Il semble bien, en effet, que la matière financière constitue, en face de la matière manufacturée, une abstraction qui ne peut être rendue tangible ou sensible

au gré du public ordinaire des Expositions. C'est là un simple préjugé. »

Il le prouva. Le 19 juillet 1894, il déposa, entre les mains de M. le commissaire général de l'Exposition, un projet qui avait pour titre le *Pont-au-Change*.

L'historien de Paris avait guidé l'économiste.

Si on voulait lui prêter une oreille attentive — et on la lui prêta — il apportait un pont qui, l'Exposition achevée, restait, sans ses maisons précieuses, un pont superbe offert en présent à la ville. Il paraît qu'il lui faut renoncer à l'idée du pont, car on en construit un. Mais ce peut aussi bien être une rue : la rue des Lombards, par exemple.

L'Exposition parlerait aux yeux, par les matières brutes, qui apprendraient au public que la loterie du lingot d'or passionna : la vie d'un lingot de la mine chez le batteur d'or.

On verrait convertir cet or en monnaie, et les appareils de frappe des différents peuples et des différents pays, et l'historique de cette monnaie, ses ordonnances, ses crises, ses accapareurs, ses faussaires. On frapperait des pièces au millésime de 1900, avec un monogramme spécial qui en ferait un souvenir de l'Exposition.

On verrait, par les documents, l'origine des va-

leurs fiduciaires. Que d'anecdotes, en passant par les Florentins et les Pisans, par les Strozzi et les Médicis, prédécesseurs des Ouvrard et des Rothschild !

M. Heulhard voudrait que la Banque imprimât au nom du destinataire des billets de banque qui risqueraient fort, encadrés et légués, de ne jamais faire retour à la banque d'émission.

Avec un aperçu sur les organes des finances publiques et privées ; un étalage des caricatures et de l'iconographie de l'argent, croyez-vous qu'on n'aurait pas, grâce à ce projet, une somme de curiosité, de comparaisons et d'idées sans précédent ?

Comment le réaliser ? Par une société dans laquelle entreraient les grands financiers non pour le profit, (il ne pourrait pas y en avoir et, s'il y en avait, il ferait retour à une œuvre charitable), mais pour l'honneur.

Ce plan, qui n'est ici qu'esquissé dans ses grandes lignes trop sommairement, a séduit par sa nouveauté, son opulence, son pittoresque et son tour pratique. Il émane d'un homme qui a les mains libres vis-à-vis des architectes et des banquiers, qui a une idée et qui n'en fait point une affaire. De l'avis des gens compétents, c'est un clou.

La finance se doit que ce soit un clou d'or.

Le Figaro (M. GASTON CALMETTE), sous le titre : *La Ville de l'Or* :

Dès que sera terminé le voyage du Tzar, dans lequel toutes les nations s'accordent à voir le gage le plus absolu de la paix européenne, l'Exposition de 1900 sera l'unique sujet des conversations et des préoccupations du public, en France aussi bien qu'à l'étranger.

Toutes les nations préparent, en effet, pour cette date une manifestation colossale dont Paris, avec son charme sans égal, sera le centre, et pour augmenter l'originalité et le succès de cette manifestation, les projets les plus intéressants et les plus séduisants sont étudiés en ce moment par la Commission supérieure de l'Exposition.

Aux premiers rangs parmi ces projets se trouve « la Ville de l'Or » qui semble devenir le clou de 1900, au même titre que la tour Eiffel en 1889, où défileront, stupéfaits et charmés, les visiteurs du monde entier.

La « Ville de l'Or » a pour auteur notre ami Arthur Heulhard : c'est dire que nous la connaissons depuis longtemps dans tous ses détails, mais, pour des raisons de réserve que le public appréciera, nous n'avons pas voulu en parler avant que le mouvement d'approbation qui s'est fait autour

de cette idée si curieuse ait assuré, en dehors de l'appui particulier du *Figaro*, son adoption définitive.

Arthur Heulhard, qui est un chercheur passionné, a toujours eu, on le sait, un véritable culte pour le vieux Paris, sur lequel il a écrit des ouvrages bien connus des lettrés, et il a été hanté de l'idée de reconstituer pour 1900 le « Pont-au-Change » le plus vivant, le plus curieux et le plus précieux entre tous les ponts de la Cité. Il voyait dans cette reconstitution, déjà si pittoresque au point de vue archéologique, un moyen fort original d'introduire dans l'Exposition future une section qui a été oubliée ou méconnue jusqu'à ce jour.....

C'était donc, en résumé une reconstitution comme le « vieil Anvers » qui a été une curiosité de ce siècle.

Mais, à l'étude, son projet s'est modifié. métamorphosé, colossalement agrandi.

Tandis que les commerces les moins fortunés prennent part à toutes ces manifestations si pacifiques du Champ de Mars, un seul s'est abstenu, jusqu'à ce jour, faute d'une formule, s'est dit notre ami, et c'est précisément le commerce le plus riche, le plus intéressant et le plus important, celui qui les contient tous et qui les résume tous, celui de l'argent. La haute banque n'a jamais exposé, les Établissements de crédit n'ont jamais exposé,

jamais non plus la Monnaie, la Banque de France, les agents de Change, le Crédit Foncier, et, en résumé, ces institutions financières de tout ordre et de tous rangs, établies à travers le monde, qui font et défont les nations modernes.

Pourquoi donc des hommes instruits et désireux d'instruire ne tenteraient-ils pas en 1900, cette histoire politique et sociale des relations de l'homme et de l'argent qui n'a été faite dans aucun temps et dans aucun pays ? Un intérêt puissant ne s'attacherait-il pas à une Exposition financière montrant cette histoire de l'argent chaque jour plus gigantesque, les diverses phases de ce métal, l'éternel drame et l'éternelle comédie, les crises qui ont jailli de ce heurt énorme de l'homme et de l'or, les évolutions du fisc à travers les âges, le fonctionnement comparé des impôts à travers les peuples, l'appareil des finances publiques des divers Etats, le monnayage, la création des valeurs fiduciaires, l'histoire du monde enfin, contée avec l'histoire de l'argent !

Et c'est ainsi, que peu à peu, la reconstitution primitivement projetée du vieux pont au Change s'est transformée en une construction plus grandiose, plus instructive et plus séduisante de « la Ville de l'Or ».

La « Ville de l'Or » qui sera édifiée dans l'enceinte de l'Exposition universelle, et nous espérons

bien que ce sera la place d'honneur, contiendra forcément plusieurs quartiers.

D'abord la section des matières brutes montrant la provenance de l'or, de l'argent et du cuivre à toutes les époques, le mode de tri, de transport et de contrôle jusqu'à la conversion en espèces, la découverte et les plans des mines les plus connues en concurrence au point de vue de la richesse de production, etc., etc.

On verrait donc en activité ces fameuses mines d'or dont on parle tant dans les prospectus et dans le monde ; on les verrait en exploitation avec les pionniers qui les découvrent, les nègres qui les travaillent, les claims, etc..., et la visite à cette section de l'Exposition équivaldrait, par conséquent, à un véritable voyage au Transvaal, en Australie ou en Californie.

Ce spectacle, d'une actualité si saisissante et si séduisante, suffirait à lui seul pour attirer à Paris l'Europe entière ; c'est incontestablement un « clou » qu'aucune Exposition n'a offert jusqu'à présent.

Puis la section des appareils monétaires dans tous les temps et dans tous les pays, les coins servant à la frappe, les balances et poinçons, des piles monétaires comparatives : un million en sous, en francs, en or ; enfin la Monnaie actuelle et son fonctionnement. Il serait frappé sous les yeux du

public des monnaies d'or et d'argent, ou des jetons au millésime de 1900, avec un monogramme spécial qui en ferait un souvenir caractéristique.

Viendraient ensuite les valeurs fiduciaires et de circulation: les origines des banques, les souvenirs des Strozzi, des Fugger, des Médicis, des Gadagne, des Laffitte, des Mirès, des Rothschild, etc. les Grandes Compagnies françaises, la rue Quincampoix, les billets de banque de toutes les nations, le Timbre, l'Enregistrement; enfin, les appareils de fabrication des billets, les fraudes des faux billets, et l'organisation de la Banque de France.

Ce ne serait d'ailleurs pas la première fois que la Banque de France, dans des cas exceptionnels, fabriquerait des billets hors de la rue de La Vrillière; en 1870, par exemple, des coupures furent tirées sur les machines Marinoni dans l'atelier improvisé de la rue d'Hauteville.

Les finances publiques et privées seraient représentées par les portraits des financiers célèbres; l'histoire du mécanisme du budget d'autrefois et d'aujourd'hui, sans oublier un chapitre singulièrement instructif rappelant les œuvres de bienfaisance dues à la finance.

Dans les rues si pittoresques de cette ville où l'on retrouverait, avec le cachet du temps, à côté des

bureaux actuels des Banques d'État, la reconstruction, étape par étape, des boutiques flamandes, florentines ou lyonnaises, des rôtisseries du quinzième siècle, des théâtres de parade qui accentueraient le caractère cosmopolite du Pont-au-Change et le grouillement de l'ancienne vie parisienne ; on installerait au gré des maisons d'aujourd'hui, quelques succursales de nos grands établissements financiers, avec des bureaux de change et de banque dans lesquels les exposants et les visiteurs pourraient faire, comme à la Bourse, toutes leurs opérations, donner leurs ordres de vente ou d'achat, ou correspondre avec leurs agents.

Tel est le plan de cette séduisante « Ville de l'Or », où les visiteurs trouveront réunies toutes les attractions, toutes les distractions et tous les enseignements, pour le plus grand profit de leur intelligence, de leur bourse et de leurs yeux.

Et n'est-elle pas singulièrement élevée et féconde, cette idée si neuve qui consiste à résumer, en une seule journée, sous les mêmes regards, l'histoire politique, sociale, fiscale et financière de tous les peuples, depuis la genèse pénible de l'argent jusqu'à son plein épanouissement dans la société moderne ?

Le Gaulois (TOUT-PARIS) :

Henri IV disait : « Le pâturage et le labourage sont les deux mamelles de la France ».

Depuis lors on a fait quelques progrès en économie politique, et nous reconnaissons trois sources à la fortune publique : l'agriculture, l'industrie et le commerce. Le commerce se divise en deux branches : le commerce proprement dit et la finance qui est le commerce du crédit, du papier et des métaux précieux. Or, dans toutes les expositions qui ont eu lieu jusqu'ici, l'agriculture, l'industrie et le commerce ont été largement représentés ; jamais la finance n'a figuré à aucune exposition.

Les Américains ont bien fait le centenaire du dollar, mais ce n'était là qu'un essai restreint et secondaire.

Pourquoi ne ferait-on pas une exposition financière en 1900 ?

C'est l'idée ingénieuse qu'a eue M. Arthur Heulhard, et nos lecteurs nous sauront gré de la leur expliquer.

..

Au premier abord, une exposition financière paraît peu séduisante. Va-t-on nous montrer comment se fait une traite à son tailleur et comment elle est protestée, comment se fabrique une émis-

sion et comment se liquide une entreprise malheureuse ? Tout cela est bien connu, trop connu même, et il n'y aurait guère de visiteurs à pareille exposition...

La monnaie, c'est l'or, l'argent, le cuivre, avec quelques essais de nickel et de cuivre argenté. On verrait donc l'histoire des mines et de la fabrication des monnaies, les vieux coins, les vieilles méthodes et, par conséquent aussi, une exposition rétrospective et moderne de la numismatique. On y verrait aussi la recherche de la pierre philosophale au moyen âge, les alchimistes Nicolas Flamel, Van Helmont, et autres. Mais ce qui attirerait tous les regards, ce serait les plus gros blocs d'or, d'argent et de cuivre découverts en 1899. Les mines du Transvaal et celles de M. Mackay aux Etats-Unis pourront se livrer là à une belle réclame.

Les appareils modernes de la frappe seront aussi un attrait, car c'est merveille de voir la sensibilité des balances automatiques qui contrôlent les pièces d'or qu'on vient de frapper : une seule défectuosité, et une sonnerie avertit le contrôleur, tandis que la pile de louis est rejetée de côté.

Passons aux valeurs fiduciaires.

Ne faudrait-il pas rappeler aussi le souvenir des Fugger qui, à l'époque de la Renaissance, furent les banquiers de tous les souverains d'Allemagne ?

Et les Templiers, qui furent aussi des changeurs et des banquiers, faudra-t-il les oublier ?

Mais voici l'histoire des actions et des actionnaires, qui commence avec Law. Il faudrait, pour bien faire, un aperçu de la rue Quincampoix avant le krach, les carrosses superbes, les encombrements, l'enthousiasme de tous.

Enfin viennent, avec la Banque de France, fondée par le grand-père de M. Casimir-Perier, ces admirables billets qui n'ont subi de dépréciation qu'en 1848 et pour un moment seulement ; puis les sociétés de crédit, les sociétés anonymes.

Et la Bourse, n'a-t-elle pas droit aussi à une mention intéressante ? Il faudra nous montrer les maquettes des principales Bourses du monde dont l'origine est la rue Quincampoix ; et, enfin, voici l'histoire des finances publiques, avec ce qu'elles ont suscité de programmes incohérents ou raisonnables, de libelles, d'ordonnances, de caricatures, etc., etc.

Ne serait-il pas à propos, à ce sujet, de nous montrer, dans une maquette bien faite, une séance des États-Généraux de Blois, au cours desquels fut tué le duc de Guise ? Nous voudrions compulsier les anciens budgets de la France avant la Révolution, budgets qu'on disait écrasants et qui n'atteignaient pas celui de la ville de Paris aujourd'hui.

Mais en voilà assez pour montrer par un aperçu rapide combien ce Pont-au-Change pourrait attirer de curieux. On évalue les dépenses à dix millions. Ne seront-elles pas couvertes, et au delà, par les entrées aux guichets spéciaux et par le mirifique et pantagruélique restaurant qu'on pourra installer au milieu du pont, à l'enseigne toute de circonstance : *Au Veau d'or !*

Mais M. Heulhard ne veut pas d'une affaire dans le sens strict du mot. Il veut un comité formé par les grands établissements financiers et la haute banque, comité discutant les adhérents qui se présenteront et restant libre de les exclure.

Il ne nous reste qu'à lui souhaiter bonne chance, car son projet représente certainement un des *clous* de l'Exposition de 1900.

Le Journal (ÉMILIE CHESNEAU) :

Au mois de juin 1867, mon père me conduisit à l'Exposition universelle. J'y vis beaucoup de choses qui m'amuserent, beaucoup plus encore qui furent pour moi un sujet d'étonnement, tandis qu'une foule d'autres me laissèrent dans un état de parfaite indifférence. A vingt-huit ans de distance, je revois une pyramide d'un jaune métallique, posée sur un socle de bois, dont la peinture imitait le marbre. Mon père que je questionnai à ce sujet me répondit :

« Mon bonhomme, cette pyramide représente le volume de l'or extrait de Californie depuis quinze ans.

— Y en a pas beaucoup.

— Tu trouves. Eh ! bien, si elle était en or, cette pyramide vaudrait une somme énorme (ici, mon père énonça un chiffre considérable, en effet, quoiqu'il ne dit pas grand'chose à mon imagination enfantine).

— ... Et puis c'est pas beau.

— Tu ne diras pas ça plus tard, mon garçon, à moins que les raisins ne soient trop verts.

J'avais complètement oublié la pyramide d'or californien lorsqu'en 1878, au Champ-de-Mars, je rencontrai un monument analogue. En 1889, nouveau monceau d'or simulé, et, bien loin de là, en des pavillons consacrés à l'intéressante mais peu récréative économie politique, de vagues tableaux graphiques à peu près illisibles pour tout autre que de savants initiés, et qui avaient la prétention d'indiquer les fluctuations de la fortune publique. Mais des procédés matériels qui font et défont les fortunes publiques et privées, par le moyen desquels se pratiquent les échanges ! rien. Et pourtant l'immense majorité des individus les ignore.

Eh bien, quelle est la provenance des métaux ? Quels sont leurs procédés d'extraction à l'heure actuelle ? Quels étaient-ils dans le passé ? Sous

quelle forme se présentent-ils à l'état brut? A quels rêves d'alchimistes n'ont-ils pas donné naissance? Quelles manifestations subissent-ils avant d'être transformés en espèces? Comment s'opère la frappe? Où? Qui grave les poinçons? Par quels procédés? Quels sont les principales altérations des monnaies? Quels sont les faux monnayeurs célèbres? Quand, comment ont-ils été jugés, suppliciés?

Un ingénieur des mines, augmenté d'un ingénieur des monnaies, revus et corrigés tous deux par un graveur et un archiviste-paléographe pourraient répondre à ces questions. Mais le bon public, vous, moi, nous n'en savons rien ou nous n'en avons qu'une idée très confuse.

Ce qui est vrai pour les monnaies, l'est bien plus encore pour les valeurs fiduciaires, équivalences, valeurs de circulation.

Et pourtant, sans vouloir prétendre à la résurrection du Veau d'or, il faut bien reconnaître que les moyens d'échange, — or, argent, cuivre, billet de banque dans la plus grande partie de l'ancien et du nouveau monde, coquillage au Congo, tablette de sel en Abyssinie — s'imposent à l'humanité et qu'ils commanderont la plupart de ses actes aussi longtemps qu'on ne sera pas revenu au fameux âge d'or vers lequel les anarchistes tendent par la bombe.

Or, il est à remarquer que nulle part, pas même dans les expositions universelles, les groupes ou les institutions qui centralisent les opérations constitutives de la fortune publique, qui en assurent et en règlent la circulation, — tel le cœur envoyant sans cesse l'ondée sanguine aux divers organes — ne placent sous les yeux du public, ni la matière première qu'ils exploitent, ni les transformations qu'ils lui font subir. En un mot, tandis que l'on peut étudier les phases successives que traverse une matière textile entre la germination de la graine ou la reproduction de l'animal lanifère jusqu'à son application au vêtement humain ou au meuble ; que, la suivant plus loin encore, on nous la montre, subissant un nouvel avatar, et devenue papier, servant de véhicule à l'idée triomphante ; les artisans de la fortune publique et privée, la Haute Banque, les Établissements de Crédit, la Monnaie, la Banque de France, les changeurs — la Finance en résumé — n'exposent pas.

Pourquoi ? Routine.

L'idée de faire participer sous une forme tangible et pittoresque la finance à l'Exposition de 1900 appartient en propre à l'initiative de M. Arthur Heulhard.

C'est en somme, une Exposition financière internationale dont M. Arthur Heulhard souhaite l'or-

ganisation et trace le plan. Mais c'est une exposition vivante, vibrante, où on verra la finance en action dans le passé comme dans le présent, une exposition pleine de couleur et de mouvement, qui aurait pu se résumer en une reconstitution de l'ancien Pont-au-Change, si le décor n'en eût été trop étroit, et se localisera en une ville nouvelle, la ville de l'Or, — or étant pris au sens figuré, — qui doit surgir au milieu du monde nouveau que sera l'Exposition universelle de 1900 ; où nous verrons la matière précieuse, mais brute, sortir des entrailles du sol, se transformer en valeurs fiduciaires et de circulation, créer la finance publique et privée, dont les organes la répandront devant nous.

La partie rétrospective ne sera pas un de ses moindres attraits.

Des souvenirs palpables demeureront entre les mains des visiteurs.

Les pièces frappées par la Monnaie porteront le millésime 1900, un monogramme spécial indiquant qu'elles ont été frappées à l'Exposition, et les initiales des visiteurs. De même les gros billets et coupures minimales tirés par l'imprimerie de la Banque de France pourront recevoir une légende commémorative de la personne à laquelle ils sont destinés et des circonstances de leur émission. Pièce de cent francs ou de vingt sous, billet

de mille ou coupure de cinq francs, on peut affirmer d'ores et déjà que personne ne voudra sortir de l'Exposition sans emporter un souvenir monnayé de sa visite à l'Exposition internationale financière.

En traçant ce sommaire programme de la Ville de l'Or, j'ai parlé au futur. C'est que je ne doute pas une minute que tous les concours ne soient apportés à la réalisation du séduisant projet de M. Arthur Heulhard, c'est parce que j'ai la conviction absolue que son activité endiablée réussira à secouer toutes les routines, à réveiller toutes les torpeurs, même les pires : les torpeurs administratives.

Au reste, en une époque où la finance tient tout ou à peu près, commande à tout, s'étale partout, on ne la conçoit guère se transmuant en une humble violette et, dans sa modestie, s'abstenant de s'affirmer en une Exposition, qui sera, après tout, le fruit de ses œuvres.

Le Matin (M. EMILE GAUTIER), sous le titre *la Ville de l'or* :

Depuis que les Expositions universelles sont entrées dans les mœurs internationales, tous les commerces et toutes les industries tiennent à honneur — et aussi, sans doute, à profit — de s'y faire représenter. On y voit figurer pêle-mêle, plus

ou moins méthodiquement classés, les marchands de moutarde et les fabricants de locomotives, les mastroquets et les sculpteurs, les électriciens et les épiciers, la musique, le sport, la métallurgie, l'art militaire, la marine, la chorégraphie abdominale, l'aéronautique, la gastronomie, l'agriculture, la pédagogie, la médecine, etc. Bref, toutes les manifestations généralement quelconques du génie inventif, toutes les branches de l'activité humaine, toutes les formes de la science, du travail et de l'art ont leur place et leur part dans ces kermesses cosmopolites, qui, si fort, horripilent Maurice Barrès.

Un seul commerce fait exception. C'est le commerce de l'argent avec les corollaires obligés, dont l'ensemble constitue l'industrie de la finance. Abstraction faite du *Centenaire du Dollar*, célébré en 1894 aux Etats-Unis, mais qui ne fut qu'une tentative épisodique et restreinte sur une toute petite échelle, ni la Haute Banque, ni les établissements de crédit, ni les instituts monétaires, ni les manieurs d'écus n'ont jamais exposé nulle part.

L'industrie de la finance est pourtant la plus puissante, la plus plastique et la plus riche de toutes les industries, qu'elle commande souverainement, et qui, toutes à l'envi, gravitent autour d'elle, en procèdent ou en dépendent. On peut même dire qu'elle est le grand ressort, quelque

chose comme l'âme efficiente, ou (si vous préférez) le système nerveux de nos civilisations modernes, si intensives et si compliquées.

Ce ne sont, d'autre part, ni l'intérêt, ni même la note pittoresque qui lui font défaut, puisque son domaine s'étend depuis l'extraction et le traitement des minerais d'or et d'argent jusqu'à ces mystérieux « tripatouillages » de la cuisine financière, compris des seuls initiés, et qui apparaissent à la masse des travailleurs et même des oisifs (dont ils recèlent et préparent effectivement, suivant les circonstances, la fortune ou la ruine), comme autant de diableries de magiciens.

Cette abstention systématique de la Ploutocratie, précisément à l'époque où elle coule à pleins bords, ne se peut expliquer que par l'absence d'une formule permettant de donner un corps à cette abstraction qu'est la matière financière et de la concréter en une réalité tangible au gré du public ordinaire des Expositions.

M. Arthur Heulhard, dont le moindre titre n'est pas de n'avoir jamais été mêlé, de près ni de loin, aux hommes et aux choses de finance, a eu l'idée ingénieuse de combler cette lacune. Il vient, à l'occasion de la future Exposition de 1900, d'accoucher d'un projet infiniment séduisant.

..... Une évocation de l'histoire de France, depuis Jacques Cœur jusqu'à Rothschild, con-

fondue avec l'histoire économique, fiscale et financière (qui n'a jamais été faite) du monde civilisé, c'est-à-dire avec l'histoire, d'une philosophie si captivante, des relations de l'Homme et de l'Argent.

C'est dans ce cadre peu banal (*Pont-au-Change*), où les archéologues et les artistes pourraient se donner libre carrière que M. Arthur Heulhard entend exhiber, comme en un microcosme, l'ensemble et les détails de la mécanique financière contemporaine....

Comme qui dirait, en un mot, un amalgame de la Banque, de la Bourse et de la Monnaie, groupées dans un décor amusant et théâtral, sous la forme, non pas d'un platonique spectacle rétrospectif, mais d'une exposition en action, où les banques d'Etat et les banques privées, les établissements de crédit de la France et de l'étranger, les corporations d'agents de change et les syndicats de coulissiers, le Timbre lui-même, l'Enregistrement et la Douane, les Caisses d'épargne et les Compagnies d'assurances ayant leurs succursales, le public serait admis à se livrer, aux termes de la loi et aux cours du jour, aux mêmes négociations et spéculations qu'en ville.

On y frapperait des monnaies d'or et d'argent, qui pourraient être au millésime de 1900, avec un monogramme distinctif destiné à en faire le plus

précieux des souvenirs. Peut-être même serait-il possible, au moyen d'un jeu de coins disposé *ad hoc*, d'adjoindre à ce millésime les initiales des visiteurs. On pourrait également tirer, toujours sous les yeux de la foule et pour son usage immédiat, des billets de banque de 50, 100, 500, 1,000 francs, avec le nom et l'adresse de l'amateur, lequel ne manquerait pas de classer ce document original parmi les papiers de famille qu'on se lègue de père en fils et dont on ne se sépare qu'à la dernière extrémité.

Les dépenses de l'entreprise, qui, d'après les calculs de son promoteur, ne dépasseraient pas dix millions, ne sauraient faire question, puisqu'on s'adresse à l'industrie qui gouverne et alimente toutes les autres, à l'industrie des éclusiers du Pactole, qui, détenant l'outil universel, peut à peu près tout faire... si ce n'est, peut-être, comme dit le proverbe anglais, changer un homme en femme...

Quant au succès auprès des multitudes, il ne saurait faire l'ombre d'un doute, non plus, d'ailleurs, que le succès auprès des financiers, dont l'amour-propre aussi bien que l'intérêt est en cause.

Faut-il ajouter — ce qui est l'évidence même — que l'idée est de celles qui « payent » ? Est-ce que les entrées (évaluées d'avance à plusieurs douzaines de millions), les bénéfices du change, le courtage

normal sur les opérations de banque et de bourse, la publicité, la vente du catalogue (qui pourrait être, à lui seul, un monument inestimable), les licences accordées aux petites industries, la location de certaines boutiques à des cafetiers ou à des restaurateurs (qui ne manqueraient pas de prendre pour enseigne : « Au Veau d'Or », « A Plutus » ou « Chez Danaé »), est-ce que tout cela ne constituerait pas un rendement certain ?

M. Arthur Heulhard se propose d'appliquer à l'Association des Exposants, parmi lesquels il espère bien voir figurer les maisons les plus puissantes du monde, le principe de la participation aux pertes et aux bénéfices. Si, — chose peu probable ! — l'entreprise se soldait par un déficit, la perte serait supportée proportionnellement aux souscriptions de chacun, par tous les exposants, lesquels sont assez riches, apparemment, pour se payer, au prix d'un léger sacrifice, le luxe d'une réclame aussi instructive et aussi retentissante. Par contre, ils se partageraient, au même prorata, les gains éventuels...

Point d'exposant qui ne soit actionnaire et n'agisse pour le compte de la Société. Pour être admis à exposer, il faut non seulement être souscripteur d'un nombre déterminé d'actions, mais encore avoir été préjudiciellement agréé par le conseil. C'est le seul moyen, pour la finance honnête,

d'éviter certains contacts équivoques et de fermer la porte aux flibustiers...

Il est difficile de concevoir une idée plus curieuse et plus féconde à la fois.

Puisqu'on en est encore à chercher la définitive combinaison financière capable d'assurer le fonctionnement régulier et triomphal de l'Exposition de 1900, je me demande même s'il ne serait pas d'intérêt public — *Suprema Lex!* — d'exproprier M. Arthur Heulhard de tout ou partie de son féerique projet... »

Le Petit Journal (M. PIERRE GIFFARD) :

Il est des *clous* de dimensions diverses. La Nouvelle-Bastille de 1889 était vraiment un clou. Le Vieil Anvers, à l'Exposition de 1895, à Anvers même, était fort amusant. De même le Vieil Amsterdam à l'Exposition hollandaise de 1894. M. Arthur Heulhard a mis sur pied et exposé au commissaire général de 1900 un projet de reconstitution archaïque qui, pour être venu après la Nouvelle Bastille, n'en laissera pas moins derrière lui tout ce que l'imagination fertile des chercheurs a pu proposer dans ce genre.

C'est une reconstitution parisienne, bien parisienne, à laquelle personne ne songeait : celle du Pont-au-Change tel qu'il était au bon vieux temps...

L'idée première de ce décor n'aurait que la

valeur d'une idée de théâtre, si elle n'était doublée par une autre idée, pratique, moderne, et bien adéquate à la précédente.

Puisqu'il ressuscite le Pont-au-Change, M. Heulhard va en profiter pour loger dans ce vieux Paris financier une exposition qui ne s'est jamais vue ni en France, ni ailleurs, une exposition des choses de la finance, ou si vous aimez mieux de la banque, du change, de la monnaie, du billet. Il y a là tout un monde, inconnu du vulgaire, que des dispositions adroitement prises pourraient mettre en contact avec la foule.

On nous a montré, depuis 1867, le lapin et le chapeau, le soufflage du verre, la fabrication du papier de bois pour le *Petit Journal*, le tissage des étoffes, combien d'autres curiosités encore de l'industrie actuelle? Personne n'a jamais eu l'idée d'une exposition, rétrospective et contemporaine à la fois, de tout ce qui tourne autour de la pièce de cent sous et du billet bleu signé par le contrôleur de la Banque de France. Et pourtant que de choses à montrer au public, qui ne les soupçonne pas, dans cet immense domaine du change, de l'or, de la banque, de la finance, de la monnaie!

.....
Voilà de bonnes idées; elles ne courent pas les rues, les bonnes idées, et nul doute que les diri-

geants de l'Exposition, si vraiment ils sont en quête de nouveautés sérieuses, ne s'arrêtent à considérer celle-là.

On ne voit pas bien, diront-ils, le pont nouveau, et ancien à la fois, qu'il faudrait construire sur la Seine... D'accord, mais le « Pont-au-Change » peut être reconstruit en forme de pont... sur la terre ferme. Il suffirait de faire passer dessous un petit bras mouillé d'eau pour donner l'illusion de la Seine au ^{xvi}^e siècle. Ce qui est intéressant, ce n'est pas le pont en tant que pont, c'est le pont en tant que décor d'une exposition des choses de la finance. Ce serait, dans l'Exposition universelle, le coin de Sa Majesté l'Argent.

Je ne vais pas jusqu'à dire avec l'auteur du projet qu'on devrait y installer une succursale de la Bourse, avec corbeille et agents de change opérant pour de vrai, suivant les ordres du public. Mais il est certain que la frappe des pièces par la Monnaie, l'impression du billet de banque sous les yeux du visiteur constitueraient déjà deux opérations fort instructives, qui sont, actuellement encore, lettre morte pour la majeure partie des humains.

La conception de notre confrère est vaste, il faut le proclamer hautement, et marquée au coin d'une réelle originalité. Ce que je viens d'en dire suffit pour en faire comprendre l'économie. Les développements vont à l'infini. Ce serait à la direction

générale de l'Exposition à les régler avec l'auteur de l'idée première.

¶ Mais encore une fois cette idée première d'une exposition de la pièce et du billet, de la Banque et de la Bourse dans un décor archaïque constitue une véritable trouvaille. Je serais président de la chambre syndicale des agents de change de Paris que je ne voudrais laisser à personne le soin de la faire aboutir. Je voudrais que ma compagnie, avec les conseils éclairés de l'initiateur du projet, prît la tête du mouvement et traitât de puissance à puissance avec les grands chefs de l'Exposition ce sujet aux proportions considérables.

Mais voilà, les idées neuves ont tant de mal à faire leur chemin dans le cerveau des hommes que les agents de change de Paris trouveront probablement tout ceci fort ridicule et indigne de leurs solennelles fonctions.

Ils auront bien tort. L'idée doit réussir, même sans eux, et constituer vraiment un *clou* de plus pour l'Exposition prochaine. Cette fois on n'abuserait pas du mot, car je ne sais rien de plus neuf, de moins *déjà vu* que cette proposition : ressusciter le Pont-au-Change en 1900 par une exposition de tout ce qui touche à la finance, ancienne et moderne.

Le Rappel (M. GEORGES VITOUX) :

En ces derniers mois, M. Picard, le commissaire général de l'Exposition de 1900, a reçu de quantité de collaborateurs bénévoles, des projets d'installation, de « clous », comme l'on dit volontiers, dont la réalisation, de l'avis de leurs auteurs, ne pourrait manquer pour le moins de révolutionner l'univers. Parmi ces projets, il en est un, dû à l'imagination généreuse de M. Arthur Heulhard, qui me paraît devoir être tout particulièrement signalé en raison de sa large envergure et de la haute philosophie qu'il comporte et qui s'en dégage en dernière analyse.

Modestement intitulé d'abord le *Pont-au-Change*, et se présentant à un premier aspect comme devant être une simple reconstitution d'un quartier pittoresque du vieux Paris, il est en réalité une chose beaucoup plus grande, *la véritable Ville de l'Or*, comprenant, en son ensemble, ni plus ni moins, l'histoire de l'Argent sous toutes ses formes et dans toute son étendue, dans le temps et dans l'espace, pour employer une formule suggestive chère aux naturalistes.

Or, je vous le demande, fut-il jamais roman plus passionnant que celui autour duquel depuis des siècles tournent les peuples et les individus, que ce roman de la « Fortune » qui sert en somme de pivot à l'histoire?

Telle est précisément la conception grandiose, jamais rêvée avant lui, que M. Heulhard propose de réaliser pour 1900.

En son esprit, nulle entreprise ne saurait être plus instructive, plus digne de méditations salutaires aussi, que celle d'une exhibition dont les collaborateurs naturels seraient ces grands manieurs d'argent, dont tout le monde parle et que tout le monde ignore.

La belle leçon d'histoire rétrospective et contemporaine que l'on pourrait tirer de cette reconstitution complète de la genèse et de l'évolution du métier de l'argent !

Et, l'enseignement ne serait point que théorique, mais pratique plus encore, touchant à toutes les questions scientifiques, commerciales et industrielles.

N'y aurait-on pas côte à côte, montrant toutes les phases successives de leur développement, la représentation des gisements aurifères exploités jadis et aujourd'hui, si bien que l'on pourrait voir en un instant le mineur des civilisations anciennes traitant grossièrement les gisements aurifères du Laurium, et ceux de nos jours, de Californie, d'Australie ou du Sud-Africain, mettant à contribution la chimie la plus subtile pour extraire jusqu'à la dernière parcelle le métal précieux enfermé dans la roche. Et puis, l'industrie minière

se compléterait de l'industrie métallurgique ; on apprendrait ainsi en quelques heures comment on raffine les métaux rares, et comment avec des lingots l'on obtient des pièces d'or et des pièces de cent sous.

Ce n'est pas tout encore ; la circulation fiduciaire des valeurs, tout comme celle de la création des monnaies, comporte ses enseignements et ses leçons de choses. Que d'industries, en effet, concourent à la seule confection d'un simple billet de banque ! C'est d'abord l'artiste graveur dont le burin découpe dans l'acier ou le cuivre la vignette des précieux chiffons : c'est le fabricant de papier qui doit réaliser des produits de première qualité ; c'est le fabricant d'encre et l'imprimeur, c'est le photographe aussi.

Le mécanicien limant un écrou peut, dans une certaine limite, se trouver concourir à l'impression des billets de mille, et le plus modeste des tâcherons se trouve à l'occasion la cheville ouvrière de l'une des formes les plus parfaites de la représentation de la fortune publique !...

Mais, à quoi bon insister davantage ?

Matériellement et philosophiquement, la chose est désormais évidente, le projet proposé par M. Heulhard de convier pour la première fois la finance sous toutes ses formes à prendre part, autrement que par un appui monnayé, à une exposi-

tion universelle mérite donc entre tous d'attirer l'attention !

Installé dans ce cadre célèbre réservé dans le Paris de jadis à tous les commerces de l'argent, l'on aurait ainsi un spectacle instructif et curieux entre tous, capable d'intéresser tout le monde, depuis ces archi-millionnaires comme les Jay Gould ou les Rothschild — qui pourraient y suivre pas à pas la genèse même de leurs invraisemblables fortunes — jusqu'aux plus pauvres d'entre les plus déshérités — qui pourraient, ceux-là, y prendre cet enseignement utile que la fortune, en dépit de ce que l'on en pense vulgairement, n'est point seulement à quelques-uns, mais bien à tous ceux qui savent la prendre à force de courage, d'intelligence et de travail.

Et cette dernière leçon de haute morale, en somme, pourrait bien ne pas être la moins inutile, ni la moins instructive de toutes !

La Science française (M. MAURICE LEUDET) :

M. Alfred Picard et ses distingués collaborateurs semblent avoir la juste préoccupation et la naturelle ambition d'offrir aux visiteurs de la prochaine Exposition de 1900 des attractions qu'ils n'ont pas connues dans les expositions précédentes.

En un mot ils désirent faire... neuf. Les projets qui sont dès maintenant soumis au commissaire

général de l'Exposition sont nombreux. Qu'il s'agisse du théâtre, des arts, de l'industrie, du commerce, des sciences, les plans ne manquent pas, et, parmi eux, il s'en trouve certainement dont la valeur mérite d'être prise en sérieuse considération. Mais, dans cet ordre d'idées, il n'y a qu'à chercher à perfectionner ce qui a déjà été fait.

M. Arthur Heulhard a eu l'heureuse pensée de présenter comme « clou » de la prochaine Exposition un projet entièrement nouveau. Depuis que les expositions universelles existent, jamais la Finance internationale n'a été représentée. M. Heulhard demande pour elle une place spéciale, une place importante et que nos lecteurs ne trouveront pas exagérée, lorsque nous leur aurons exposé le plan du projet, des plus séduisants, disons-le tout de suite...

Vous voyez d'ici le tableau intéressant et combien la curiosité publique serait éveillée.

Avions-nous tort de dire au début de cet article que l'idée de M. Heulhard était des plus séduisantes ?

Il nous reste à en examiner les conditions d'exploitation. M. Heulhard constituerait une Société anonyme par actions qui serait administrée par un conseil composé de personnages intéressés à l'Exposition financière à raison de leurs apports et de

leur qualité. Nous estimons avec lui que l'entreprise ne saurait être en aucun cas mauvaise.

Les dépenses n'atteindront pas en effet un chiffre supérieur à 10 millions. Les recettes compenseront largement ces dépenses. Les entrées — et on n'évalue pas à moins de 70 millions le nombre probable des visiteurs de l'Exposition de 1900, — le courtage normal sur les opérations de bourse et de banque, la publicité, la vente du catalogue, la location de certaines boutiques, constituent des rentrées certaines pour la caisse de la Société, et, à notre avis, ceux qui y participeront, en contenant le public, auprès duquel le succès est assuré, feront en même temps une très bonne affaire.

Nous espérons donc qu'une décision définitive interviendra prochainement.

Le plan adopté par M. Heulhard défie toute critique : son projet, mûrement étudié, comme on a pu s'en rendre compte par le résumé que nous en avons donné, renferme toutes les conditions de réussite. Il est grandiose par certains côtés, instructif, amusant, et, ce qui ne gâte rien, animé d'un sentiment artistique très développé.

De plus, nous tenons à le répéter, il est entièrement nouveau.

En ce qui nous concerne, nous ne lui ménageons pas notre appui le plus ferme, estimant qu'il est au premier chef « matière d'exposition ».

Le Voltaire (M. PAUL GAVAUT) :

Tandis que M. Maurice Barrès part en guerre contre l'Exposition de 1900 et lance l'anathème contre la capitale, ceux dont l'intellect est moins épris de paradoxe se préoccupent de trouver pour cette Exposition des attraits nouveaux et capables d'en assurer le succès.

Voici que j'ai connaissance d'un projet dont la réalisation serait, à mon sens, « le clou de 1900 ».

Il s'agit tout simplement d'une Exposition de la Finance. L'idée est à ce point nouvelle qu'elle déconcerte tant soit peu au premier abord ; le mot ne nous dit rien et nous nous demandons ce que peut être cette Exposition. C'est, qu'en effet, tandis que toutes les branches de l'industrie rivalisaient d'activité, étalaient à l'envi les résultats de leurs efforts et faisaient admirer leurs merveilles, la finance demeurait à l'écart, conservant par devers elle, le secret de sa prodigieuse organisation.

Ainsi, sans doute, s'est confirmée la légende du minotaure d'argent, dévorant, dans son labyrinthe, les imprudents qui s'y risquent. La finance proclame bien haut, depuis qu'on l'attaque passionnément, qu'elle est une industrie au même titre que les autres. Pourquoi, dès lors, se dispenserait-elle de concourir à l'éclat des fêtes de 1900 ?

Le capital et le crédit sont les deux forces par

qui est actionné le monde moderne. Rien ne se peut sans eux et tout n'existe que par eux. N'est-il pas logique et nécessaire d'accorder une place à l'Exposition de la Finance, la place d'honneur ? Le danger n'est d'ailleurs pas qu'on la lui conteste, cette place, mais qu'elle se dérobe et refuse de l'accepter.

Pour que vous saisissiez ma pensée, il faut que je vous indique, au moins dans ses grandes lignes le projet que M. Arthur Heulhard a imaginé...

Mais voici où l'entreprise devient délicate. Il faut décider les grands établissements de crédit à admettre le principe des succursales à établir dans l'enceinte de l'Exposition. Car ce n'est pas de théorie seulement qu'il s'agit. Toutes les opérations de finance devront être pratiquées sur place, de manière à permettre au visiteur de trouver à l'Exposition son banquier et son agent de change.

On va objecter qu'une telle tentative n'a pas de précédent... et cette objection même ne sera qu'un éloge nouveau. C'est précisément ce qui ne fut jamais réalisé que M. Heulhard demande à entreprendre. Je lui souhaite de ne pas se heurter à trop d'apathie.

Il a dans son jeu, fort heureusement, un atout qui n'est point à dédaigner : c'est qu'il n'appartient ni de près ni de loin au monde de la finance ; de la sorte, on ne pourra, du moins, lui reprocher de

servir d'instrument à tel ou tel puissant organisme financier qui chercherait à se tailler, à l'occasion de l'Exposition, une colossale réclame. Indépendant et libre de toute attache, il ne poursuit qu'une œuvre d'intérêt artistique et pratique et ne prépare le triomphe d'aucun portefeuille.

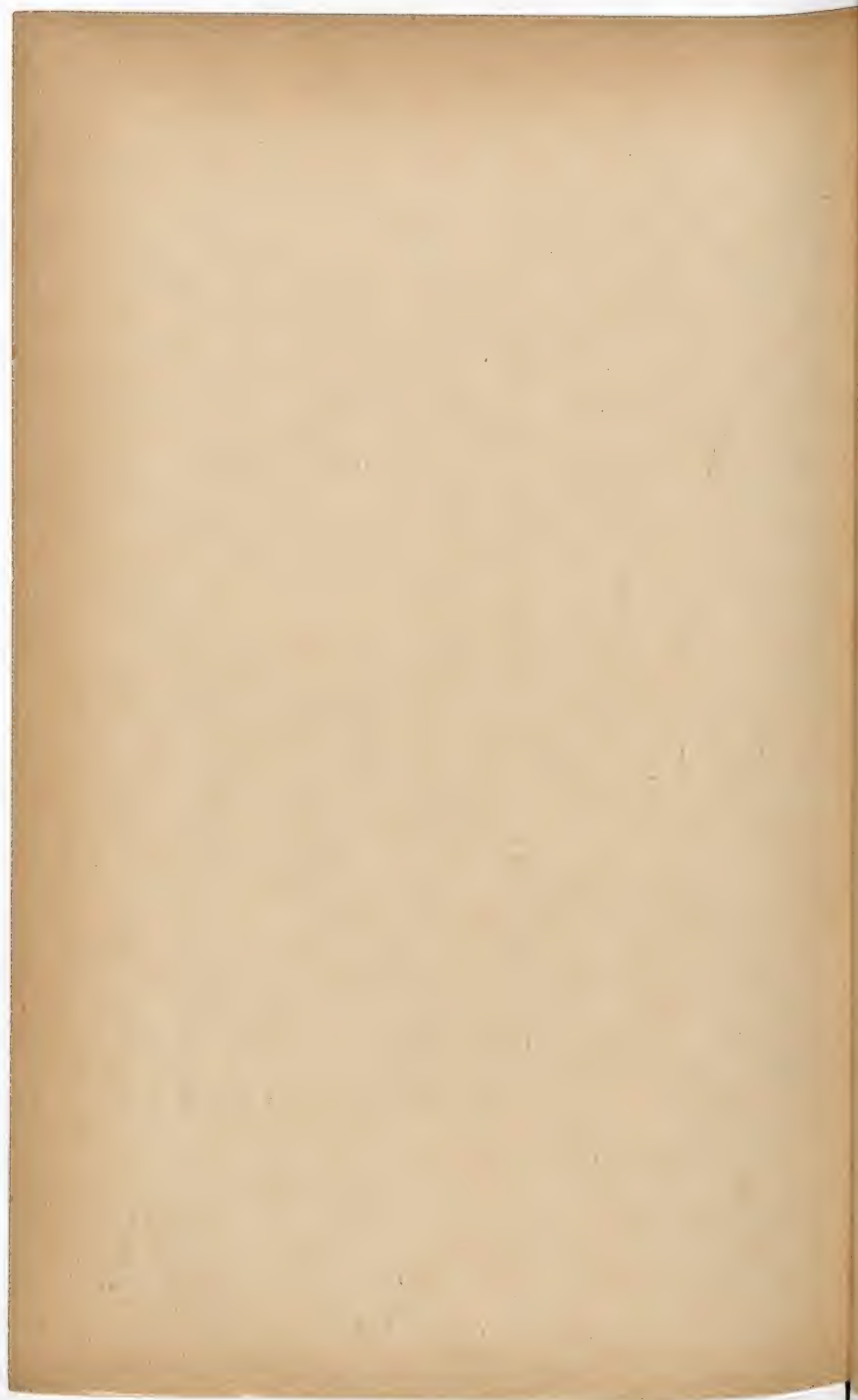
Sans doute il reste, le principe admis, à étudier, ce qu'on appelle les voies et moyens. Il faut tout à la fois trouver un *modus* qui permette le fonctionnement normal des opérations et rende impossible toute spéculation privée. C'est la tâche à laquelle il convient qu'on se donne, quand la décision première sera prise.

Je tenais seulement à signaler aujourd'hui l'idée générale, que M. Heulhard a nettement développée devant la commission compétente, et dont j'ai tenté, bien insuffisamment, de dégager l'importance et l'attrait. J'ai mis sans doute en cet exposé quelque maladresse, étant, comme tant d'autres, ignorant autant qu'il se peut du mécanisme de la vie financière, mais c'est précisément là ce qui m'enchanté dans cette vaste leçon de choses qu'il prépare et pourquoi j'en souhaite si vivement la réussite.

Je le répète, la Banque se plaît à affirmer que son industrie est belle, profitable, et saine, qu'elle n'a rien à cacher à personne. Eh bien, nous voulons voir !

Toutes les opinions me sont précieuses, et, dans l'exécution de mon projet, je tiendrai large compte de celles que ce volume pourra suggérer. Je n'ai pas la prétention d'avoir épuisé la matière; je ne l'ai qu'esquissée à grands traits, et il y a certainement quelqu'un qui la connaît mieux que moi : c'est M. Tout-lè-monde.





TABLE





TABLE DES MATIÈRES

EXPOSITION FINANCIÈRE INTERNATIONALE

	Pages
Projet déposé le 19 juillet 1894	1
Le Centenaire du dollar	2
L'Argent, seule industrie qui n'ait jamais exposé.	4
Une formule d'Exposition : <i>l'ancien Pont-au-Change</i>	6
Une formule plus étendue : <i>la Ville de l'Or</i>	8
Faculté pour tout le monde de faire ses affaires à l'Exposition même, sans être obligé d'aller en ville.	14

PLAN D'EXPOSITION

Une section sans précédent aux Expositions Universelles : l'histoire de l'Argent et de ses industries.	17
Participation des nationalités selon le caractère de leurs finances : les États-Unis et les Assurances	19
Exposition contemporaine, comprenant quatre éléments :	
1° Mines d'or et d'argent en exploitation.	23

	Pages
2° Frappe de la Monnaie.	24
3° Fabrication et émission de billets de banque.	29
4° Opérations ordinaires de Bourse, de Banque, d'Assurances, etc	30

PRINCIPALES SECTIONS

I. MATIÈRES BRUTES.	31
II. CONVERSION EN ESPÈCES SONNANTES : Monnaie frappée au nom du visiteur.	33
III. VALEURS FIDUCIAIRES, ÉQUIVALENCES, VALEURS DE CIRCULATION : Billet tiré au nom du visiteur.	45
IV. 1° LES FINANCES PUBLIQUES ET PRIVÉES	46
2° ORGANES DES FINANCES PUBLIQUES ET PRIVÉES (Le Marché ancien et le Marché moderne.).	52
Timbres-poste, Enregistrement, Timbre, Domaines, Douanes, etc	58
Musée financier et Bibliothèque financière.	59

LES PAPIERS-MONNAIES

Les « billets de monnaie » en 1705.	62
Billets de la Caisse des emprunts.	65
Billets royaux.	66
Les « billets d'Estat » en 1716	66
La « Chambre de justice » de 1716.	67
Le Pilon : Bourvalais, Le Normand, Gruet, etc. Estampes, Dialogues et Chansons.	69
Le désastre des agioteurs, traitants et maltôtiers.	83
Law et les billets de la Banque générale, 1716	91
Banque royale, 1718.	94
Les actions de la Compagnie des Indes et les billets de banque. Le système.	98

	Pages
La rue Quincampoix.	104
BILLETS DES COLONIES. La <i>monnaie de carte</i> au Canada, 1729. Billets de l'Île Bourbon	107
PAPIER-MONNAIE DES ÉTATS-UNIS (1776-1780). Beau- marchais	109
LES ASSIGNATS ROYAUX, 1789. Dessinateurs et graveurs	112
ASSIGNATS RÉPUBLICAINS. Faux assignats. Assignats vérificateurs.	117
La banqueroute. Un appartement tapissé en assignats	123
L'agiotage	124
ASSIGNATS ROYALISTES. Papier-monnaie de Bretagne et de Vendée, 1793. Bons de Stofflet. Bons à l'effigie de Louis XVII. Faux assignats anglais.	127
ASSIGNATS LIBRES. Billets de confiance.	131
SOCIÉTÉS PAR ACTIONS. BANQUES D'ÉMISSION, BAN- QUES HYPOTHÉCAIRES ET FONCIÈRES, COMPTOIRS D'ESCOMPTE, etc., avant la création de la Banque de France.	133
BANQUE DE FRANCE. Bonaparte et la finance. Centenaire de la Banque de France en 1900	142

UN CONTROLEUR GÉNÉRAL DES FINANCES.
M. DE SILHOUETTE.

Les finances et les fermes générales.	147
Samuel Bernard.	148
Bouret	151
Silhouette contrôleur général, 1749. L'engouement. Les estampes satiriques contre les fermiers.	161

	Pages
Les Réformes de Silhouette.	166
La subvention générale. Impôts sur le luxe. Maîtres. Domestiques. Animaux. Principe de la proportionnalité.	169
La vaisselle à la Monnaie. Disgrâce de Silhouette.	172
L'origine du mot « silhouette »	174
Épigrammes et chansons.	178

MORALITÉS ÉCONOMIQUES

I. LE POUVOIR DE L'ARGENT	184
II. LES MONNAIES ET LES MÉTAUX PRÉCIEUX.	187
III. LE TAUX DE L'INTÉRÊT ET LES VALEURS MOBI- LIÈRES.	191
IV. LE CRÉDIT ET LE COMMERCE DE L'ARGENT	193
V. MOUVEMENT DE LA FORTUNE MOBILIÈRE DEPUIS LE MOYEN-ÂGE.	197

FINANCE ANCIENNE JUSQU'À LAW

Le secret des finances	203
Les impôts d'origine romaine dans les Gaules.	205
La dime. Charlemagne.	207
Les Croisades. Les Juifs. Les Templiers	208
Les Judéo-Lombards.	211
Charles V et la ferme.	212
Le premier exemple de « budget », 1372	213
L'argentier Jacques Cœur. <i>L'épargne</i>	215
Le Tiers aux États-Généraux.	219 et 227
Les rois « pères du peuple ». Florimond Robertet.	220
Idées de décoration et de mise en scène par person- nages, maquettes et panoramas.	221

	Pages
Henri IV et Sully	224
Louis XIII et Richelieu. Les « rogneurs ».	229
Mazarin, Fouquet, Louvois	231
Colbert et les rentiers. L'apothéose du Commerce. Les grandes Compagnies.	232
Décadence financière. Le Pelletier. Pontchartrain. Chamillart, la <i>loterie</i> , les premiers <i>billets</i> . . .	237

LA MONNAIE DE NICKEL

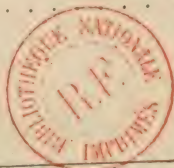
Arguments en faveur d'une nouvelle monnaie divisionnaire. Le nickel. M. Michelin. Types de monnaies de nickel sous le second Empire et sous la République	241
--	-----

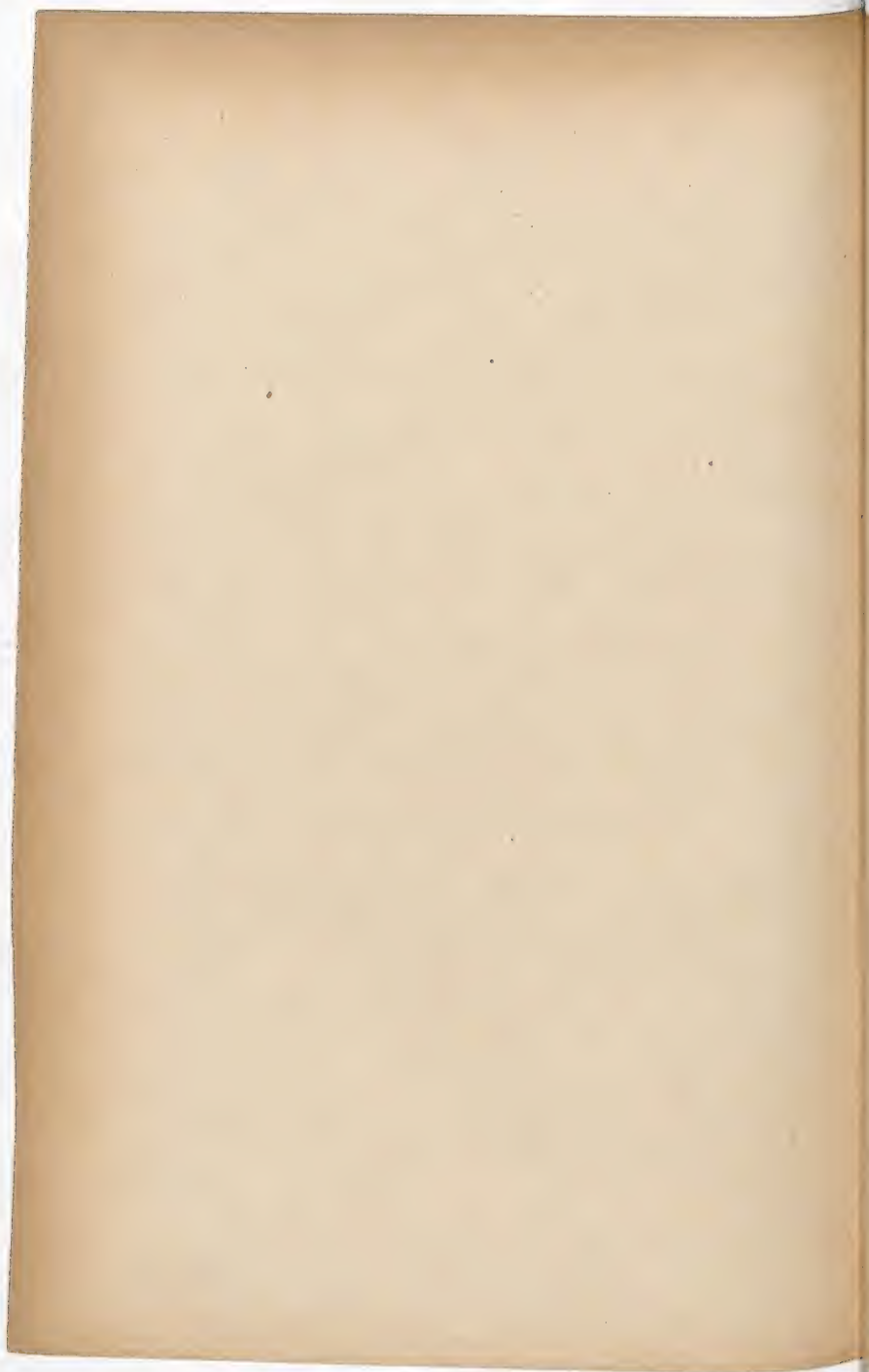
CONCLUSION

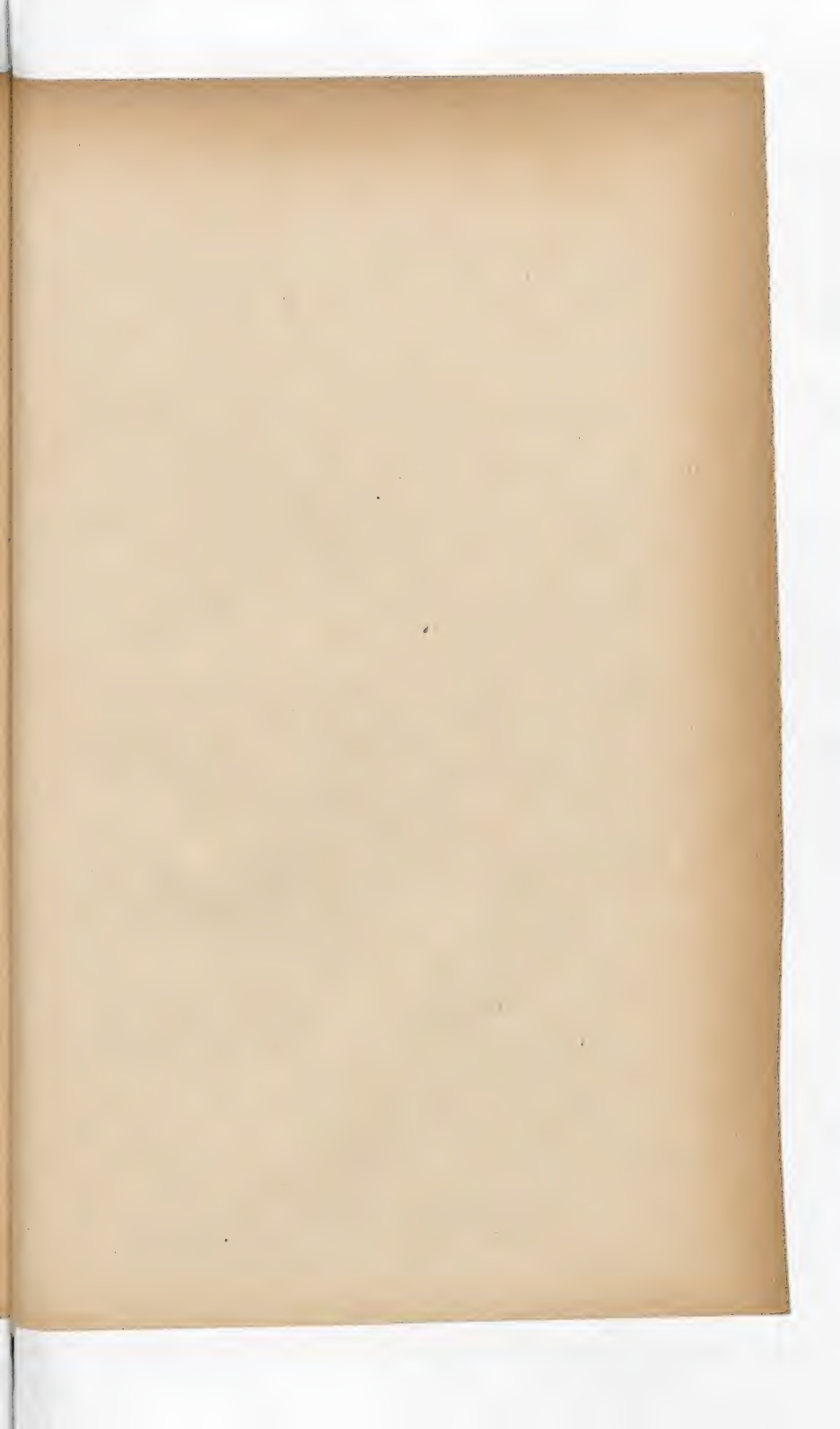
Société à constituer pour l'exploitation de la Ville de l'Or. Actionnaires indiqués. Evaluation des dépenses et recettes. Succès de curiosité et succès d'argent.	249
--	-----

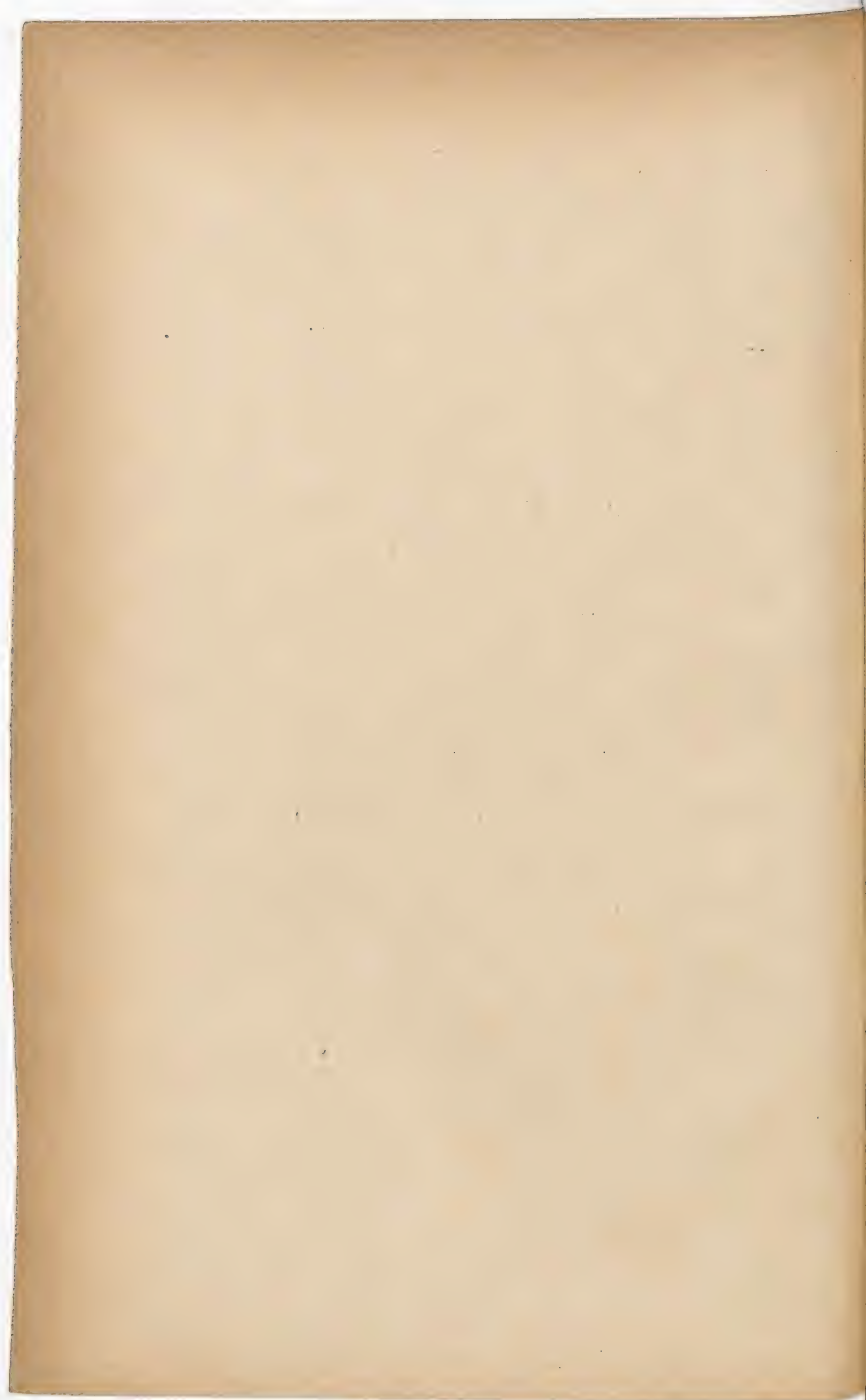
LE PROJET ET LA PRESSE

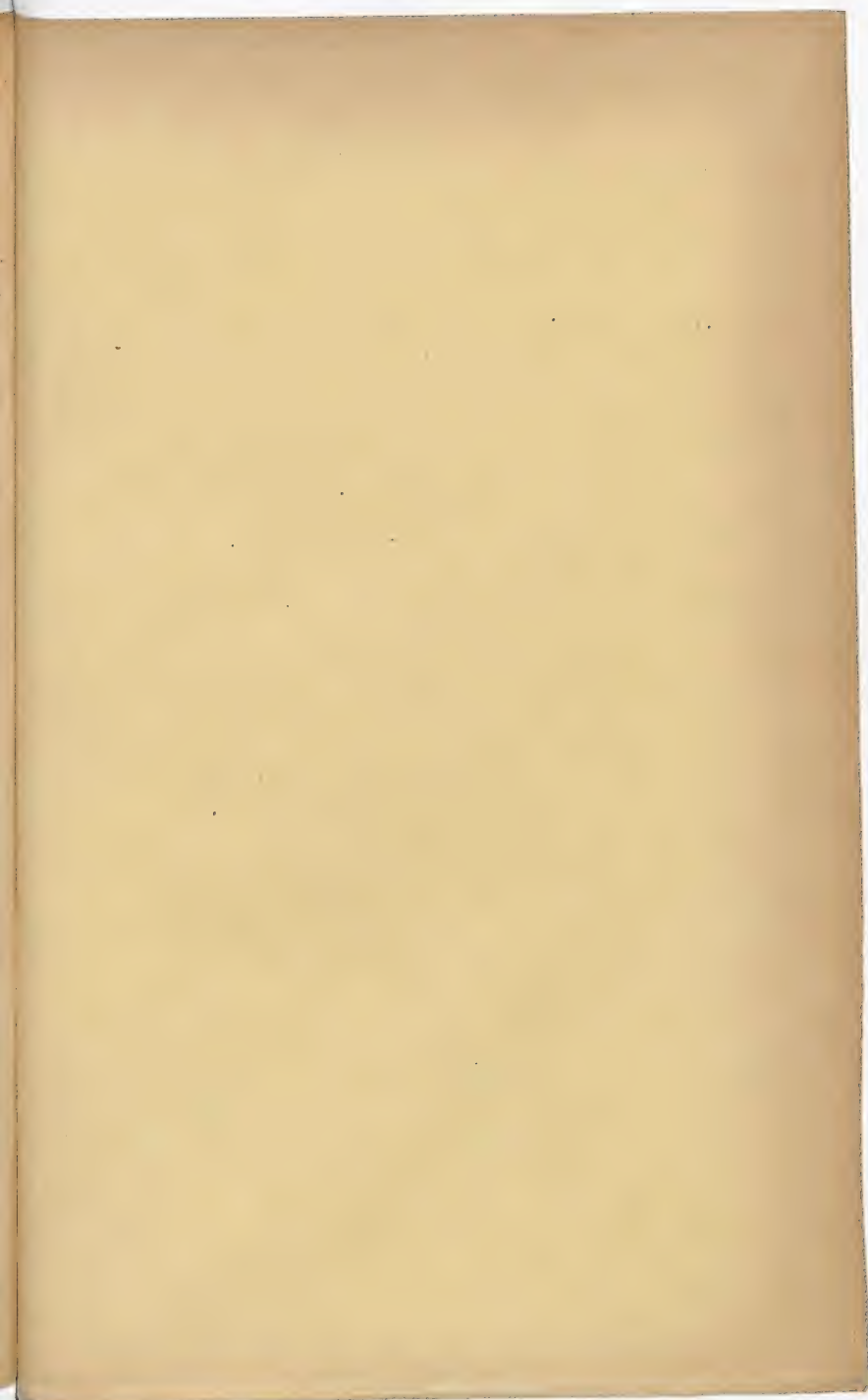
Extraits des articles parus dans les journaux de Paris: <i>Débats</i> , <i>Éclair</i> , <i>Figaro</i> , <i>Gaulois</i> , <i>Journal</i> , <i>Matin</i> , <i>Petit Journal</i> , <i>Rappel</i> , <i>Science Fran-</i> <i>çaise</i> , <i>Voltaire</i>	259
--	-----











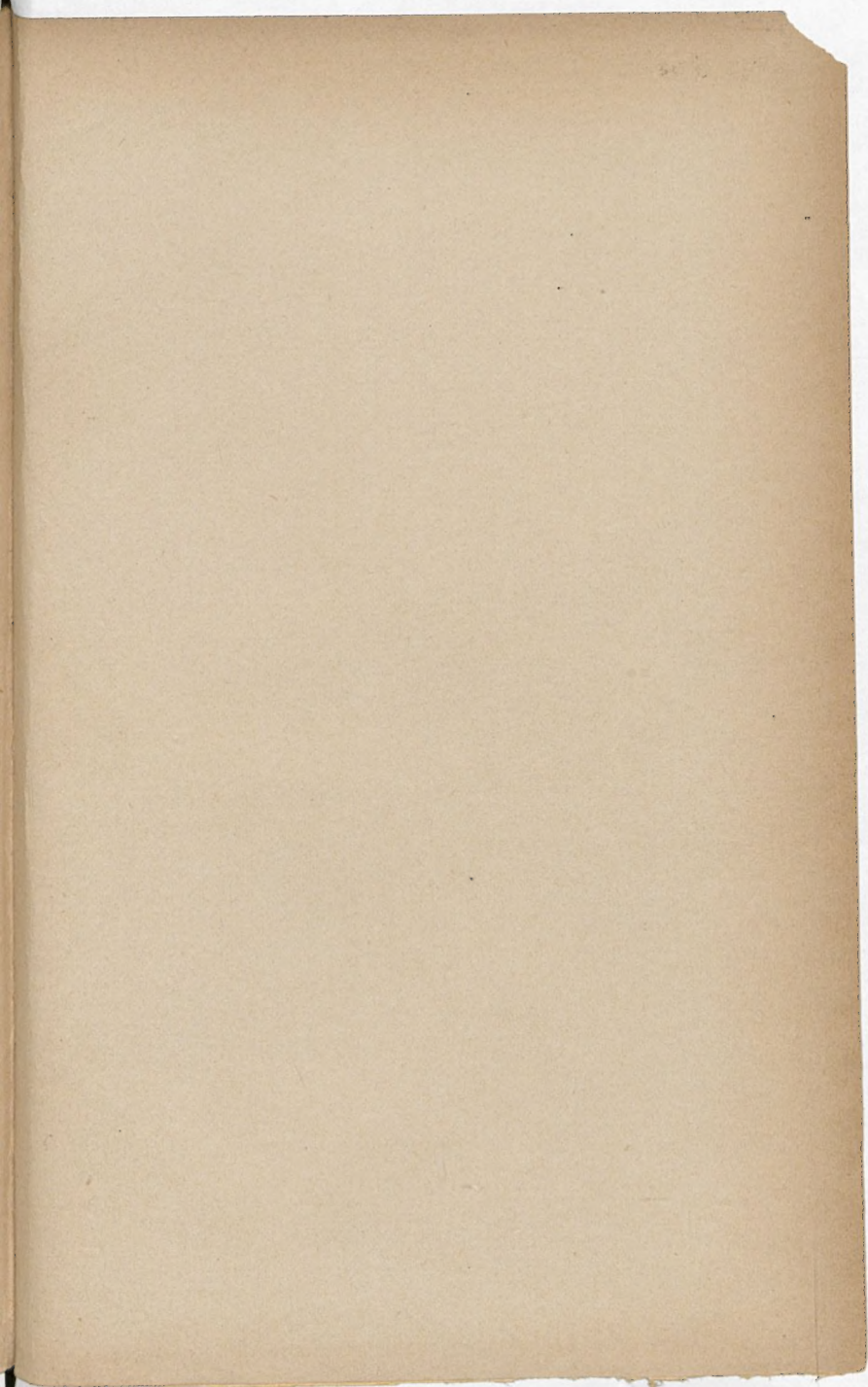
PARIS — IMPRIMERIE E. MÉNARD ET C^{ie}
8, RUE MILTON, 8

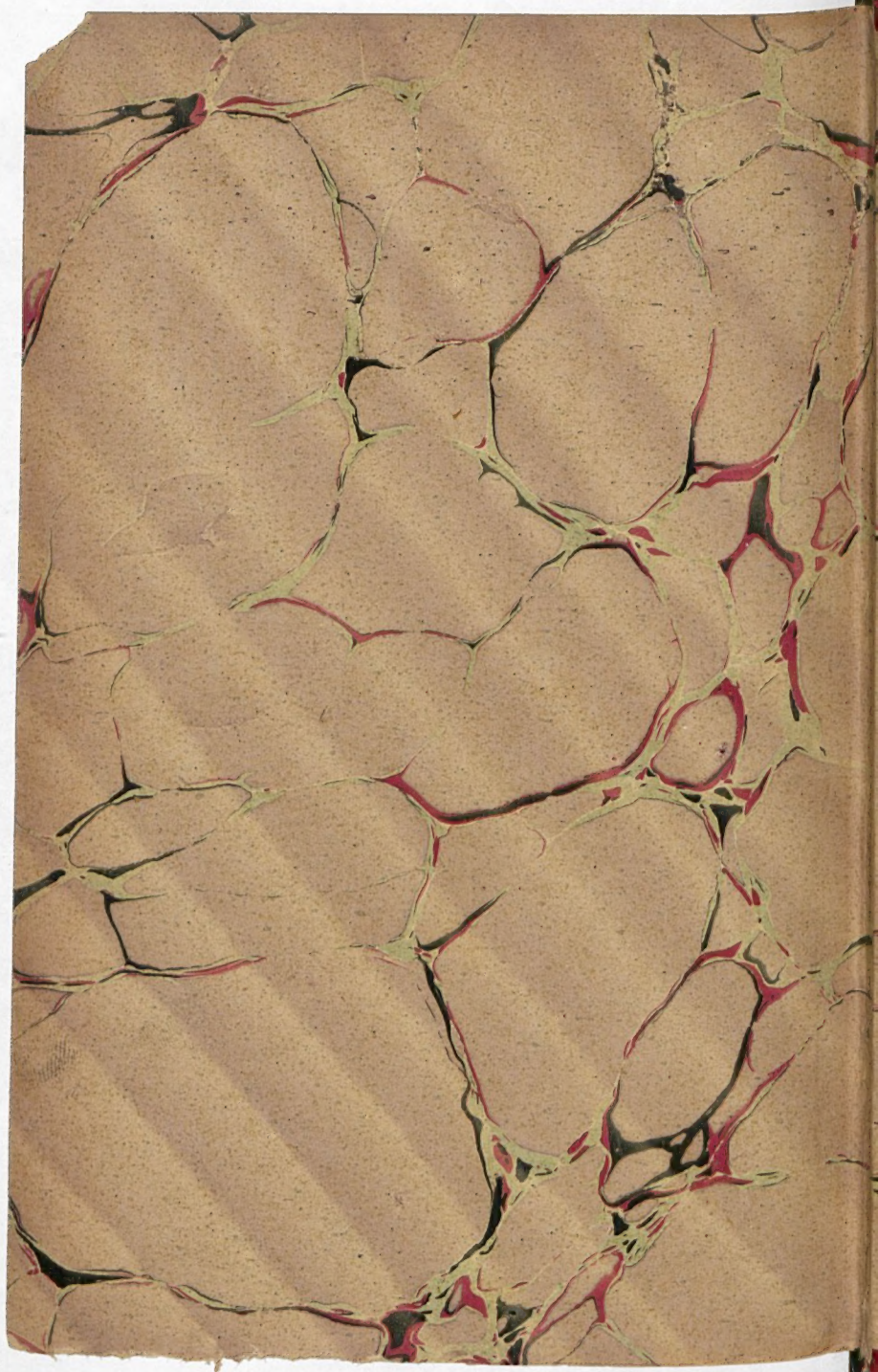
278

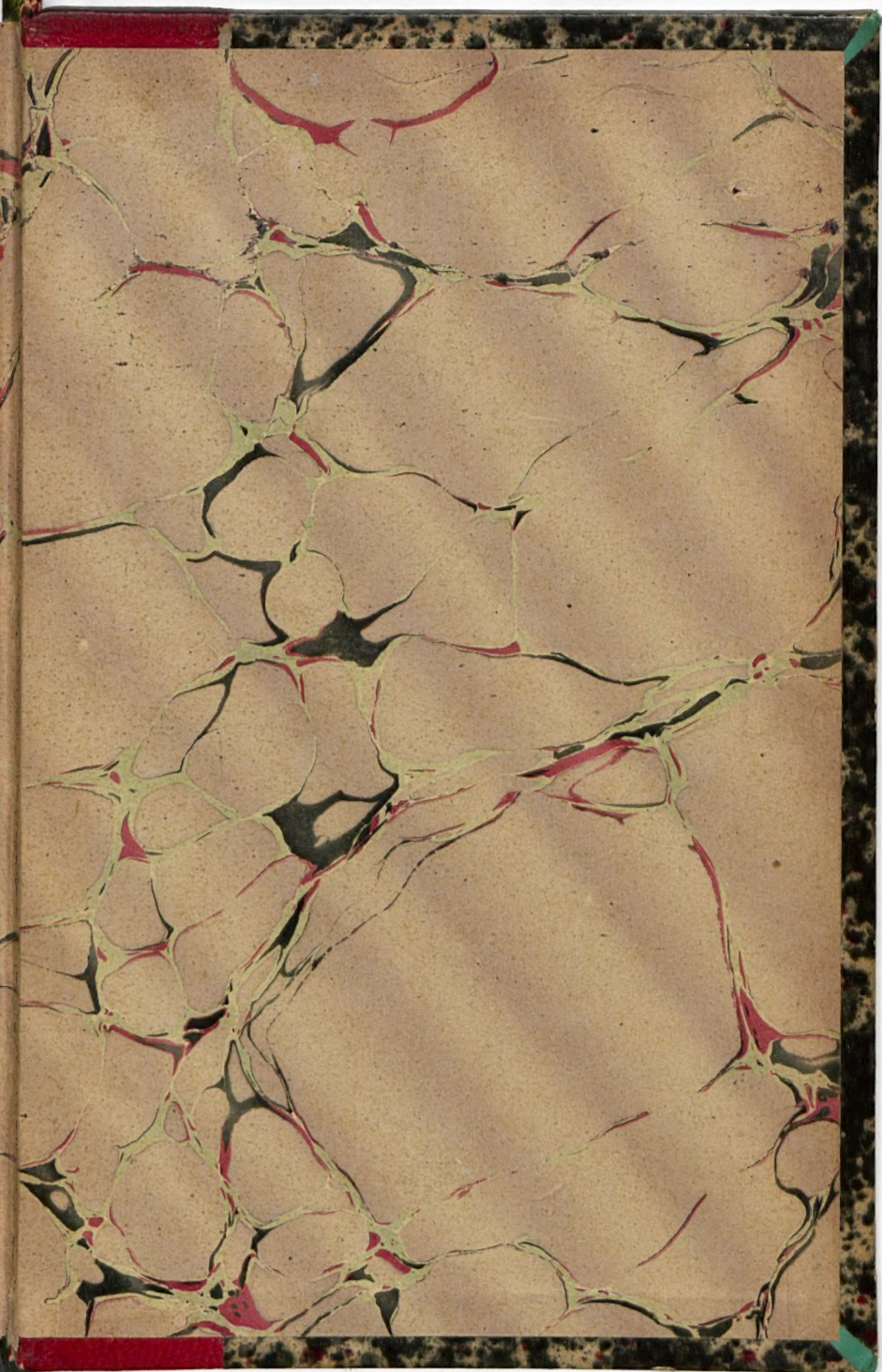
1887











BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE



3 7502 01375870 3